

2019 ✈️ RAPPORT ANNUEL

HÉROUX DEVTEK 

**EXCELLER DANS
L'EXÉCUTION**



BOEING MQ-25

Programme de drones ravitailleurs
Contrat remporté en avril 2019 pour la fourniture
de l'ensemble des systèmes de trains d'atterrissage



À PROPOS D'HÉROUX-DEVTEK

- Héroux-Devtek inc. (transigée à la Bourse de Toronto sous le symbole HRX) est une entreprise internationale qui se spécialise dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composants critiques destinés au marché de l'aérospatiale.
- Ayant son siège social au Québec, Canada, Héroux-Devtek est la **troisième plus importante** entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale. Ses clients sont des sociétés chefs de file de l'industrie aérospatiale opérant autant dans le secteur commercial que dans le secteur de la défense.
- Fondée en 1942, Héroux-Devtek emploie approximativement 1 960 personnes dévouées qui travaillent dans ses 18 installations situées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Espagne.
- Héroux-Devtek est reconnue pour son approche avant-gardiste, son ingénierie, son service d'envergure et avant tout, pour son excellence dans l'exécution.

« CHEZ HÉROUX-DEVTEK, NOUS MISONNONS SUR L'EXCELLENCE DANS TOUT CE QUE NOUS ACCOMPLISSONS. DÈS LA CONCEPTION INITIALE, L'INGÉNIEURIE ET LA FABRICATION, JUSQU'À LA LIVRAISON ET LE SERVICE APRÈS VENTE. »

MARTIN BRASSARD,
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION





BOEING 777/777X

QUELQUES CONTRATS IMPORTANTES

Héroux-Devtek fournit les systèmes complets de trains d'atterrissage et pièces de rechange destinés au jet commercial **777/777X de The Boeing Company**. Le contrat a été conclu en 2013 et les premières livraisons ont eu lieu en 2016.



SAAB AB GRIPEN E

Héroux-Devtek fournit les systèmes complets de trains d'atterrissage pour le chasseur **GRIPEN E de Saab AB**, dans le cadre d'un contrat de conception et fabrication pour la durée du programme.



SIKORSKY CH53-K KING STALLION

Héroux-Devtek fournit les systèmes de trains d'atterrissage pour le **CH-53K de Sikorsky**, un hélicoptère de transport lourd, dans le cadre d'un contrat de conception et fabrication pour la durée du programme.



DASSAULT AVIATION FALCON 6X

Héroux-Devtek fournira les systèmes de train d'atterrissage pour le **Falcon 6X de Dassault Aviation** dans le cadre d'un contrat de conception et fabrication pour la durée de vie du programme.



FAITS SAILLANTS FINANCIERS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS

2019

2018

2017

2016

2015

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en millions de dollars, sauf les données par action et les ratios)

Ventes	483,9	386,6	406,5	406,8	364,9
Résultat opérationnel	37,2	23,4	35,6	37,8	6,6
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	41,6	30,3	35,9	39,3	29,4
BAlIA ajusté ⁽¹⁾	74,2	56,9	61,4	64,1	47,8
Résultat net	26,2	13,7	31,8	26,6	3,2
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	30,4	24,2	26,4	27,7	19,4
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	70,0	56,1	56,1	6,8	46,2
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	58,1	50,8	33,0	(66,3)	(15,0)
Carnet de commandes fermes	624,0	466,0	405,0	460,0	459,0

SITUATION FINANCIÈRE

Trésorerie et équivalents de trésorerie	35,1	93,2	42,5	19,3	35,1
Fonds de roulement	177,6	201,9	165,1	150,5	109,7
Total de l'actif	874,7	632,2	607,3	609,4	575,5
Dette à long terme ⁽²⁾	263,3	132,0	134,8	147,2	114,2
Capitaux propres	402,0	379,0	355,9	331,1	293,5

DONNÉES PAR ACTION

Bénéfice par action – de base et dilué	0,73	0,38	0,88	0,74	0,09
Bénéfice par action ajusté ⁽¹⁾	0,84	0,67	0,73	0,77	0,55
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué, en milliers)	36 437	36 332	36 284	36 119	35 016

RATIOS FINANCIERS

Marge du BAlIA ajusté ⁽¹⁾	15,3 %	14,7 %	15,1 %	15,7 %	13,1 %
Ratio du fonds de roulement	1,95	2,86	2,58	2,34	1,75
Dette nette / capitaux propres ⁽²⁾⁽³⁾	0,56	0,10	0,26	0,39	0,27

⁽¹⁾ Mesures non conformes aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures non conformes aux IFRS » de la section Résultats d'exploitation du rapport de gestion pour des définitions et un rapprochement aux normes IFRS les plus comparables.

⁽²⁾ Incluant la tranche à court terme, mais excluant le montant net des frais de financement différés.

⁽³⁾ Défini comme la dette à long terme, incluant la tranche à court terme, mais excluant le montant net des frais de financement différés, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

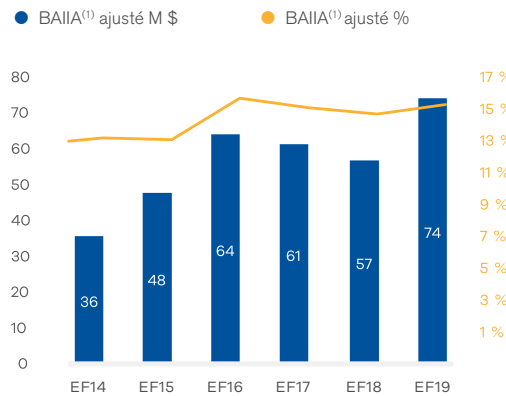


FAITS SAILLANTS FINANCIERS

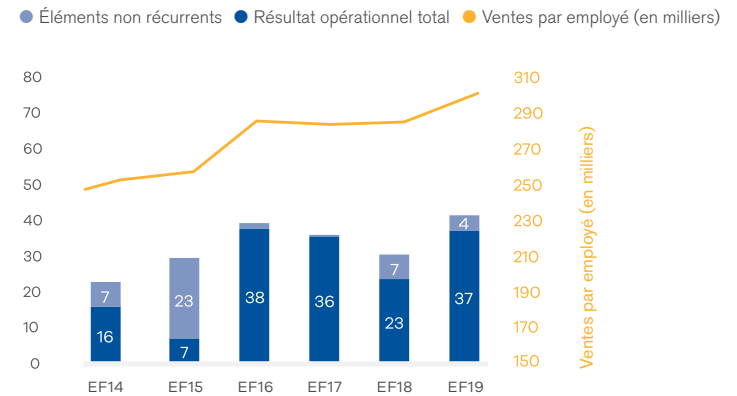
BÂTIR DE LA VALEUR À LONG TERME POUR LES ACTIONNAIRES

HÉROUX-DEVTEK A ENREGISTRÉ UN TAUX DE CROISSANCE ANNUEL COMPOSÉ DE 11% DE SON BÉNÉFICE D'EXPLOITATION ET DE 14% POUR LE BAIIA AJUSTÉ⁽¹⁾ AU COURS DES 6 DERNIÈRES ANNÉES

CROISSANCE DE LA PROFITABILITÉ AJUSTÉE

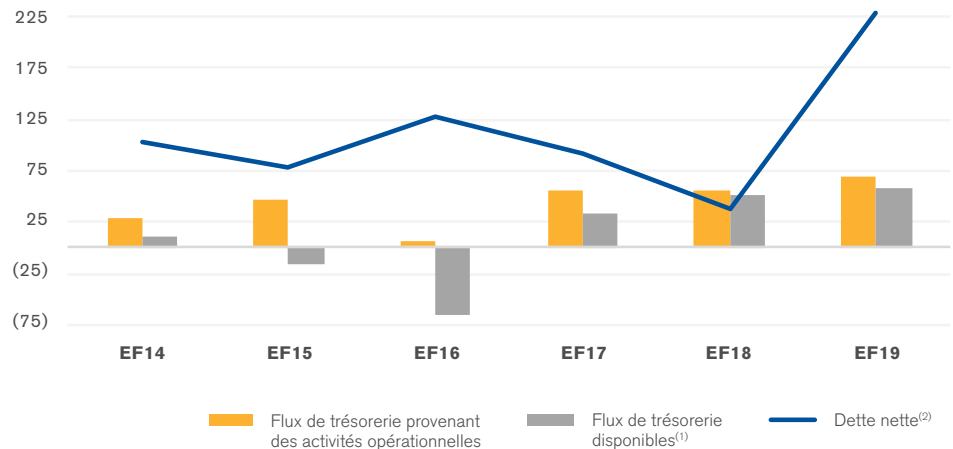


CROISSANCE DE LA PROFITABILITÉ OPÉRATIONNELLE ET PRODUCTIVITÉ (\$M)



IMPORTANTES FLUX DE TRÉSORERIE ET REMBOURSEMENT DE LA DETTE

(en millions de dollars)



⁽¹⁾ Mesures non conformes aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures non conformes aux IFRS » de la section Résultats d'exploitation du rapport de gestion pour des définitions et un rapprochement aux normes IFRS les plus comparables.

⁽²⁾ Incluant la tranche à court terme, mais excluant le montant net des frais de financement différés.

EMBRAER LEGACY 450/500

Héroux-Devtek a conçu, développé et fabriqué les systèmes de trains d'atterrissage pour l'avion d'affaires Legacy 450/500 de Embraer pour la durée du programme, un contrat obtenu en juillet 2008.



PILIERS STRATÉGIQUES

FINANCIER

OFFRIR DE LA VALEUR AUX ACTIONNAIRES

- Mettre en valeur les acquisitions
- Accroître les ventes
- Dégager un levier d'exploitation
- Réduire la dette

OPÉRATIONNEL

METTRE L'ACCENT SUR L'EXCELLENCE

- Maintenir la meilleure feuille de route opérationnelle
- Exécuter avec excellence
- Mettre en œuvre des processus et une technologie de premier plan
- Tirer parti de notre situation de fournisseur mondial

EMPLOYÉS

FAVORISER NOTRE CULTURE ENTREPRENEURIALE

- Respect
- Responsabilité
- Reconnaissance
- Résilience

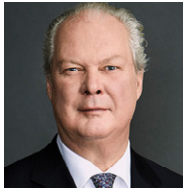
CLIENTS

DÉPASSER LES ATTENTES

- Fiabilité
- Qualité
- Engagement
- Agilité



SOLIDE STRUCTURE DE GOUVERNANCE ET CONSEIL FORMÉ D'EXPERTS DE L'INDUSTRIE



GILLES LABBÉ

**Président exécutif du conseil
d'administration**

Membre non indépendant du conseil depuis 1985



BRIAN A. ROBBINS

**Président exécutif du conseil d'administration
de Exco Technologies Limited
Administrateur principal**

Membre indépendant du conseil depuis 2000
Membre du comité des ressources humaines et de
régie d'entreprise



MARTIN BRASSARD

Président et chef de la direction

Membre non indépendant du conseil depuis 2019



NATHALIE BOURQUE

Administratrice de sociétés

Membre indépendant du conseil depuis 2015
Membre du comité de vérification



PAULE DORÉ

Administratrice de sociétés

Membre indépendant du conseil depuis 2010
Présidente du comité des ressources humaines et
de régie d'entreprise



LOUIS MORIN

Président de Busrel Inc.

Membre indépendant du conseil depuis 2008
Président du comité de vérification



JAMES J. MORRIS

Administrateur de sociétés et consultant

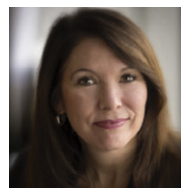
Membre indépendant du conseil depuis 2013
Membre du comité des ressources humaines et de
régie d'entreprise



ANDREW JOHN STEVENS

Administrateur de sociétés

Membre indépendant du conseil depuis 2014
Membre du comité de vérification



BEVERLY WYSE

Administratrice de sociétés

Membre indépendant du conseil depuis 2019
Membre du comité de vérification



GOVERNANCE

Héroux-Devtek a toujours cru en une solide gouvernance. Notre conseil est principalement composé d'administrateurs indépendants et de vétérans de l'industrie mondiale de l'aérospatiale. Le succès de Héroux-Devtek repose sur des interactions constantes et concrètes entre notre conseil d'administration et notre équipe de direction. Dans cet esprit, au cours de l'exercice 2019, nous avons accueilli au sein du conseil Beverly Wyse, une dirigeante de longue date chez Boeing, qui apporte avec elle des relations importantes et une feuille de route impeccable au sein du secteur. M^{me} Wyse est également la troisième femme à se joindre au conseil de la Société. Je suis particulièrement fier de l'expertise, de l'expérience diversifiée et des façons de penser complémentaires de nos administrateurs. En tant que président exécutif du conseil, je suis enthousiaste à l'idée de contribuer davantage à notre succès et d'assister Martin Brassard dans son nouveau rôle de président et chef de la direction. Je veux aussi remercier Brian A. Robbins pour son apport exceptionnel à titre de président du conseil d'administration, poste qu'il a récemment quitté pour devenir administrateur principal, ainsi qu'Andrew Stevens, qui quittera bientôt le conseil.

MESSAGE DU PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

CHERS ACTIONNAIRES,

C'est avec beaucoup de fierté que j'assume depuis le 1^{er} juin 2019 les fonctions de président exécutif du conseil d'administration. Après plus de 30 ans à la barre de Héroux-Devtek, je suis prêt à consacrer davantage de temps à notre orientation stratégique et à laisser le volet opérationnel entre les mains compétentes de Martin Brassard.

Aujourd'hui, Héroux-Devtek est le troisième plus important fabricant de trains d'atterrissage au monde et un fournisseur en expansion de systèmes d'actionnement complémentaires, au service des plus grandes entreprises au monde dans le secteur de l'aérospatiale. C'est l'accent mis par notre équipe sur l'excellence, la qualité sans compromis et la culture entrepreneuriale qui a fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui.

Performance financière et opérationnelle solide à l'exercice 2019

Au cours de la dernière année, nous avons établi les bases de notre prochaine phase de croissance. Nous avons réalisé quatre acquisitions stratégiques qui élargissent notre portée géographique et notre portefeuille de clients et nous dotent de nouvelles capacités dans le marché en croissance des systèmes d'actionnement et hydrauliques.

Nous avons dégagé de solides résultats sur tous les plans grâce à la contribution des entreprises CESA et Beaver acquises au cours de l'exercice 2019, à l'accélération des livraisons de systèmes pour le programme Boeing 777 et 777X et à l'accroissement des ventes dans le marché des jets d'affaires et des pièces de rechange.

À la clôture de l'exercice, les ventes de 483,9 millions de dollars étaient en hausse de plus de 25 % par rapport à ceux de l'exercice précédent et ont dépassé nos prévisions. Le résultat opérationnel et la marge du BAIIA ajusté¹ ont représenté respectivement 7,7 % et 15,3 % des ventes, en hausse par rapport à 6,0 % et 14,7 % à l'exercice précédent.

Solides fondements et diversification

Notre industrie continue de tirer profit de conditions de marché favorables. La demande pour le transport de passagers demeure élevée et les dépenses dans le secteur de la défense à l'échelle mondiale sont à des niveaux records. Les sommets inégalés atteints par les livraisons et les commandes de nouveaux avions devraient générer une croissance durable et permettre d'accélérer la fabrication pour encore plusieurs années dans l'industrie. En tant que fabricant de composants clés pour la plupart des équipementiers d'origine du monde, nous sommes bien positionnés pour tirer parti de ces solides fondements. Nous nous sommes dotés d'un portefeuille clients enviable et diversifié tant dans le secteur commercial que dans le secteur de la défense. Nous avons une

¹ Mesures non conformes aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée "Mesures non conformes aux IFRS" de la section Résultats d'exploitation du rapport de gestion pour des définitions et un rapprochement aux normes IFRS les plus comparables.

combinaison saine de produits fabriqués selon les dessins et spécifications des clients et de produits de conception exclusive. De plus, les ventes tirées des pièces de rechange et des services après-vente sont à la hausse.

Comme toujours, nous sommes déterminés à créer de la valeur pour tous nos partenaires. Nous mettons tout en œuvre pour créer un environnement de travail passionnant pour l'ensemble de nos employés et nous sommes résolument engagés à offrir l'excellence sur le plan des produits, une exécution irréprochable et un service de classe mondiale à nos clients.

Cordialement,



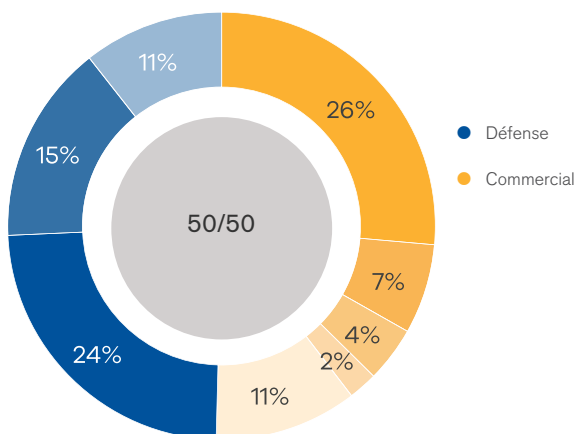
GILLES LABBÉ

PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



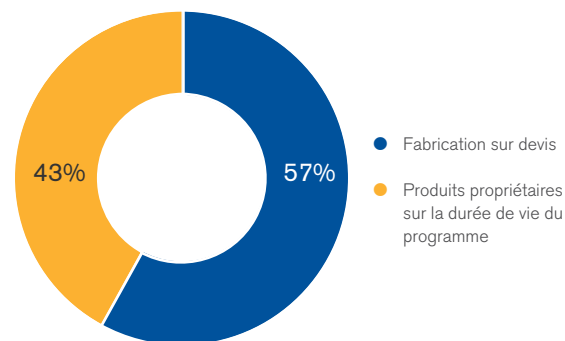
RÉPARTITION DES VENTES ÉQUILBRÉE ET DE SOURCES DIVERSIFIÉES

DÉFENSE ET COMMERCIAL

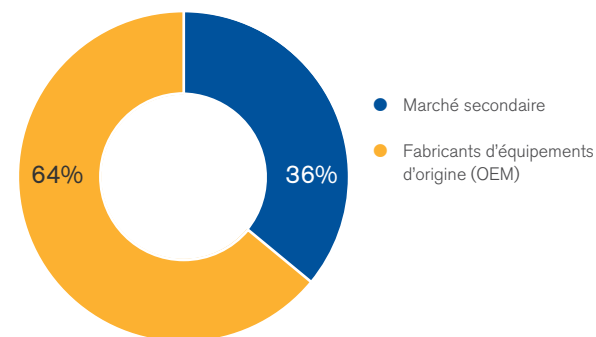


- Gros porteurs
- Jet d'affaires
- Porteurs régionaux
- Hélicoptères
- Autres
- Transporteurs
- Chasseurs
- Hélicoptères

PRODUITS PROPRIÉTAIRES / FABRICATION SUR DEVIS



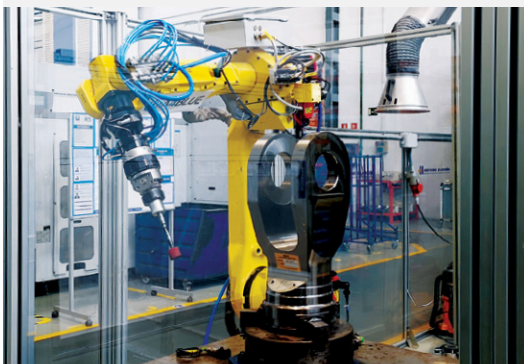
OEM / MARCHÉ SECONDAIRE





TOUJOURS À L'AVANT-GARDE

Alors que le secteur de l'aérospatiale continue de croître et demeure vigoureux, nous restons concentrés sur la mise en œuvre de nouvelles technologies et l'embauche des meilleurs talents pour maintenir notre position de chef de file sur le marché. Nous cherchons continuellement des moyens d'automatiser davantage nos processus de fabrication afin d'améliorer notre efficacité. Pour ce faire, nous favorisons, entre autres, la promotion, le partage et la mise en œuvre de pratiques exemplaires dans l'ensemble de nos installations. À plus long terme, nous sommes d'avis que la transformation au numérique de nos processus d'affaires et l'analyse des données feront passer notre technologie à un niveau supérieur, nous permettant de fabriquer des produits de première qualité à un coût moindre.



MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

CHERS PARTENAIRES,

Je veux remercier Gilles et les membres de notre conseil d'administration pour la confiance et le soutien qu'ils m'ont accordés pendant les 25 ans que j'ai passés chez Héroux-Devtek. Au fil du temps, mes différents rôles, responsabilités et expériences m'ont bien préparé à assumer le rôle de président et chef de la direction. Nous avons bâti une entreprise solide qui jouit d'une réputation enviable dans un marché aérospatial très concurrentiel, une réalisation dont je suis fier. Grâce à un carnet de commandes fermes record et bien diversifié et à une équipe de dirigeants compétents sur lesquels j'ai la chance de pouvoir compter, la Société est en position pour assurer sa réussite à long terme.

Je suis également fier de l'excellent travail accompli par nos équipes des opérations et du siège social l'an dernier. Leur dévouement et leur ardeur au travail nous ont permis de conclure quatre acquisitions, tout en poursuivant nos activités et en maintenant le niveau élevé d'exécution et de qualité auquel s'attendent nos clients.

Quatre acquisitions pour accélérer la croissance

Les entreprises que nous avons acquises sont toutes des fournisseurs très respectés de l'industrie aérospatiale mondiale. Elles nous permettent d'accroître notre présence sur le marché commercial et sur le marché de la défense ainsi que d'élargir notre clientèle et notre bassin de fournisseurs à l'échelle internationale.

En octobre 2018, nous avons réalisé l'acquisition de Compañía Española de Sistemas Aeronauticos S.A. («CESA»), filiale d'Airbus SE. Cette acquisition a accru nos relations clients et marqué notre entrée sur le marché complémentaire des systèmes d'actionnement. Nous sommes ravis de pouvoir compter sur la solide compétence technique et en matière d'ingénierie de CESA ainsi que sur sa détermination à livrer des produits de qualité dans les délais impartis. Ce sont des atouts sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour croître. Nous travaillons en étroite collaboration avec l'équipe espagnole au développement de leurs activités en les recommandant à nos clients nord-américains. Nous sommes honorés de voir cette organisation nouvellement acquise adopter la culture entrepreneuriale de Héroux-Devtek, et plusieurs pratiques exemplaires sont échangées entre nos équipes de manière très collaborative et transparente.

En juillet 2018, nous avons réalisé l'acquisition de Beaver Aerospace & Defense Inc. («Beaver»), l'un des principaux fournisseurs de vis à rotules et de systèmes d'actionnement. Depuis qu'elle s'est jointe à Héroux-Devtek, Beaver a très bien fait sur les plans opérationnel et financier, comme en témoigne l'augmentation importante de son carnet de commandes fermes. Nous entendons investir dans de nouvelles technologies qui lui conféreront un nouvel avantage concurrentiel. Nous considérons également Beaver comme un partenaire clé de CESA pour la mise au point d'actionneurs électromécaniques, une gamme de produits dont la demande devrait croître étant donné que les nouveaux programmes d'avions comporteront plus de composantes et systèmes électriques que les appareils actuellement en service.

En janvier 2019, nous avons acquis une participation majoritaire dans Tekalia Aeronautik (2010) Inc. («Tekalia»). Cette entreprise de placage possède des capacités hors pair dans la chaîne d'approvisionnement nord-américaine de traitement des surfaces, lesquelles sont nécessaires à la production de composantes de train d'atterrissage. Ce guichet unique, qui a reçu toutes les approbations nécessaires des clients, nous procure une souplesse dans nos

systèmes de production, permet à nos fournisseurs de compter sur une installation de placage fiable et générera des ventes supplémentaires pour la Société.

Et enfin, en juin 2019, nous avons réalisé l'acquisition d'Alta Précision Inc., un fabricant québécois de composantes de trains d'atterrissage de haute précision. Avec cette acquisition, nous avons ajouté à notre portefeuille deux nouveaux programmes en expansion sur le marché des jets commerciaux, soit la famille E-jet E2 d'Embraer et le Airbus A-220. Nous avons également élargi l'étendue de nos activités dans le cadre des programmes Boeing 787 et Airbus A-350.

Ces acquisitions recèlent de solides possibilités de croissance en termes de produits et de clients et élargissent nos activités à l'échelle mondiale grâce à un groupe fabuleux d'employés talentueux et très motivés.

Positionnés pour le succès à long terme

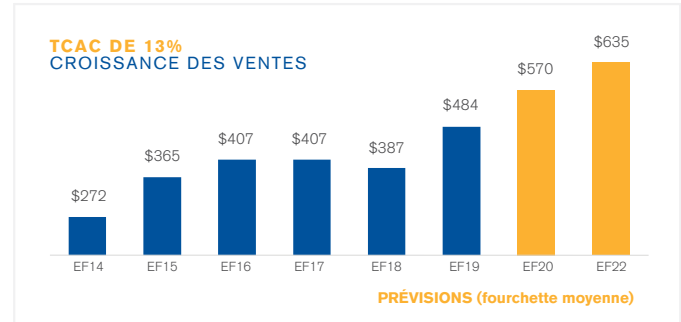
Nous amorçons l'exercice 2020 dotés d'un carnet de commandes fermes record qui devrait croître davantage grâce à la mise en service de plusieurs programmes auxquels nous fournissons des systèmes de trains d'atterrissage. Dominant notre croissance interne, la cadence de production du Boeing 777 devrait augmenter dans les années à venir, étant donné que la mise en service du Boeing 777X est prévue en 2020. À l'heure actuelle, Boeing détient un carnet de commandes de 436 avions pour le programme 777, dont 344 commandes de 777X. Nous avons toutes les capacités nécessaires pour exécuter correctement ce nouveau programme, ayant déjà fabriqué tous les trains d'atterrissage nécessaires pour les véhicules d'essai en vol au cours de l'exercice 2019.

La mise en service de quatre autres programmes pour lesquels nous avons conçu le système complet de trains d'atterrissage est prévue au cours des prochaines années. La conception et la fabrication de ces systèmes, dont le Sikorsky CH-53K King Stallion, le Saab Gripen E, le Dassault Falcon 6X et le Boeing MQ-25 Stingray, pavent clairement la voie de la croissance et de la rentabilité à long terme, tout en élargissant notre portefeuille de produits exclusifs.

Transparence et approche de collaboration

Nous croyons que nos solides relations avec les plus grandes entreprises du monde du secteur de l'aérospatiale témoignent de notre approche axée sur la collaboration et la transparence et de notre engagement à l'égard de l'excellence dans tout ce que nous faisons. Nous sommes fiers d'avoir été choisis encore une fois par Boeing en tant que fournisseur du principal système de trains d'atterrissage pour le programme visant les avions

F/A-18 E/F, l'entente ayant récemment été élargie pour inclure le programme Advanced F-15. À l'heure actuelle, nous travaillons en étroite collaboration avec cet important client à l'établissement des capacités et des dispositifs nécessaires pour mener à bien ce programme majeur. Nous estimons que cette approche jette les bases d'une confiance mutuelle et d'une relation bénéfique à long terme avec nos clients et notre chaîne d'approvisionnement.



Confirmation de nos prévisions à long terme

Notre rendement récent et les solides facteurs fondamentaux de l'industrie, tant dans le secteur commercial que de la défense, nous permettent de confirmer nos prévisions de croissance à plus long terme. Nous sommes convaincus de notre capacité à atteindre nos prévisions en matière de ventes, lesquels devraient se situer entre 620 millions de dollars et 650 millions de dollars à l'exercice 2022. Nous amorçons l'exercice 2020 dans une position avantageuse, dotés d'un carnet de commandes fermes record de 624 millions de dollars, en hausse par rapport à 466 millions de dollars au 31 mars 2018.

Nos solides résultats financiers et les perspectives positives découlant de l'expansion de nos activités sont le fruit de l'ardeur au travail et de l'engagement de notre équipe performante d'employés et de fournisseurs combinés à la collaboration de nos clients. Je souhaite les remercier tous de contribuer au succès de Héroux-Devtek.

Grâce à notre plus grande présence manufacturière, à de nouveaux clients et à nos nouveaux produits, nous avons tout en main pour atteindre nos objectifs de croissance et de rentabilité. Nous sommes motivés à continuer de créer de la valeur pour nos actionnaires, et je tiens à remercier nos investisseurs pour leur confiance soutenue.

MARTIN BRASSARD
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION



BOEING F/A-18E/F SUPER HORNET

Héroux-Devtek a été choisi en 2018 et 2019 afin de fournir les principaux systèmes de trains d'atterrissage pour le F/A-18E/F Super Hornet et EA-18G Growler ainsi que pour le programme Advanced F-15, tous de Boeing.



CENTRES MONDIAUX D'EXCELLENCE



Installations de Héroux-Devtek



Acquisitions récentes de Héroux-Devtek

- 1. St-Hubert, Québec, Canada**
Conception, ingénierie et support après vente. Savoir-faire et laboratoire d'essais à la fine pointe de la technologie
- 2. Longueuil, Québec, Canada**
Réparation et entretien, finition et assemblage
- 3. Laval, Québec, Canada**
Fabrication et assemblage des actionneurs. Fabrication de composants de trains d'atterrissage de petite à moyenne taille
- 4. Alta Précision, Montréal, Québec, Canada**
Fabricant de composants de trains d'atterrissage de haute précision
- 5. Tekalia Aeronautik, Montréal, Québec, Canada**
Services de traitement de surface
- 6. Kitchener, Ontario, Canada**
Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes de moyenne à grande taille
- 7. Cambridge, Ontario, Canada**
Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes de très grande taille
- 8. Magtron Precision, Toronto, Ontario**
Composants de précision et assemblage



9. Beaver Aerospace and Defense, Livonia, Michigan, États-Unis

Conception et fabrication de vis à rotules et de systèmes d'actionnement

10. Springfield, Ohio, États-Unis

Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes et de composants en titane de moyenne à grande taille

11. Strongsville (grande région de Cleveland), Ohio, États-Unis

Finition et assemblage de trains d'atterrissage

12. Wichita, Kansas, États-Unis

Réparation et entretien ainsi que fabrication de composants et de systèmes hydrauliques

13. Everett, Washington, États-Unis

Assemblage final des systèmes complets de trains d'atterrissage pour le Boeing 777/777X

14. Runcorn, Cheshire, Royaume-Uni

Réparation et entretien, finition et assemblage de trains d'atterrissage, soutien technique, essais et l'ingénierie de conception

15. Nottingham, Nottinghamshire, Royaume-Uni

Fabrication de composants de trains d'atterrissage de petite à moyenne taille

16. Bolton, Westhoughton, Royaume-Uni

Conception, fabrication, assemblage et essai pour les applications de filtration de fluides

17. Compañía Española de Sistemas Aeronáuticos, S.A., Getafe, Espagne

Conception, ingénierie, assemblage et soutien technique pour les trains d'atterrissage et les systèmes d'actionnement

18. Compañía Española de Sistemas Aeronáuticos, S.A., Seville, Espagne

Assemblage et installation de composantes dans les chaînes de montage du client

NOTRE ÉQUIPE DE GESTION



Crédits photos : Jimmy Hamelin



▲ **STÉPHANE RAINVILLE**, vice-président, ressources humaines
PATRICK GAGNON, directeur, audit interne et gouvernance de l'entreprise
STÉPHANE ARSENAULT, vice-président et chef de la direction financière
MARTIN BRASSARD, président et chef de la direction
JEAN GRAVEL, vice-président, ventes et programmes • **ANNIE GOUDREAU**, vice-présidente et contrôleur corporatif
GILLES LABBÉ, président exécutif du conseil d'administration •
OLIVIER PERRON, directeur, fiscalité
JEAN-PHILIPPE SANCHE, directeur, affaires juridiques • **MICHEL PAQUIN**, directeur corporatif, ressources humaines

◀ **DOMINIQUE DALLAIRE**, vice-président, région de l'est
MIKE MESHAY, directeur général - Beaver
GAÉTAN ROY, directeur général - région du Royaume-Uni
JACK CURLEY, vice-président, région du centre
DANIEL NORMANDIN, vice-président, ingénierie, assurance qualité et environnement
MARC-OLIVIER GAGNON, vice-président, soutien produits



RAPPORT DE GESTION

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

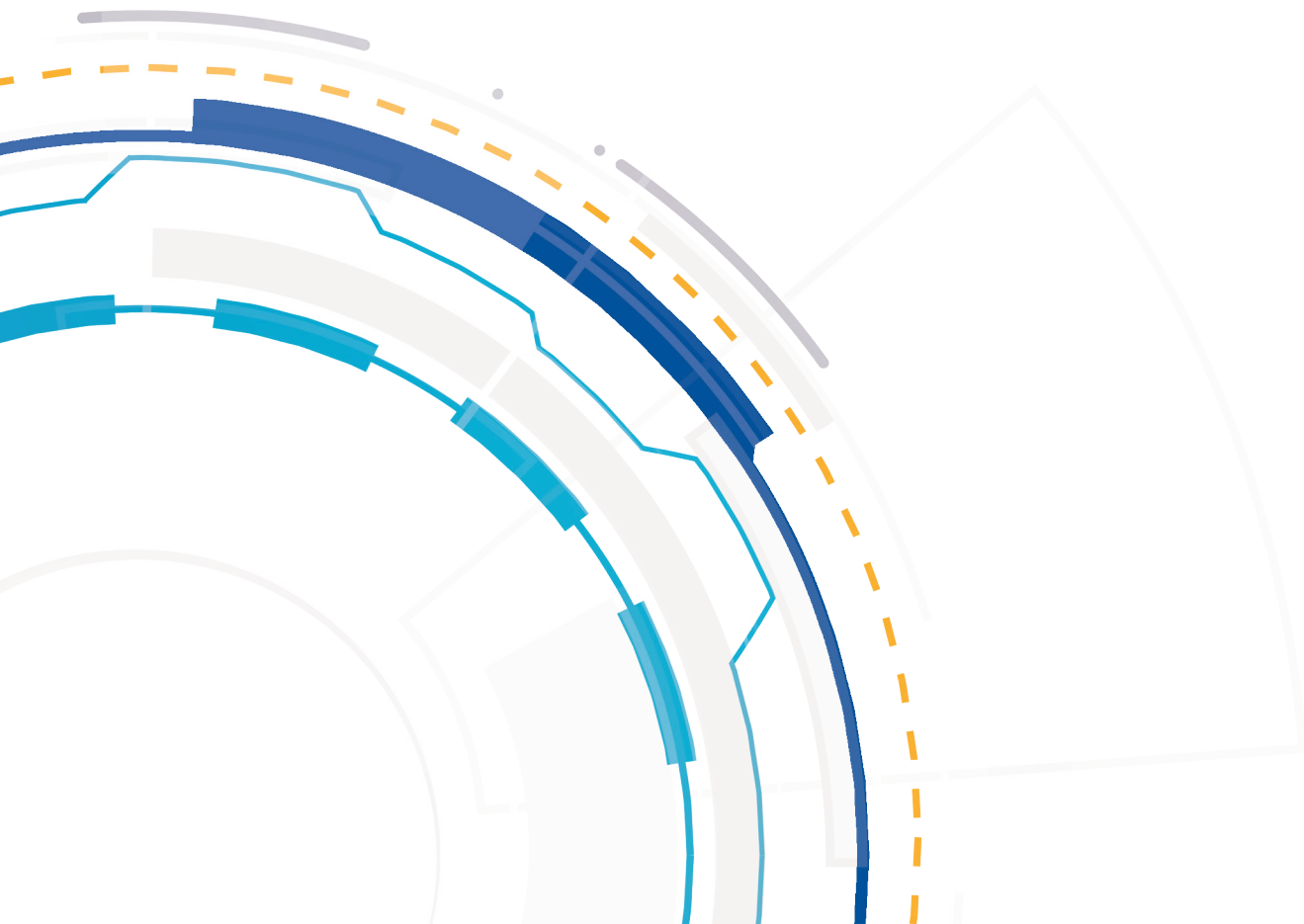


TABLE DES MATIÈRES

APERÇU GÉNÉRAL	17
<i>Déclarations prospectives</i>	17
<i>Faits saillants de l'exercice</i>	18
<i>Survol de l'entreprise</i>	19
<i>Acquisitions d'entreprises</i>	20
<i>Perspectives économiques</i>	22
<i>Prévisions</i>	25
<i>Opérations sur devises</i>	26
RÉSULTATS D'EXPLOITATION	28
<i>Mesures financières non conformes aux IFRS</i>	32
FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	34
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	34
<i>Prêts des autorités gouvernementales</i>	35
<i>Évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</i>	36
<i>Flux de trésorerie disponibles</i>	39
<i>Besoins en liquidités</i>	39
SITUATION FINANCIÈRE	40
<i>Structure du capital</i>	40
<i>Capital émis</i>	40
<i>Bilans consolidés</i>	41
<i>Régimes de retraite</i>	42
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	43
<i>Indicateurs de rendement clés</i>	43
<i>Gestion du risque</i>	43
<i>Instruments financiers dérivés</i>	49
<i>Principales estimations et hypothèses comptables</i>	50
<i>Contrôles et procédures internes</i>	51
<i>Nouvelles normes comptables</i>	52
<i>Modifications futures des méthodes comptables</i>	54
<i>Principales données financières</i>	55
<i>Renseignements supplémentaires et information continue</i>	56

APERÇU GÉNÉRAL

Le rapport de gestion vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales («Héroux-Devtek», la «Société» ou la «direction») entre le 31 mars 2018 et le 31 mars 2019. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2019 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Ce rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019, qui sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»), et doit être lu en parallèle avec ceux-ci. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans ce rapport sont exprimés en milliers de dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société pour les périodes auxquelles il est fait référence dans la présente. Les données financières pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018 n'ont pas été auditées.

Mesures financières conformes et non conformes aux IFRS

Ce rapport de gestion contient des mesures financières conformes et non conformes aux IFRS. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont définies et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section *Résultats d'exploitation*.

Importance relative de l'information

La direction détermine qu'une information est importante si elle croit que la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la Société pourrait vraisemblablement être influencée ou modifiée advenant l'omission ou l'inexactitude de cette information, et divulgue l'information importante en conséquence.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

La présente analyse contient des déclarations prospectives concernant principalement, mais sans s'y limiter, le rendement financier futur de Héroux-Devtek, ses attentes, ses objectifs ou des événements susceptibles de survenir. Ces déclarations se retrouvent principalement, mais non exclusivement, aux rubriques intitulées «Prévisions» et «Perspectives économiques» et peuvent en général être identifiées par l'utilisation de mots comme «viser», «anticiper», «hypothèse», «croire», «continuer», «s'attendre», «envisager», «projection», «prévision», «avoir l'intention de», «planifier», «prévoir», «devrait» ou encore par l'utilisation du futur ou du conditionnel. En raison de leur nature prévisionnelle, ces déclarations sont soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que les événements ou le rendement réel de la Société diffèrent grandement de ceux indiqués ou sous-entendus par ces déclarations prospectives.

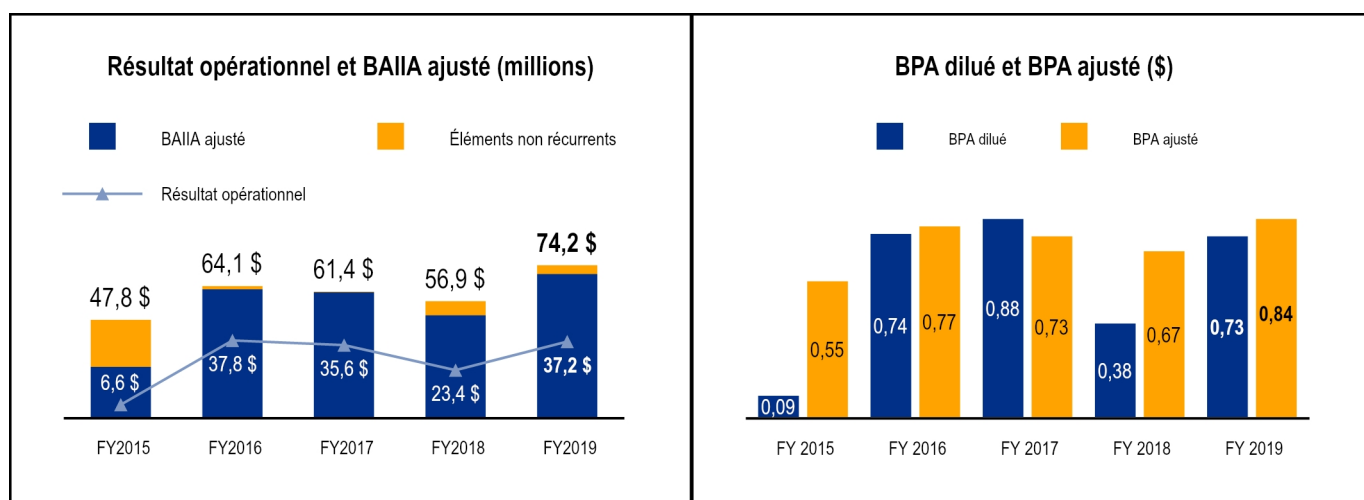
Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'incidence des conditions économiques mondiales; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des marchandises; le rendement financier et opérationnel des fournisseurs et des clients; les variations des taux de change ou d'intérêt; et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Pour de plus amples détails, veuillez consulter la rubrique intitulée «Gestion du risque» du présent rapport de gestion. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance indue aux déclarations de nature prospective.

Ces déclarations prospectives sont fournies par Héroux-Devtek dans le but d'assister les lecteurs avec leur compréhension de la performance financière de la Société et de l'évaluation par la direction des projets et activités à venir. Le lecteur est prié de noter que ces déclarations pourraient ne pas être appropriées pour d'autres fins.

Bien que la direction de la Société estime que les attentes reflétées par les déclarations prospectives soient raisonnables, et bien que ces attentes soient fondées sur les renseignements disponibles au moment où elle a formulé lesdites déclarations, rien ne peut garantir que ces attentes se concrétiseront et le lecteur est averti qu'un écart peut survenir entre les résultats réels et les prévisions. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, sont expressément qualifiées dans leur intégralité par cette déclaration de mise en garde. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE

Exercices	2019	2018
Ventes	483 877 \$	386 564 \$
Résultat opérationnel	37 240	23 378
Résultat opérationnel ajusté ¹	41 563	30 325
BAlIA ajusté ¹	74 213	56 904
Résultat net	26 194	13 674
Résultat net ajusté ¹	30 352	24 213
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	69 969	56 122
Flux de trésorerie disponibles ¹	58 121	50 811
<i>En dollars par action</i>		
BPA – de base et dilué	0,73 \$	0,38 \$
BPA ajusté ¹	0,84	0,67
<i>En millions de dollars, aux</i>		
Carnet de commandes fermes ²	31 mars 2019 624 \$	31 mars 2018 466 \$



¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

²⁾ Représente les commandes fermes.

Événements importants

- La Société a conclu, le 1^{er} octobre 2018, l'acquisition de Compañía Española de Sistemas Aeronáuticos S.A. («CESA»), filiale d'Airbus SE (symbole à la Bourse de Paris : AIR) et, le 2 juillet 2018, l'acquisition de Beaver Aerospace & Defense Inc. et de sa filiale en propriété exclusive PowerTHRU Inc. («Beaver»). Se reporter à la rubrique «Acquisitions d'entreprises» pour de plus amples renseignements.
- La Société a réalisé des ventes de 483,9 millions de dollars, et dégagé un résultat opérationnel de 37,2 millions de dollars ainsi qu'un BAlIA ajusté de 74,2 millions de dollars au cours de l'exercice 2019, comparativement à des ventes de 386,6 millions de dollars, un résultat opérationnel de 23,4 millions de dollars et un BAlIA ajusté de 56,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2018. Voir la section *Résultats d'exploitation* pour de plus amples renseignements.
- Héroux-Devtek a généré des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 70,0 millions de dollars et des flux de trésorerie disponibles records de 58,1 millions de dollars au cours de l'exercice 2019, comparativement à 56,1 millions de dollars et 50,8 millions de dollars au cours de l'exercice 2018.
- Le carnet de commandes est passé à 624,0 millions de dollars, en hausse par rapport à 466,0 millions de dollars au 31 mars 2018, en raison de la contribution de CESA et de Beaver totalisant 113,8 millions de dollars et de la croissance interne de 44,2 millions de dollars.
- En janvier 2019, la Société a reçu la dernière certification de Boeing lui permettant d'effectuer, à son installation de Strongsville, en Ohio, tous les traitements de surface prévus dans le cadre de la production des principales composantes des trains d'atterrissage destinés aux Boeing 777 et 777X.

- Le 17 juillet 2018, Héroux-Devtek a annoncé qu'elle avait été sélectionnée par The Boeing Company («Boeing») pour la fabrication du train d'atterrissage principal et des contrefiches des avions F/A-18 Super Hornet et EA-18G Growler. Les premières livraisons sont prévues pour le troisième trimestre de l'année civile 2020. Le contrat comprend également des services potentiels en matière de pièces de rechange et d'après-vente.
- En avril 2019, après la fin de l'exercice, la Société a annoncé qu'elle avait été choisie par Boeing comme fournisseur de l'ensemble des systèmes de trains d'atterrissage dans le cadre du programme de drones ravitailleurs MQ-25.

SURVOL DE L'ENTREPRISE

Profil

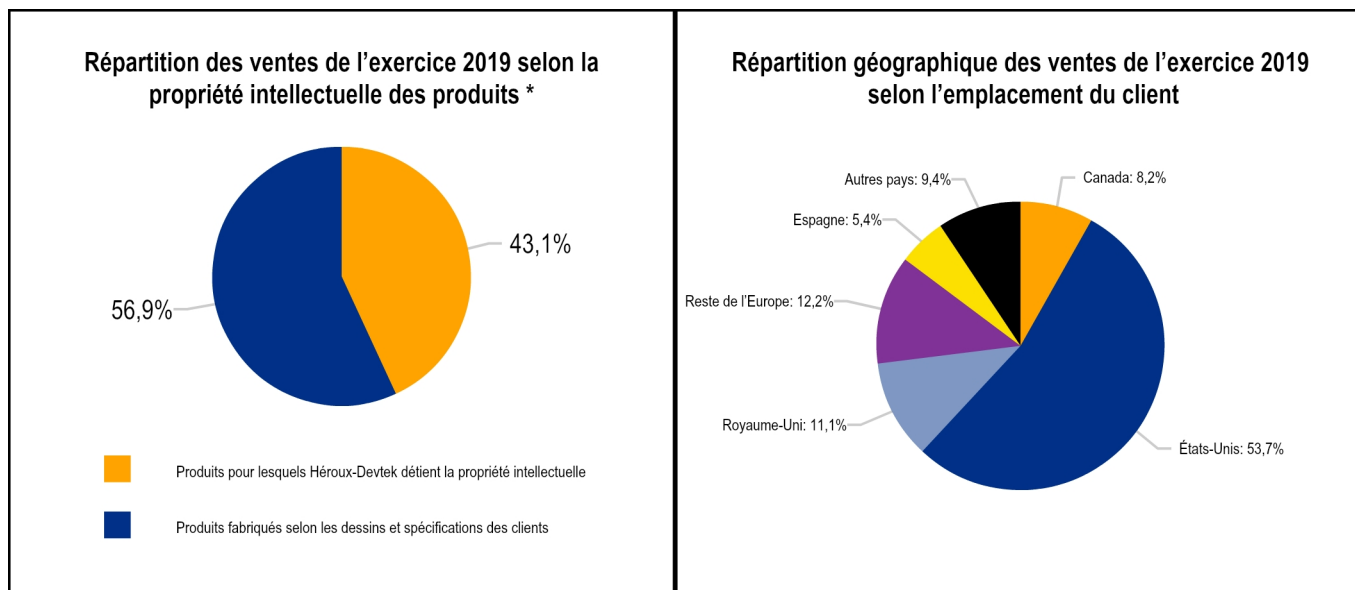
Héroux-Devtek Inc. (TSX : HRX) est une entreprise internationale qui se spécialise dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composantes critiques. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue. Héroux-Devtek est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale au chapitre des ventes et dessert les secteurs commercial et de la défense.

Dans le secteur commercial, la Société est active dans les marchés des gros porteurs commerciaux et des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Du côté de la défense, la Société fournit des pièces et des services destinés à d'importants programmes d'avions militaires aux États-Unis et en Europe. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés au Canada, aux États-Unis et en Europe.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et exploite des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval, St-Hubert et Montréal); à Kitchener, Cambridge et Toronto, en Ontario; à Springfield et Cleveland, dans l'Ohio; à Wichita, au Kansas; à Everett, dans l'État de Washington; à Livonia, au Michigan; à Séville et Madrid, en Espagne; et à Bolton, Runcorn et Nottingham au Royaume-Uni.

Héroux-Devtek vend ses produits à des fabricants d'équipement d'origine («OEM») comme Boeing, Airbus, Lockheed Martin, Leonardo, Embraer et BAE Systems, à des fournisseurs de premier niveau comme Safran Landing Systems et AAR, ainsi qu'à des utilisateurs finaux sur le marché secondaire où son plus grand client est l'armée de l'air américaine. Au cours de l'exercice 2019, les ventes réalisées auprès de ces neuf clients ont représenté environ 63 % du total des ventes consolidées. Plus précisément, un des clients de la Société représente 22 % de ses ventes consolidées.

Les tableaux qui suivent décrivent la segmentation des produits de Héroux-Devtek selon la propriété intellectuelle et la destination :



* Fondée sur les ventes annualisées réelles de l'exercice 2019 pour Beaver, CESA et Tekalia.

ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Acquisition de CESA

Le 1^{er} octobre 2018, la Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions de CESA, filiale d'Airbus SE, pour un montant de 130,4 millions d'euros (195,8 millions de dollars). CESA, dont le siège social est situé à Madrid, en Espagne, compte parmi les grands fournisseurs européens de systèmes de mécanique des fluides et de systèmes électromécaniques pour l'industrie aérospatiale. Cette acquisition permet à la Société d'élargir son offre de produits en aérospatiale dans les systèmes d'actionnement, les systèmes de trains d'atterrissage et les systèmes hydrauliques. La transaction a été traitée comme un regroupement d'entreprises.

L'acquisition de CESA a été financée comme suit :

- un emprunt à terme subordonné non garanti de 50,0 millions de dollars d'une durée de sept ans consenti par le Fonds de solidarité FTQ;
- un prélèvement de 50,0 millions de dollars américains (65,2 millions de dollars) sur la facilité de crédit de la Société, dont le montant confirmé a été augmenté, passant de 200,0 millions de dollars à 250,0 millions de dollars;
- le solde de trésorerie disponible de la Société.

De plus, la Société a pris en charge la dette nette en cours de CESA d'un montant d'environ 23,7 millions d'euros (35,6 millions de dollars) à la clôture.

Pour la période du 1^{er} octobre 2018 au 31 mars 2019, les ventes et le résultat net consolidés de la Société comprenaient respectivement des montants de 42,1 millions d'euros (63,5 millions de dollars) et 2,7 millions d'euros (4,0 millions de dollars) générés par CESA. La direction est satisfaite du rendement pour les six premiers mois de cette entreprise nouvellement acquise puisqu'elle a généré un flux de production élevé et la composition des produits vendus fut favorable comparativement aux six mois précédents. Si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2018, les ventes et le résultat net consolidés de CESA se seraient élevés respectivement à 117,3 millions de dollars et à 2,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Acquisition de Beaver

Le 2 juillet 2018, la Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions de Beaver Aerospace & Defense Inc. et de sa filiale en propriété exclusive PowerTHRU Inc. («Beaver»), au prix d'achat de 21,6 millions de dollars américains (28,5 millions de dollars). Le prix d'achat comprend un ajustement lié au fonds de roulement reçu en avril 2019 d'un montant de 0,3 million de dollars américains (0,4 million de dollars) ainsi qu'un solde de prix de vente de 3,5 millions de dollars américains (4,6 millions de dollars) payable au cours des deux prochaines années et portant intérêt au taux de 3 %. La transaction a été financée au moyen de la trésorerie disponible de la Société et a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises. Cette acquisition permet à la Société d'élargir son offre de produits en aérospatiale dans les vis à rotule et les systèmes d'actionnement ainsi que d'accroître sa présence en Amérique du Nord.

Pour la période du 2 juillet 2018 au 31 mars 2019, les ventes et le résultat net consolidés de la Société comprenaient respectivement des montants de 18,9 millions de dollars américains (24,8 millions de dollars) et 1,4 million de dollars américains (1,8 million de dollars) générés par Beaver. Si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2018, les ventes et le résultat net consolidés de Beaver se seraient élevés respectivement à 33,2 millions de dollars et 2,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Acquisition de Tekalia

Le 23 janvier 2019, la Société a conclu l'acquisition de 60 % des actions de Tekalia Aeronautik (2010) Inc. («Tekalia»), un fournisseur de services de traitement des surfaces pour l'industrie aérospatiale avec des ventes annuelles d'environ 12,0 millions de dollars, à un prix d'achat de 6,5 millions de dollars. La transaction a été financée au moyen de la trésorerie disponible de la Société et a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises. L'acquisition de Tekalia permet à la Société d'affermir ses capacités de traitement des surfaces à l'appui de la croissance de ses clients en Amérique du Nord.

Prix d'achat

Les prix d'achat et les répartitions des prix d'achat qui reflètent la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge, tout excédent étant affecté au goodwill, ont été déterminés selon la méthode de l'acquisition, comme suit :

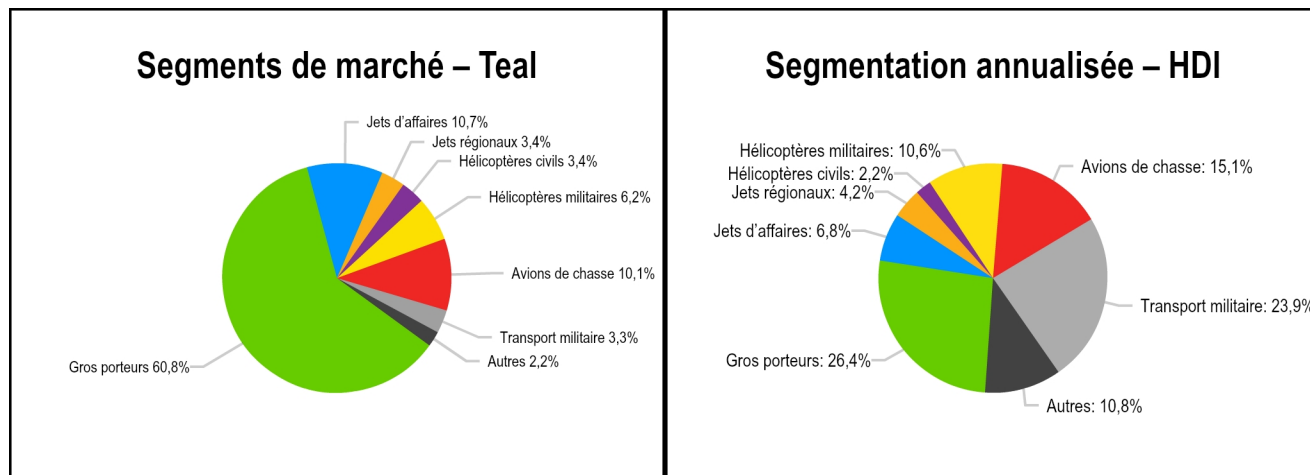
	CESA	Beaver	Tekalia	Total
Paiement en espèces	170 930 \$	23 671 \$	3 548 \$	198 149 \$
Dette à long terme prise en charge	35 594	574	2 981	39 149
Ajustement lié au fonds de roulement à recevoir	(10 708)	(388)	—	(11 096)
Solde de prix de vente à payer	—	4 609	—	4 609
Prix d'achat total pour la participation de la Société	195 816 \$	28 466 \$	6 529 \$	230 811 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	2 365	2 365
	195 816 \$	28 466 \$	8 894 \$	233 176 \$

Répartitions des prix d'achat

	CESA	Beaver	Tekalia	Total
Comptes clients	28 293 \$	6 787 \$	2 406 \$	37 486 \$
Stocks	36 692	10 165	1 105	47 962
Impôts à recevoir	505	—	—	505
Autres actifs courants	596	50	182	828
	66 086	17 002	3 693	86 781
Immobilisations corporelles	44 923	3 635	8 566	57 124
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	40 407	4 050	176	44 633
Actifs d'impôt différé	—	2 774	—	2 774
Autres actifs à long terme – Crédits d'impôt à recevoir	7 843	—	—	7 843
Total des actifs identifiables	159 259 \$	27 461 \$	12 435 \$	199 155 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	16 773	2 588	4 833	24 194
Provisions	11 897	2 118	—	14 015
Avances de clients et facturations progressives	4 188	450	—	4 638
	32 858	5 156	4 833	42 847
Provisions	4 308	8 549	—	12 857
Passifs d'impôt différé	3 465	—	—	3 465
Autres passifs – Comptes fournisseurs à long terme	4 365	—	—	4 365
Total des passifs identifiables	44 996 \$	13 705 \$	4 833 \$	63 534 \$
Actifs et passifs identifiables, montant net	114 263	13 756	7 602	135 621
Goodwill	81 553	14 710	1 292	97 555
Prix d'achat total	195 816 \$	28 466 \$	8 894 \$	233 176 \$

Les répartitions des prix d'achat de CESA et de Tekalia sont préliminaires. Le prix d'achat de CESA est sous réserve des ajustements finaux liés au fonds de roulement. Dans le cas de Tekalia, en raison de la courte période écoulée entre la date d'acquisition et la date des états financiers, la direction est en train de recueillir l'information nécessaire pour finaliser la répartition du prix d'achat. Par conséquent, les répartitions définitives des prix d'achat pourraient donner lieu à des modifications de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES¹



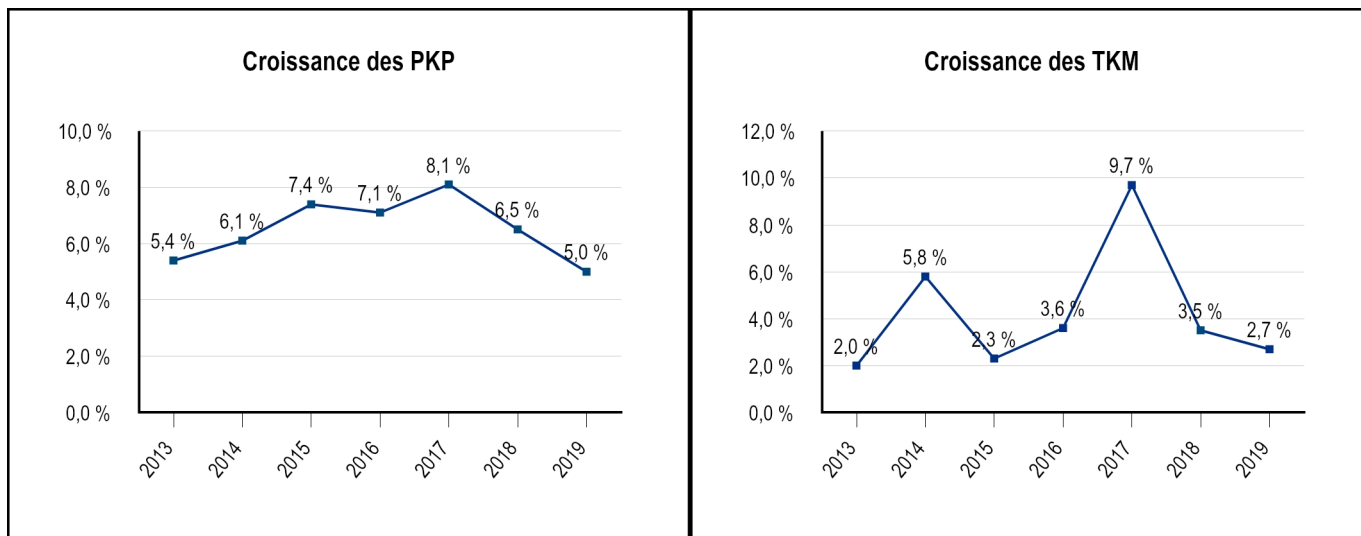
Les prévisions de croissance du secteur de l'aérospatiale commerciale restent positives, malgré les récents signes de ralentissement de l'expansion mondiale.

Le marché commercial a représenté environ / plus de 75 % de la valeur totale de la production d'avions au cours de l'année civile 2018⁵.

Les volumes de trafic de passagers et le volume de fret aérien, mesurés respectivement en passagers-kilomètres payants («PKP») et en tonnes-kilomètres de marchandises («TKM»), sont deux importantes mesures des volumes de trafic aérien commercial.

Selon les plus récentes prévisions de l'International Air Transport Association («IATA») pour 2019, les volumes de passagers devraient demeurer largement conformes au taux de croissance annuel moyen de 5,6 % enregistré au cours des 20 dernières années. Les volumes de trafic de passagers, exprimés en PKP, ont dégagé une croissance sur douze mois de 5,3 % en février 2019. En avril 2019, le Fonds monétaire international («FMI») a révisé à la baisse ses prévisions du taux de croissance du PIB mondial, le ramenant à 3,3 % pour l'année civile 2019 et prévoyant un retour à 3,6 % en 2020. Cette quatrième révision en douze mois est le fruit d'une tendance à la baisse de la confiance des entreprises (comme il est indiqué par l'indice composé mondial Purchasing Manager's Index). Par suite de l'abaissement des prévisions de la croissance du PIB par le FMI, l'IATA a déclaré que, si le rythme de croissance de l'économie mondiale continue de ralentir en 2019, la croissance des PKP en 2019 se rapprocherait de 5,0 %, ce qui est inférieur aux prévisions précédentes de 6,0 %. Bien que les perspectives à court terme aient été révisées, les perspectives à long terme pour l'industrie du transport aérien restent tout de même positives.

Le volume de fret aérien, mesuré en TKM, s'est légèrement accru de 0,1 % sur douze mois en mars 2019, en raison de la faiblesse du commerce mondial et des récents indicateurs économiques. Selon l'IATA, les principaux indicateurs suggèrent que la croissance des TKM devrait rester modérée au cours des prochains mois. La dernière mise à jour de l'IATA concernant ses prévisions de croissance à long terme des TKM a été publiée en mars 2019, celle-ci prévoyant une croissance annuelle de 2,7 % pour 2019 et de 4,4 % par année au cours des cinq prochaines années. Ces perspectives positives s'appuient en partie sur des secteurs à croissance rapide, comme celui du commerce électronique³.



«Le trafic aérien fait preuve de résilience face aux chocs externes et double tous les 15 ans².» (Airbus, Prévisions relatives aux marchés mondiaux pour la période allant de 2018 à 2037).

Les carnets de commandes des clients des secteurs commercial et de la défense restent bien garnis.

Pendant ce temps, dans le secteur des avions commerciaux gros porteurs, Boeing a affiché des produits et une rentabilité record en 2018, découlant principalement des livraisons d'avions dans les secteurs commercial et de la défense. Le carnet de commandes pour des avions commerciaux de Boeing a atteint 5 900 avions. Au cours des 20 prochaines années, Boeing prévoit que le besoin de nouveaux avions commerciaux se chiffrera à 43 000, ce qui doublerait la taille de la flotte d'aujourd'hui.

Airbus a aussi dégagé une rentabilité robuste en 2018, grâce à un solide rendement opérationnel. Le carnet de commandes pour des avions commerciaux comptait 7 577 avions à la fin de l'année, un record dans le secteur. Airbus a présenté des résultats solides pour le premier trimestre de 2019 grâce à d'importantes livraisons d'avions commerciaux et à l'accroissement de la production, le fabricant continuant de voir de bonnes possibilités pour ses activités liées aux hélicoptères et à la défense.

Boeing et Airbus procèdent tous deux à des ajustements des cadences de production de plusieurs programmes d'envergure dans le cadre du lancement de versions plus économes en carburant d'avions existants. Ces ajustements devraient se poursuivre jusqu'à la fin de l'année civile 2020. Les carnets de commandes ont grossi sur douze mois et demeurent bien garnis pour les deux fabricants, du fait de l'augmentation du total combiné de nouvelles commandes et de nouveaux engagements à la fin de 2018⁴. Les carnets de commandes combinés des deux fabricants représentent un total de 13 477 avions, soit plus de huit années de production d'après les cadences de production pour l'année civile 2018.

Le secteur de la défense reste un marché à forte croissance, les dépenses étant à la hausse.

Le marché de la défense au cours de l'année civile 2018 a représenté environ 25 % de la production d'avions à l'échelle mondiale, selon Teal Group⁵. Ce marché reste un marché à forte croissance, soutenu par les tensions à la hausse dans le monde et par une flotte vieillissante. Il est prévu que, au cours des dix prochaines années, la plus grande part de la production d'avions visera les avions de chasse, laquelle devrait représenter environ 293 milliards de dollars. (TEAL)

Le 11 mars 2019, l'Administration américaine a présenté au Congrès une demande relative au budget proposé pour l'exercice 2020 portant sur l'augmentation du financement du ministère de la Défense pour le faire passer de 668 milliards de dollars américains en 2018 à 718 milliards de dollars américains, soit une augmentation de 7,5 % sur douze mois. Au Canada, la nouvelle politique de défense prévoit une augmentation des dépenses, qui devraient passer de 18,9 milliards de dollars à l'exercice 2017 à 32,7 milliards de dollars à l'exercice 2027, soit une augmentation de plus de 70 %. L'Europe consacre également plus de fonds à la défense, comme en fait foi la hausse globale des dépenses de 7,2 % prévue dans ce secteur par les membres de l'OTAN pour 2019 (libellées en dollars américains, en supposant des prix et des taux de change constants)⁶.

De nouvelles certifications et la demande en Amérique du Nord stimulent les livraisons de jets d'affaires.

Les prévisions placent le segment des jets d'affaires au troisième rang de la production de nouveaux avions au cours des dix prochaines années, représentant environ 253 milliards de dollars américains. (TEAL)

Selon les données publiées par la General Aviation Manufacturers Association («GAMA»), les expéditions d'avions ont augmenté de 3,8 % au cours de l'année civile 2018 dans le marché des jets d'affaires pour s'établir à 703 avions. D'un point de vue prospectif, le marché des jets d'affaires devrait connaître une croissance à court et à moyen terme, soutenue par la mise en marché de plusieurs nouveaux modèles d'avions et un marché des avions d'occasion plus favorable. En 2018, 65,1 % de l'ensemble des livraisons de jets d'affaires ont été effectuées dans le marché nord-américain⁷.

- ¹⁾ Se reporter à la rubrique intitulée «Déclarations prospectives» dans la section *Aperçu général* pour de plus amples informations au sujet des déclarations prospectives et des risques qui y sont associés.
- ²⁾ Source : Airbus, Prévisions relatives aux marchés mondiaux pour la période allant de 2018 à 2037.
- ³⁾ Sources : IATA, Analyse du marché du transport aérien de passagers, février 2019; IATA, Analyse du marché du transport aérien de fret, mai 2019; FMI, Prévisions du PIB revues à la baisse, mais demeurent raisonnables, avril 2019; Perspectives de l'économie mondiale, Fonds monétaires international, avril 2019.
- ⁴⁾ Sources : Airbus, communiqués de presse du 14 février 2019 et du 30 avril 2019; Boeing, communiqués de presse du 30 janvier 2019 et du 9 avril 2019; Boeing, Allocution du chef de la direction, Dennis Muilenberg, *2019 Address to Shareholders*, 29 avril 2019. Boeing, Déclaration du chef de la direction, Dennis Muilenberg, *We Own Safety - 737 MAX Software, Production and Process Update*, 5 avril 2019.
- ⁵⁾ Source : Teal Group Corporation, *World Military and Civil Aircraft Briefing*, mars 2019.
- ⁶⁾ Sources : Ministère de la Défense américain, communiqué de presse du 12 mars 2019; OTAN, communiqué de presse du 19 décembre 2018; The Standing Senate Committee on National Finance Evidence, 19 février 2019.
- ⁷⁾ Sources : GAMA, communiqué de presse du 20 février 2019, GAMA, Rapport annuel 2018; Jetcraft, Prévisions sur le marché de l'aviation d'affaires, octobre 2018.

PRÉVISIONS

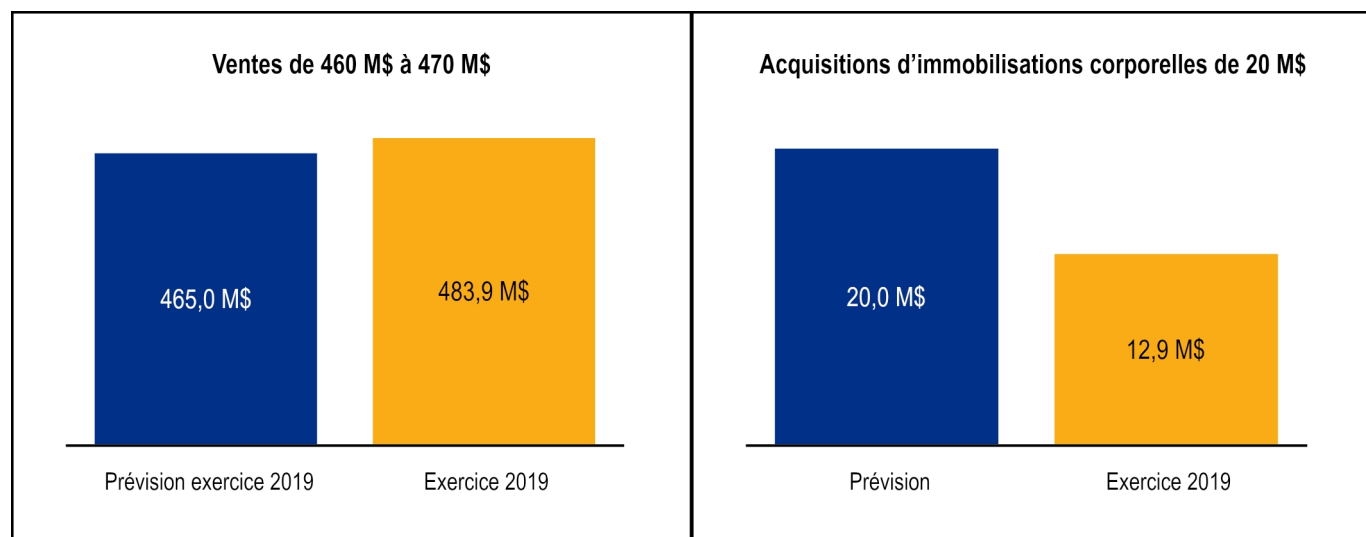
Consultez la mise en garde dans la rubrique intitulée «Déclarations prospectives» au sujet des prévisions et dans la rubrique intitulée «Gestion du risque» afin d'obtenir de plus amples renseignements concernant certains facteurs susceptibles de faire en sorte que les résultats futurs diffèrent de ceux énoncés dans les prévisions comprises dans la présente rubrique.

En octobre 2018, la direction a fourni des prévisions mises à jour relativement aux ventes pour l'exercice 2019 de même que des prévisions relativement aux acquisitions d'immobilisations corporelles et à la croissance des ventes à long terme pour l'exercice 2019 afin de refléter l'apport attendu de Beaver et de CESA au rendement de Héroux-Devtek.

Par conséquent, les prévisions révisées pour l'exercice 2019 se présentaient comme suit :

Paramètre	Prévisions initiales pour l'exercice 2019	Prévisions révisées pour l'exercice 2019
Ventes pour l'exercice 2019	Stables par rapport à l'exercice 2018	Ventes se situant entre 460 millions de dollars et 470 millions de dollars
Acquisitions d'immobilisations corporelles pour l'exercice 2019	Environ 15 millions de dollars	Environ 20 millions de dollars
Croissance des ventes à long terme	s. o.	Ventes se situant entre 620 millions de dollars et 650 millions de dollars pour l'exercice 2022

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2019 PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS RÉVISÉES



* Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Les ventes pour l'exercice 2019 étaient légèrement supérieures aux prévisions du fait des solides résultats des activités acquises et existantes de la Société. Les acquisitions d'immobilisations corporelles ont totalisé 12,9 millions de dollars, comparativement à des prévisions de 20 millions de dollars en raison principalement du calendrier de certains investissements.

PRÉVISIONS POUR L'EXERCICE 2020

Paramètre	Prévisions pour l'exercice 2020
Ventes pour l'exercice 2020	Ventes se situant entre 560 millions de dollars et 580 millions de dollars pour l'exercice 2020
Croissance des ventes à long terme	Ventes se situant entre 620 millions de dollars et 650 millions de dollars pour l'exercice 2022

La croissance des ventes pour l'exercice 2020 par rapport à l'exercice 2019 s'explique essentiellement par l'apport pendant un exercice complet des activités acquises ainsi que par une hausse des livraisons liées aux programmes des Boeing 777 et 777X.

La direction a élaboré les prévisions qui précèdent en utilisant les meilleures informations disponibles au moment de la préparation de la présente analyse et s'est basée sur des hypothèses et des sources d'information qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek, les contrats de vente à long terme et l'estimé des commandes futures;
- les carnets de commandes existants et les cadences de production des OEM, ainsi que leurs attentes concernant la production et les livraisons;
- les budgets publics consacrés à la défense, le climat budgétaire ainsi que les tendances et les attentes à l'égard des dépenses gouvernementales en matière de défense;
- la conjoncture économique;
- la stabilité des taux de change;
- la capacité de la Société à mettre en œuvre les initiatives nécessaires à la réalisation d'importants contrats;
- le déploiement réussi des initiatives d'intégration et de ventes croisées.

OPÉRATIONS SUR DEVISES

Du fait que la Société exploite des activités dans divers pays et qu'elle fait affaire avec des clients répartis à travers le monde, la situation financière et les résultats d'exploitation de Héroux-Devtek sont en partie influencés par l'évolution des taux de change. Plus spécifiquement, la Société exerce des activités au Canada, aux États-Unis, en Espagne et au Royaume-Uni, et engage, par conséquent, des coûts libellés dans les devises respectives de ces quatre pays, soit le dollar canadien («\$ CA»), le dollar américain («\$ US»), l'euro («EUR») et la livre sterling («GBP»). Outre les coûts libellés dans leur devise locale, une part importante des coûts des matériaux des activités canadiennes, espagnoles et britanniques est libellée en dollars américains, tout comme une large part de leurs ventes.

La Société doit convertir en dollars canadiens les produits, les charges ainsi que les éléments d'actif et de passif libellés en devises, aux fins de présentation de l'information financière. Des gains et pertes surviennent du fait des fluctuations de ces devises par rapport au dollar canadien entre deux dates de clôture du bilan, ou entre la date d'une transaction et la date de clôture du bilan.

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, en excluant l'incidence des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de la période. Les postes du bilan sont convertis selon le taux de change au comptant affiché à la date de clôture du bilan.

Les taux de change utilisés pour convertir les éléments d'actif et de passif en dollars canadiens s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2019	31 mars 2018
\$ US (équivalent canadien de 1,0 \$ US)	1,3363	1,2894
EUR (équivalent canadien de 1,0 €)	1,5002	s. o.
GBP (équivalent canadien de 1,0 £)	1,7418	1,8106

Les taux de change utilisés pour convertir les produits et les charges en dollars canadiens se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
\$ US (équivalent canadien de 1,0 \$ US)	1,3292	1,2648	1,3122	1,2834
EUR (équivalent canadien de 1,0 €)	1,5094	s. o.	1,5192	s. o.
GBP (équivalent canadien de 1,0 £)	1,7315	1,7607	1,7228	1,7022

Héroux-Devtek est principalement exposée au rendement du dollar américain par rapport au dollar canadien, à la livre sterling et à l'euro en raison de la prévalence du dollar américain dans les transactions effectuées sur le marché de l'aérospatiale et de l'emplacement géographique de ses activités d'exploitation. L'exercice 2019 a été marqué par une forte hausse de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien, à l'euro et à la livre sterling, dont le principal impact a été la croissance de la valeur des ventes de la Société libellées en dollars américains et de ses actifs détenus aux États-Unis. Environ 70 % des ventes de la Société sont libellées en dollars américains, contre seulement à peine moins de la moitié des coûts connexes, ce qui génère d'importantes entrées nettes de fonds en dollars américains, dont la valeur fluctue avec l'évolution des taux de change \$ US/\$ CA, \$ US/EUR et \$ US/GBP.

Afin de gérer ce risque, la Société a mis en place une politique de couverture des devises en vertu de laquelle Héroux-Devtek conclut des contrats de change à terme pour la vente de dollars américains de montants équivalents aux entrées de fonds nettes anticipées. Cette politique exige que la Société couvre de 50 % à 100 % de l'exposition nette connue, essentiellement pour les deux exercices qui suivent. Voir la rubrique intitulée « Instruments financiers dérivés » dans la section *Renseignements supplémentaires* pour obtenir plus de renseignements.

Au 31 mars 2019, la Société avait des contrats de change à terme en cours, libellés en dollars américains, en euros et en livres sterling, pour un montant notionnel totalisant 228,4 millions de dollars. Ce montant comprend des contrats d'un montant notionnel de 146,9 millions de dollars américains pouvant être convertis en dollars canadiens au taux de change moyen de 1,3060. Ces contrats viennent à échéance à diverses dates entre avril 2019 et mars 2023, la majorité échéant au cours du présent ou du prochain exercice.

Conformément à la comptabilité de couverture en vertu des IFRS, les gains et pertes sur ces contrats de change à terme sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à leur règlement, après quoi ils sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés tout comme les gains et pertes correspondants lors de la conversion des instruments financiers connexes. Au 31 mars 2019, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard du dollar américain aurait entraîné une diminution de 0,4 million de dollars du résultat net de la Société pour l'exercice 2019.

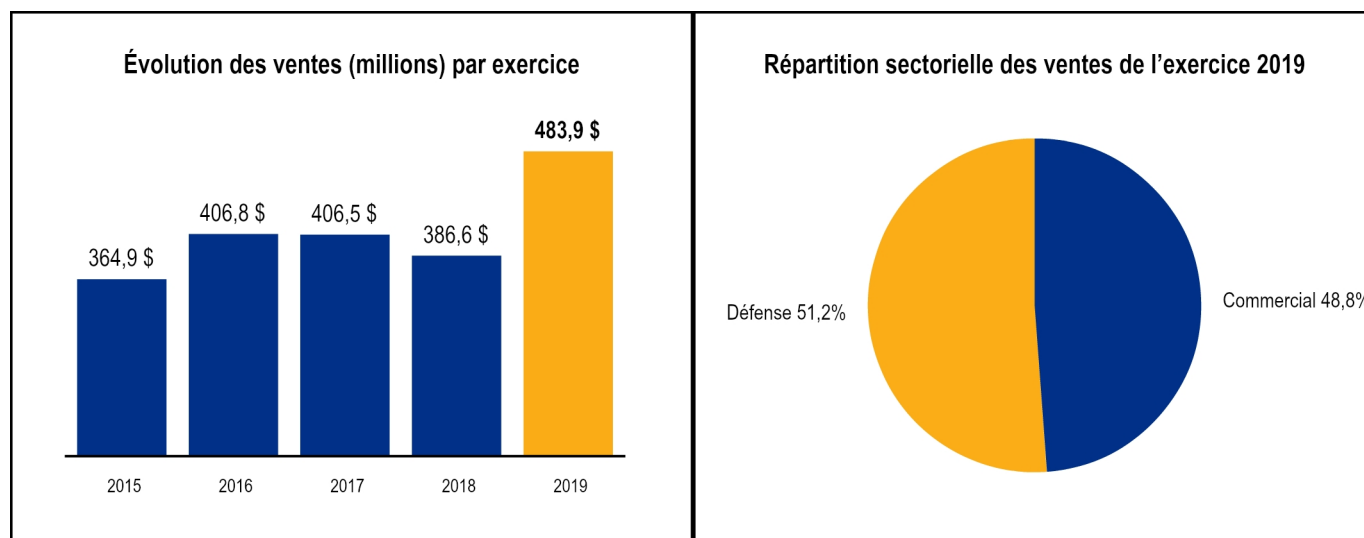
RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les 31 mars			Exercices clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Ventes	157 914 \$	113 024 \$	44 890 \$	483 877 \$	386 564 \$	97 313 \$
Marge brute	29 730	18 958	10 772	83 196	61 276	21 920
Frais de vente et d'administration	13 522	6 869	6 653	41 633	30 951	10 682
Résultat opérationnel ajusté ¹	16 208	12 089	4 119	41 563	30 325	11 238
Éléments non récurrents	1 018	5 392	(4 374)	4 323	6 947	(2 624)
Résultat opérationnel	15 190	6 697	8 493	37 240	23 378	13 862
Frais (produits) financiers ²	1 402	(389)	1 791	6 811	2 537	4 274
Charge d'impôt sur le résultat ²	1 830	1 228	602	4 235	7 167	(2 932)
Résultat net	11 958 \$	5 858 \$	6 100 \$	26 194 \$	13 674 \$	12 520 \$
Résultat net ajusté ¹	12 794 \$	10 439 \$	2 355 \$	30 352 \$	24 213 \$	6 139 \$
<i>En pourcentage des ventes</i>						
Marge brute	18,8 %	16,8 %	200 pdb	17,2 %	15,9 %	130 pdb
Frais de vente et d'administration	8,6 %	6,1 %	250 pdb	8,6 %	8,0 %	60 pdb
Résultat opérationnel	9,6 %	5,9 %	370 pdb	7,7 %	6,0 %	170 pdb
Résultat opérationnel ajusté ¹	10,3 %	10,7 %	-40 pdb	8,6 %	7,8 %	80 pdb
<i>En dollars par action</i>						
BPA – de base et dilué	0,34 \$	0,16 \$	0,18 \$	0,73 \$	0,38 \$	0,35 \$
BPA ajusté ¹	0,36 \$	0,29 \$	0,07 \$	0,84 \$	0,67 \$	0,17 \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

²⁾ Se reporter à la rubrique intitulée «Éléments non récurrents» pour de plus amples renseignements.

Ventes



Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

Trimestres clos les 31 mars						
	2019	2018	Acquisitions	Incidence des taux de change	Variation nette	
Commercial	78 004 \$	57 509 \$	19 278 \$	1 685 \$	(468) \$	(0,8) %
Défense ¹	79 910	55 515	24 172	1 760	(1 537)	(2,8) %
Total	157 914 \$	113 024 \$	43 450 \$	3 445 \$	(2 005) \$	(1,8) %

Exercices clos les 31 mars						
	2019	2018	Acquisitions	Incidence des taux de change	Variation nette	
Commercial	236 283 \$	195 101 \$	31 474 \$	2 108 \$	7 600 \$	3,9 %
Défense ¹	247 594	191 463	58 924	2 208	(5 001)	(2,6) %
Total	483 877 \$	386 564 \$	90 398 \$	4 316 \$	2 599 \$	0,7 %

¹⁾ Comprend les ventes de produits liés à la défense à des clients civils et à des gouvernements.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des acquisitions et des taux de change présentés dans le tableau ci-dessus.

Commercial

La hausse nette de 7,6 millions de dollars des ventes commerciales pour l'exercice s'explique principalement par :

- une augmentation des livraisons pour les programmes des Boeing 777 et 777X;
- une hausse des ventes liées aux jets d'affaires, en raison principalement de l'accélération des livraisons pour le programme Embraer 450/500.

Les ventes commerciales ont été relativement stables au cours du quatrième trimestre de l'exercice considéré comparativement à l'exercice précédent, l'augmentation des livraisons dans le cadre des programmes visant les Boeing 777 et 777X ayant été contrebalancée par la baisse des ventes liées au programme de Bell Helicopter.

Défense

Les baisses nettes respectivement de 5,0 millions de dollars et 1,5 million de dollars des ventes liées au secteur de la défense pour l'exercice et le quatrième trimestre sont principalement attribuables à :

- l'incidence nette de la résiliation du contrat de réparation et d'entretien conclu avec l'armée de l'air américaine, en partie contrebalancée par l'accélération du contrat correspondant signé avec AAR plus tôt cette année;
- une baisse des ventes de produits fabriqués à Boeing dans le cadre du contrat visant les CH-47.

Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une hausse des ventes de pièces de rechange, notamment à la marine américaine et à l'armée de l'air américaine.

Marge brute

Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, les augmentations de la marge brute, qui est passée de 15,9 % à 17,2 % pour l'exercice et de 16,8 % à 18,8 % pour le quatrième trimestre, sont principalement attribuables à l'incidence des acquisitions de Beaver et de CESA et à une hausse du flux de production, ce qui a entraîné une meilleure imputation des coûts de fabrication. Les taux de change n'ont pas eu une incidence importante sur la marge brute.

Frais de vente et d'administration

Si l'on exclut les gains découlant de la conversion d'éléments monétaires nets, les frais de vente et d'administration ont représenté 8,8 % et 8,5 % des ventes, respectivement, pour l'exercice et le trimestre, comparativement à 8,0 % et 7,6 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les hausses constatées des frais de vente et d'administration pour l'exercice et le trimestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent sont principalement attribuables à la baisse de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions à l'exercice précédent, en raison du retard des émissions dans le cadre des régimes de rémunération incitative à long terme pour l'exercice 2018 occasionné par les périodes d'interdiction d'opérations, ainsi qu'à l'incidence des acquisitions.

Éléments non récurrents

Les éléments non récurrents comprennent ce qui suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Éléments non récurrents du résultat opérationnel				
Frais liés aux acquisitions	1 018 \$	402 \$	4 323 \$	1 957 \$
Frais de restructuration	—	4 990	—	4 990
	1 018 \$	5 392 \$	4 323 \$	6 947 \$
Éléments non récurrents des frais financiers				
Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés	— \$	698 \$	391 \$	89 \$
	— \$	698 \$	391 \$	89 \$
Éléments non récurrents de la charge d'impôt sur le résultat				
Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	— \$	— \$	— \$	4 912 \$
	— \$	— \$	— \$	4 912 \$

Frais liés aux acquisitions

Ces frais comprennent essentiellement des honoraires professionnels et autres frais relatifs aux acquisitions de CESA, de Beaver et de Tekalia.

Frais de restructuration

En mars 2018, la Société a annoncé des ajustements d'effectifs visant une soixantaine d'employés à son usine de Longueuil à la suite du non-renouvellement du contrat conclu avec l'armée de l'air américaine. Ces ajustements d'effectifs ainsi que d'autres coûts liés à la diminution du volume ont entraîné des frais de restructuration de 5,0 millions de dollars qui ont été comptabilisés au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2018, notamment des prestations de cessation d'emploi de 2,7 millions de dollars et d'autres coûts liés à la réduction du volume de 2,3 millions de dollars. La partie impayée de ces frais de restructuration se chiffrait à 0,3 million de dollars au 31 mars 2019 (2,5 millions de dollars au 31 mars 2018).

Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés

Ces pertes se rapportent aux instruments financiers dérivés acquis dans le but d'atténuer le risque de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt associé au prix d'achat et au financement liés à l'acquisition de CESA. Se reporter à la rubrique intitulée «Dérivés» dans la section *Renseignements supplémentaires* ci-dessous pour plus de précisions.

Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis

La charge d'impôt non récurrente de 4,9 millions de dollars comptabilisée au cours de l'exercice 2018 se rapporte à la réforme fiscale aux États-Unis adoptée le 22 décembre 2017. Pour en savoir plus, se reporter à la rubrique intitulée «Impôt sur le résultat».

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a augmenté pour passer de 6,0 % à 7,7 % des ventes (progression de 7,8 % à 8,6 % des ventes si l'on exclut les éléments non récurrents) pour l'exercice considéré et de 5,9 % à 9,6 % des ventes (recul de 10,7 % à 10,3 % des ventes si l'on exclut les éléments non récurrents) pour le trimestre considéré, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces variations sont principalement attribuables aux facteurs susmentionnés.

Par rapport à l'exercice précédent, la conversion des devises a eu une incidence positive de 0,7 million de dollars sur le résultat opérationnel de l'exercice considéré, alors qu'elle a eu une incidence négative de 1,0 million de dollars sur le résultat opérationnel du quatrième trimestre de l'exercice 2019 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Frais financiers nets

	Trimestres clos les 31 mars			Exercices clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Intérêts sur la dette à long terme	1 644 \$	536 \$	1 108 \$	4 914 \$	2 614 \$	2 300 \$
Charges (produits) d'intérêts nets sur les prêts des autorités gouvernementales	(549)	(1 189)	640	1 325	466	859
Produits (charges) d'intérêts liés aux instruments financiers	(46)	441	(487)	(409)	(491)	82
Autres produits (charges) d'intérêts	353	(177)	530	981	(52)	1 033
	1 402 \$	(389) \$	1 791 \$	6 811 \$	2 537 \$	4 274 \$

Les augmentations des frais financiers respectivement de 4,3 millions de dollars et 1,8 million de dollars pour l'exercice considéré et le quatrième trimestre par rapport à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent reflètent essentiellement les frais d'intérêt sur la nouvelle dette qui a été contractée pour financer l'acquisition de CESA et la hausse des taux d'intérêt, ainsi que l'incidence négative des taux d'actualisation à l'égard des provisions par rapport à une incidence positive à l'exercice précédent. De plus, cette variation s'explique par une baisse des gains résultant des modifications des calendriers de remboursement des prêts des autorités gouvernementales, décrites à la rubrique intitulée «Prêts des autorités gouvernementales» dans la section *Flux de trésorerie et sources de financement*.

Charge d'impôt sur le résultat

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat	13 788 \$	7 086 \$	30 429 \$	20 841 \$
Charge d'impôt sur le résultat	1 830	1 228	4 235	7 167
Taux d'imposition effectif	13,3 %	17,3 %	13,9 %	34,4 %
Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	— \$	— \$	— \$	4 912 \$
Charge d'impôt sur le résultat, compte non tenu de l'incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	1 830	1 228	4 235	2 255
Taux d'imposition effectif, compte non tenu de l'incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	13,3 %	17,3 %	13,9 %	10,8 %
Taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi	26,6 %	26,6 %	26,6 %	26,6 %

Le taux d'imposition effectif de la Société pour l'exercice 2019 a été inférieur de 12,7 % au taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi en raison essentiellement de l'incidence favorable de 4,8 millions de dollars (4,8 millions de dollars à l'exercice 2018) des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis, en partie contrebalancée par des frais liés aux acquisitions non déductibles de 0,7 million de dollars (0,5 million de dollars à l'exercice 2018) et par des différences permanentes de 0,5 million de dollars (0,3 million de dollars à l'exercice 2018).

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre considéré reflète essentiellement l'incidence favorable de 1,7 million de dollars (0,9 million de dollars au quatrième trimestre de l'exercice 2018) des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis, en partie contrebalancée par des différences permanentes de 0,1 million de dollars (0,1 million de dollars au quatrième trimestre de l'exercice 2018). Le taux d'imposition effectif a aussi baissé en raison des frais liés aux acquisitions non déductibles de 0,2 million de dollars qui avaient été engagés au quatrième trimestre de l'exercice 2018.

Le 22 décembre 2017, le gouvernement des États-Unis a adopté la Tax Cuts and Jobs Act (la «réforme fiscale aux États-Unis»). La réforme fiscale aux États-Unis introduit un certain nombre de modifications à la législation fiscale ayant une incidence sur les entreprises, y compris, entre autres, une réduction permanente du taux d'imposition fédéral des sociétés, qui est passé de 35 % à 21 % le 1^{er} janvier 2018. La réduction du taux d'imposition des sociétés a entraîné la réévaluation des actifs d'impôt différé nets de la Société, ce qui a donné lieu à une charge d'impôt sur le résultat non récurrente de 4,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2018.

Résultat net

Le résultat net a augmenté pour passer de 13,7 millions de dollars à 26,2 millions de dollars (progression de 24,2 millions de dollars à 30,4 millions de dollars si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour l'exercice considéré et de 5,9 millions de dollars à 12,0 millions de dollars (progression de 10,4 millions de dollars à 12,8 millions de dollars si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour le trimestre considéré, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison principalement des facteurs susmentionnés.

Le bénéfice par action a augmenté pour passer de 0,38 \$ par action à 0,73 \$ par action (progression de 0,67 \$ par action à 0,84 \$ par action si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour l'exercice considéré et de 0,16 \$ par action à 0,34 \$ par action (progression de 0,29 \$ par action à 0,36 \$ par action, si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour le trimestre considéré, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur des résultats calculés conformément aux IFRS ainsi que sur les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes :

Résultat opérationnel ajusté :	Résultat opérationnel excluant les éléments non récurrents
BAIIA :	Bénéfice avant frais financiers, charge d'impôt sur le résultat et amortissements
BAIIA ajusté :	BAIIA tel que défini ci-dessus en excluant les éléments non récurrents
Résultat net ajusté :	Résultat net excluant les éléments non récurrents après impôts
Bénéfice par action ajusté :	Bénéfice dilué par action calculé à partir du résultat net ajusté
Flux de trésorerie disponibles :	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, diminués des acquisitions d'immobilisations et compte tenu de l'augmentation ou la diminution nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Ces mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc possible qu'elles ne soient pas comparables à des mesures similaires publiées par d'autres émetteurs. La direction estime qu'elles procurent aux investisseurs des renseignements utiles pour leur permettre d'évaluer la rentabilité de la Société, ainsi que de comparer ses résultats d'une période à l'autre et avec ceux de ses pairs qui utilisent des mesures similaires.

La direction ne voit pas ces mesures comme des substituts aux mesures conformes aux IFRS ou comme des mesures supérieures à celles-ci puisque, souvent, elles ne reflètent pas entièrement les coûts de la période, les coûts à long terme des décisions de financement ou d'investissement ou l'incidence d'événements qui ne découlent pas des activités d'exploitation.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements de ces mesures financières avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables, ainsi que des renseignements additionnels sur ce qu'elles représentent, à l'exception des flux de trésorerie disponibles. Pour le rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, se reporter à la section *Flux de trésorerie et sources de financement*.

Le résultat opérationnel ajusté de la Société est calculé comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Résultat opérationnel	15 190 \$	6 697 \$	37 240 \$	23 378 \$
Éléments non récurrents	1 018	5 392	4 323	6 947
Résultat opérationnel ajusté	16 208 \$	12 089 \$	41 563 \$	30 325 \$

La direction est d'avis que le résultat opérationnel ajusté procure aux investisseurs une autre mesure leur permettant d'évaluer la rentabilité future de la Société en excluant du résultat opérationnel l'incidence d'événements qui ne devraient pas faire partie du cours normal des activités futures de la Société ou qui ne découlent pas de ses activités d'exploitation.

Le BAIIA et le BAIIA ajusté de la Société sont calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Résultat net	11 958 \$	5 858 \$	26 194 \$	13 674 \$
Charge d'impôt sur le résultat	1 830	1 228	4 235	7 167
Produits (frais) financiers	1 402	(389)	6 811	2 537
Charge d'amortissement	9 702	7 280	32 650	26 579
BAIIA	24 892 \$	13 977 \$	69 890 \$	49 957 \$
Éléments non récurrents	1 018	5 392	4 323	6 947
BAIIA ajusté	25 910 \$	19 369 \$	74 213 \$	56 904 \$

La direction est d'avis que le BAIIA et le BAIIA ajusté procurent des renseignements utiles sur les activités quotidiennes de la Société puisqu'ils excluent du résultat les facteurs qui reflètent davantage les décisions de financement et d'investissement à long terme que le rendement à court terme.

Le BAIIA ajusté, en outre, constitue une autre mesure permettant d'évaluer le résultat opérationnel futur de la Société en excluant l'incidence d'événements qui ne devraient pas faire partie du cours normal des activités futures de la Société ou qui ne découlent pas de ses activités d'exploitation. La direction utilise aussi le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement opérationnel, ainsi que comme critère pour la rémunération fondée sur le rendement de certains employés.

Le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté de la Société sont calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Résultat net	11 958 \$	5 858 \$	26 194 \$	13 674 \$
Éléments non récurrents, après impôts	836	4 581	4 158	10 539
Résultat net ajusté	12 794 \$	10 439 \$	30 352 \$	24 213 \$
<i>En dollars par action</i>				
Bénéfice par action – de base et dilué	0,34 \$	0,16 \$	0,73 \$	0,38 \$
Éléments non récurrents, après impôts	0,02	0,13	0,11	0,29
Bénéfice par action ajusté	0,36 \$	0,29 \$	0,84 \$	0,67 \$

La direction est d'avis que le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté procurent aux investisseurs une autre mesure leur permettant d'évaluer les résultats de la période considérée et les perspectives futures de la Société en matière de bénéfice puisqu'ils ne tiennent pas compte de l'incidence d'événements non récurrents ou qui ne reflètent pas les activités courantes. Ces mesures sont également utilisées comme critère pour la rémunération fondée sur le rendement de certains employés.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

FACILITÉ DE CRÉDIT ET TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité renouvelable»)

La Société dispose d'une facilité renouvelable consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines, ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité permet à la Société et à ses filiales d'emprunter un montant pouvant atteindre 250,0 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, en livres sterling ou en euros, et viendra à échéance en mai 2022. Elle comprend également une clause accordéon qui permet d'augmenter le crédit disponible d'un montant additionnel de 100,0 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

La facilité renouvelable a été modifiée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019; la limite de crédit de 200,0 millions de dollars ayant été portée à 250,0 millions de dollars dans le cadre de l'acquisition de CESA.

Au 31 mars 2019, la Société avait prélevé un montant de 94,9 millions de dollars sur sa facilité renouvelable, comparativement à un montant de 54,2 millions de dollars au 31 mars 2018. Cette augmentation est surtout attribuable à un prélèvement de 50,0 millions de dollars américains (65,2 millions de dollars) pour financer l'acquisition de CESA, déduction faite des remboursements de 21,0 millions de dollars américains (27,9 millions de dollars) effectués au cours du second semestre de l'exercice.

Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti («facilité d'emprunt à terme»)

Le 24 septembre 2018, la Société a conclu une facilité d'emprunt à terme avec le Fonds de Solidarité FTQ pour un montant pouvant atteindre 75,0 millions de dollars. La facilité consiste en un emprunt à terme de 50,0 millions de dollars lié à l'acquisition de CESA et en un financement additionnel disponible jusqu'au 30 septembre 2020 pouvant atteindre 25,0 millions de dollars, sous réserve de certaines conditions.

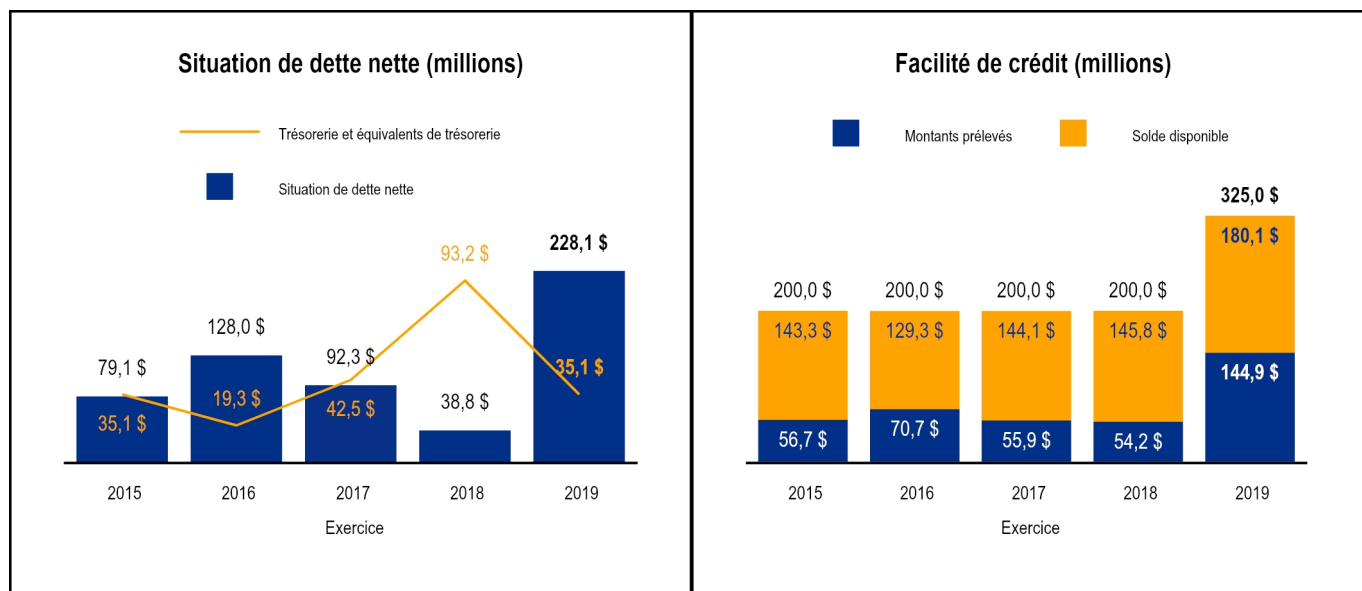
L'emprunt initial de 50,0 millions de dollars, prélevé le 25 septembre 2018, porte intérêt au taux de 5,7 % et est remboursable à l'échéance, le 30 septembre 2025. À compter du 30 septembre 2021, la Société aura l'option d'effectuer des remboursements anticipés sous réserve de certains frais.

Situation de dette nette

La situation de dette nette de la Société est calculée comme suit, aux dates indiquées :

	31 mars 2019	31 mars 2018
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme ¹	263 258 \$	131 964 \$
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 128	93 209
Situation de dette nette	228 130 \$	38 755 \$

¹⁾ Excluant le montant net des frais de financement différés de 3,0 millions de dollars au 31 mars 2019 et de 0,9 million de dollars au 31 mars 2018.



La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. La Société a respecté toutes ces clauses restrictives au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019 et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long du présent exercice. Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers.

PRÊTS DES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES

Les prêts des autorités gouvernementales représentent de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été consentis en vertu des programmes industriels des gouvernements fédéral et provinciaux au Canada ou de programmes industriels espagnols visant à promouvoir le développement de l'industrie.

Ces prêts comportent différentes conditions régissant le calendrier et le montant de remboursement. Les remboursements, lorsqu'ils ne sont pas établis en fonction d'un calendrier précis, sont fondés sur les ventes de programmes particuliers ou sur la croissance des ventes de toutes ou de certaines gammes de produits de Héroux-Devtek, et ils ne portent pas intérêt ou sont assortis d'un taux d'intérêt inférieur à celui du marché.

Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et une charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentée dans les frais financiers.

Les hypothèses sous-jacentes aux remboursements de prêts sont examinées au moins une fois par année. Au 31 mars 2019, la Société a mis à jour le calendrier estimatif de remboursement des prêts des autorités gouvernementales, en tenant compte d'hypothèses révisées principalement à l'égard des prévisions de ventes. Cet ajustement a donné lieu à un gain hors trésorerie de 1 036 \$ (1 834 \$ à l'exercice 2018), qui est inclus dans les frais financiers nets.

Au 31 mars 2019, la valeur actualisée comptabilisée par la Société en regard de ces conventions de prêts en cours s'établissait à 89,7 millions de dollars (52,5 millions de dollars au 31 mars 2018) et les taux d'intérêt effectifs sur ces prêts variaient de 0,0 % à 6,6 % (de 2,5 % à 7,2 % au 31 mars 2018). Le calendrier de remboursement de ces prêts s'échelonne jusqu'à l'exercice 2033 au plus tard.

ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début des périodes	28 639 \$	70 642 \$	93 209 \$	42 456 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	37 181	18 521	69 969	56 122
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 926)	3 121	(208 619)	(4 996)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(22 096)	20	80 320	(565)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(670)	905	249	192
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin des périodes	35 128 \$	93 209 \$	35 128 \$	93 209 \$

Activités d'exploitation

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités d'exploitation et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités d'exploitation comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	19 116 \$	11 961 \$	60 396 \$	42 624 \$
Variation nette des éléments hors trésorerie	18 065	6 560	9 573	13 498
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	37 181 \$	18 521 \$	69 969 \$	56 122 \$

Pour l'exercice et le quatrième trimestre clos le 31 mars 2019, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté respectivement de 17,8 millions de dollars et 7,2 millions de dollars comparativement à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'apport de CESA et de Beaver aux résultats.

La variation nette des éléments hors trésorerie peut être résumée comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Comptes clients	(5 546) \$	(19 305) \$	(5 624) \$	(2 335) \$
Impôts à recevoir	(40)	48	(385)	(184)
Stocks	74	7 520	(1 746)	9 539
Autres actifs	(3 063)	417	(2 245)	(869)
Comptes fournisseurs et charges à payer et autres passifs	21 233	4 165	20 013	719
Provisions	(1 204)	209	(5 377)	(3 335)
Avances de clients et facturations progressives	7 264	8 913	4 655	7 097
Impôts à payer	(794)	1 744	(2 404)	1 916
Incidence des variations des taux de change	141	2 849	2 686	950
Variation nette des éléments hors trésorerie	18 065 \$	6 560 \$	9 573 \$	13 498 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019, la variation nette positive des éléments hors trésorerie est principalement attribuable à :

- une augmentation des comptes fournisseurs résultant d'un accroissement du niveau d'activité au quatrième trimestre et du calendrier des sorties de trésorerie;
- une augmentation des avances de clients découlant de la réception de trésorerie, contrebalancée par la comptabilisation des produits des activités ordinaires.

Ces éléments positifs ont été en partie contrebalancés par une augmentation des comptes clients faisant suite à un niveau élevé de livraisons au cours du quatrième trimestre, par une augmentation des stocks essentiellement liée à l'accélération du contrat visant les Boeing 777 et 777X et par une baisse des provisions découlant principalement de l'utilisation des provisions pour restructuration et pour garantie liée aux produits.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, la variation nette positive des éléments hors trésorerie était principalement attribuable à :

- une diminution des stocks faisant suite à l'achèvement prévu d'un contrat pour un client fournissant des produits à un OEM et une baisse du volume de pièces de rechange de la part du gouvernement américain;
- la réception d'avances de clients.

Ces éléments positifs avaient été en partie contrebalancés par une diminution de certaines provisions.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la variation nette positive des éléments hors trésorerie est principalement attribuable à :

- une augmentation des comptes fournisseurs en raison du calendrier des sorties de trésorerie;
- une augmentation des avances de clients découlant de la réception de trésorerie, contrebalancée par la comptabilisation des produits des activités ordinaires.

Ces éléments positifs ont été en partie contrebalancés par le calendrier de recouvrement des comptes clients et par l'incidence négative des taux de change.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, la variation nette positive des éléments hors trésorerie était principalement attribuable à :

- la réception d'avances de clients;
- une diminution des stocks faisant suite à un niveau élevé de livraisons au cours du trimestre;
- une augmentation des comptes fournisseurs résultant d'un accroissement du niveau d'activité au quatrième trimestre.

Ces éléments positifs ont été en partie contrebalancés par une augmentation des comptes clients résultant d'un accroissement du niveau d'activité au quatrième trimestre.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(4 513) \$	(3 744) \$	(12 858) \$	(9 930) \$
Paiements en espèces pour des acquisitions d'entreprises	(3 548)	—	(198 149)	—
Diminution nette d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	130	6 799	2 353	4 761
Produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles	5	66	35	173
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 926) \$	3 121 \$	(208 619) \$	(4 996) \$

L'augmentation des sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement pour le trimestre comparativement aux flux de trésorerie de la période correspondante de l'exercice précédent est essentiellement attribuable au paiement de 3,5 millions de dollars effectué pour l'acquisition de Tekalia. Pour l'exercice clos le 31 mars 2019, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement incluent également un paiement de 170,9 millions de dollars effectué pour l'acquisition de CESA, et un autre de 23,7 millions de dollars effectué pour l'acquisition de Beaver.

La diminution nette d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 mars 2019 est attribuable au calendrier du financement de certains clients pour les coûts de développement capitalisés reçus pendant la période considérée.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant brut	5 286 \$	5 696 \$	13 876 \$	10 691 \$
Aide gouvernementale	(497)	(352)	(497)	(619)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	4 789 \$	5 344 \$	13 379 \$	10 072 \$
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs	(276)	(1 600)	(521)	(142)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	4 513 \$	3 744 \$	12 858 \$	9 930 \$

La diminution nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée présentée ci-dessus peut être rapprochée comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Diminution (augmentation) des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	(692)	6 799	1 531	4 761
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs	822	—	822	—
Diminution nette, selon les états des flux de trésorerie	130 \$	6 799 \$	2 353 \$	4 761 \$

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Augmentation de la dette à long terme	1 278 \$	1 603 \$	117 883 \$	3 821 \$
Remboursement de la dette à long terme	(23 652)	(1 264)	(36 198)	(4 634)
Émission d'actions ordinaires	245	205	1 169	772
Augmentation des frais de financement différés	33	(524)	(2 534)	(524)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(22 096) \$	20 \$	80 320 \$	(565) \$

L'augmentation de la dette à long terme au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019 est essentiellement attribuable à un prélèvement de 50,0 millions de dollars américains (65,2 millions de dollars) sur la facilité renouvelable et à un prélèvement de 50,0 millions de dollars sur la facilité d'emprunt à terme, tous deux effectués aux fins du financement de l'acquisition de CESA.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, des remboursements sur la facilité renouvelable de 21,0 millions de dollars américains, ou 27,9 millions de dollars (16,0 millions de dollars américains ou 21,3 millions de dollars au cours du dernier trimestre) ainsi que des remboursements prévus de prêts des autorités gouvernementales et des paiements au titre de contrats de location-financement totalisant 8,3 millions de dollars ont été effectués.

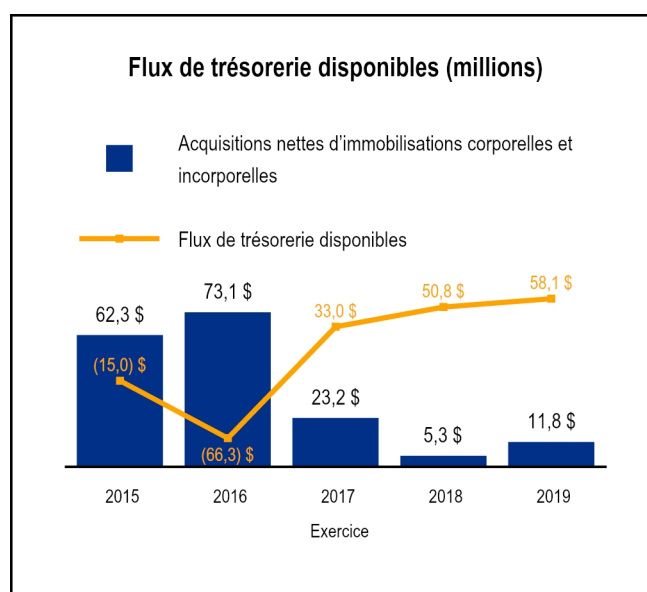
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES¹

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	37 181 \$	18 521 \$	69 969 \$	56 122 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(4 789)	(5 344)	(13 379)	(10 072)
Diminution (augmentation) nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	(692)	6 799	1 531	4 761
Flux de trésorerie disponibles¹	31 700 \$	19 976 \$	58 121 \$	50 811 \$

¹⁾ *Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour la définition de cet indicateur.*

La direction est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent un bon indicateur de la solidité financière et de la rentabilité puisqu'ils indiquent le montant des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation qui est disponible aux fins de distribution, du remboursement de la dette et du financement des investissements.

Les flux de trésorerie disponibles de Héroux-Devtek ont augmenté par rapport à ceux de l'exercice précédent en raison principalement de l'apport de CESA et de Beaver.



BESOINS EN LIQUIDITÉS

Le tableau qui suit présente un résumé des obligations contractuelles de la Société au 31 mars 2019, y compris les versements payables au cours des cinq prochains exercices et les suivants :

Obligations contractuelles	Versements payables par période				
	Total	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêts des autorités gouvernementales	110 666 \$	6 780 \$	17 165 \$	21 938 \$	64 783 \$
Contrats de location-financement	21 762	6 007	11 185	4 570	—
Facilité de crédit	108 396	4 269	8 538	95 589	—
Facilité d'emprunt à terme	69 225	2 850	5 700	5 700	54 975
Autres	9 623	3 306	3 897	798	1 622
	319 672	23 212	46 485	128 595	121 380
Obligations d'achat	205 451	172 500	30 855	1 825	271
Comptes fournisseurs	76 749	76 749	—	—	—
Engagements d'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement	6 796	6 624	172	—	—
Contrats de location simple – Bâtiments et installations	16 823	2 517	4 685	3 637	5 984
Total des obligations contractuelles¹	625 491 \$	281 602 \$	82 197 \$	134 057 \$	127 635 \$

¹⁾ *Excluant les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies présentées à la rubrique intitulée «Régimes de retraite».*

SITUATION FINANCIÈRE

STRUCTURE DU CAPITAL

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et de fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps opportun en fonction des changements du contexte économique et des risques des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut, par exemple :

- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Le ratio de la dette nette/capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice précédent, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio de la dette nette / capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable ou acceptable.

Le ratio de la dette nette/capitaux propres de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2019	31 mars 2018
Tranche à court terme de la dette à long terme	15 066 \$	5 356 \$
Dette à long terme	245 240	125 685
Frais de financement différés, montant net	2 952	923
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 128	93 209
Dette nette	228 130 \$	38 755 \$
Capitaux propres	404 098	379 034
Ratio de la dette nette / capitaux propres	0,56:1	0,10:1

L'augmentation de la dette nette au cours de l'exercice est surtout attribuable aux acquisitions d'entreprises, déduction faite des flux de trésorerie disponibles générés au cours de l'exercice.

CAPITAL ÉMIS

Le capital-actions a évolué comme suit :

	Trimestre clos le 31 mars 2019		Exercice clos le 31 mars 2019	
	Nombre d'actions	Capital émis	Nombre d'actions	Capital émis
Solde d'ouverture	36 341 054	79 361 \$	36 218 572	78 105 \$
Actions émises au comptant à l'exercice d'options sur actions	17 250	276	107 450	1 101
Actions émises au comptant dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat	3 906	39	36 188	470
Solde de clôture	36 362 210	79 676 \$	36 362 210	79 676 \$

Au 22 mai 2019, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 36 362 210.

Les options sur actions ont évolué comme suit :

	Trimestre clos le 31 mars 2019		Exercice clos le 31 mars 2019	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde d'ouverture	1 187 720	13,22 \$	1 105 295	12,09 \$
Attribuées	—	—	207 500	16,21
Exercées	(17 250)	11,87	(107 450)	6,50
Annulées / frappées d'extinction	(3 375)	14,97	(38 250)	15,24
Solde de clôture	1 167 095	13,23 \$	1 167 095	13,23 \$

Au cours de l'exercice 2019, par suite de l'approbation par les actionnaires de la Société lors de la dernière assemblée générale annuelle des actionnaires, le nombre total d'actions disponibles pour émission future dans le cadre du régime d'options sur actions a été renouvelé, compte tenu du nombre restreint d'actions ordinaires encore disponibles en vertu de ce régime.

Au 31 mars 2019, 2 762 507 actions ordinaires étaient réservées pour émission éventuelle aux termes du régime d'options sur actions, comparativement à 1 514 481 au 31 mars 2018, et 22 678 actions ordinaires étaient réservées pour émission éventuelle aux termes du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat, comparativement à 58 866 au 31 mars 2018.

Au 22 mai 2019, le nombre d'options sur actions en cours s'élevait à 1 167 095.

Pour de plus amples renseignements concernant le capital-actions émis et en circulation de la Société et les régimes de rémunération connexes, se reporter à la note 22, *Capital émis*, afférente aux états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

Les acquisitions de CESA, de Beaver et de Tekalia ont entraîné l'ajout d'actifs et de passifs au bilan de la Société au 31 mars 2019, comme il est précisé dans la rubrique intitulée «Acquisitions d'entreprises» dans la section *Aperçu général*.

Fonds de roulement

Le fonds de roulement de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2019	31 mars 2018	Variation	
Actif à court terme	364 467 \$	310 649 \$	53 818 \$	17,3 %
Passif à court terme	186 840	108 750	78 090	71,8 %
Fonds de roulement net	177 627 \$	201 899 \$	(24 272) \$	(12,0) %
Ratio du fonds de roulement	1,95	2,86		

L'augmentation de 53,8 millions de dollars de l'actif à court terme est principalement attribuable :

- à l'actif à court terme de 86,8 millions de dollars acquis dans le cadre des acquisitions d'entreprises;
- aux flux de trésorerie disponibles de 58,1 millions de dollars générés au cours de l'exercice 2019.

Ces facteurs positifs ont été en partie contrebalancés par un montant en trésorerie de 82,9 millions de dollars affecté aux acquisitions d'entreprises.

L'augmentation de 78,1 millions de dollars des passifs à court terme découle principalement des passifs à court terme de 42,8 millions de dollars pris en charge dans le cadre des acquisitions d'entreprises et de l'augmentation de 26,2 millions de dollars des comptes fournisseurs et charges à payer qui a été expliquée précédemment.

Actif à long terme, passif à long terme et capitaux propres

L'actif et le passif à long terme et les capitaux propres de la Société s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2019	31 mars 2018	Variation	
Actif à long terme	510 273 \$	321 513 \$	188 760 \$	58,7 %
Passif à long terme	283 802	144 378	139 424	96,6 %
Capitaux propres	404 098	379 034	25 064	6,6 %

L'augmentation de l'actif à long terme est principalement attribuable à l'actif à long terme de 211,0 millions de dollars acquis auprès de CESA, Beaver et Tekalia, dont un goodwill de 97,6 millions de dollars.

L'augmentation du passif à long terme est principalement attribuable au financement de l'acquisition de CESA. Se reporter à la rubrique intitulée «Facilités de crédit et situation de dette nette» dans la section *Flux de trésorerie et sources de financement* pour de plus amples renseignements.

RÉGIMES DE RETRAITE

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de services et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les obligations nettes au titre des prestations définies ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

	2019	2018
Obligations nettes au titre des prestations définies, début de l'exercice	(3 958) \$	(3 610) \$
Gains nets (pertes nettes) sur la réévaluation	(2 487)	261
Cotisations de l'employeur	1 335	1 489
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(1 192)	(1 459)
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies	(150)	(153)
Autres	(198)	(486)
Obligations nettes au titre des prestations définies, clôture de l'exercice	(6 650) \$	(3 958) \$

La situation de capitalisation des régimes de retraite de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2019	31 mars 2018
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	65 962 \$	61 216 \$
Juste valeur des actifs des régimes	60 710	58 974
Coefficient de capitalisation	92,0 %	96,3 %

La Société a versé des cotisations de 1,3 million de dollars et 3,5 millions de dollars, respectivement, à ses régimes à prestations définies et à cotisations définies au cours de l'exercice 2019, et prévoit verser des cotisations respectivement de 1,7 million de dollars et 3,6 millions de dollars à ces mêmes régimes au cours de l'exercice 2020.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Héroux-Devtek évalue le rendement global de la Société à l'aide des éléments suivants :

- la rentabilité
- les liquidités
- la croissance et la position concurrentielle
- la situation financière

À cette fin, la Société a développé des indicateurs de rendement clés («IRC»). Le tableau qui suit présente ces indicateurs ainsi que les éléments qu'ils permettent d'évaluer :

ÉLÉMENT DE RENDEMENT	IRC	MESURES
Rentabilité	Marge brute	Rendement des activités de fabrication
	Résultat opérationnel ajusté ¹	Rendement opérationnel
	Résultat net ajusté ¹	Rentabilité globale
	BPA ajusté ¹	Rentabilité globale et rendement pour les actionnaires
	Rendement sur l'actif net utilisé («RANU»)	Rendement du capital investi
Liquidités	BAIIA ajusté ¹	Génération de liquidités globale
	Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	Génération de liquidités d'exploitation
	Flux de trésorerie disponibles ¹	Génération de liquidités nettes
Croissance et position concurrentielle	Ventes	Croissance
	Carnet de commandes fermes	Commandes fermes en cours
Situation financière	Fonds de roulement	Liquidités disponibles
	Ratio de la dette nette/BAIIA	Endettement
	Ratio de la dette nette/capitaux propres	Structure de capital globale

¹⁾ *Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.*

En plus des mesures susmentionnées, la Société utilise à l'interne d'autres mesures comme l'utilisation de la capacité de production, de même que les livraisons en temps opportun et les coûts liés à la non-qualité afin de mesurer la satisfaction de la clientèle.

Le régime de rémunération incitative offert par Héroux-Devtek à ses dirigeants repose en partie sur l'atteinte d'objectifs globaux ou divisionnels établis en regard de certaines des mesures énumérées plus haut, notamment le résultat opérationnel, le RANU, le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté. La rémunération incitative repose aussi sur l'atteinte d'objectifs individuels et, en ce qui concerne la rémunération fondée sur des actions, sur le rendement du cours de l'action.

GESTION DU RISQUE

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels qui l'exposent à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats. La Société est également soumise à des risques économiques ou naturels plus généraux pouvant entraîner des répercussions à grande échelle sur l'ensemble de son industrie.

La philosophie générale de Héroux-Devtek consiste à éviter les risques inutiles et à limiter, dans la mesure du possible, tout risque associé aux activités commerciales. La prise de risques non associés aux activités commerciales habituelles est considérée comme inappropriée.

Il incombe ultimement au conseil d'administration et de ses comités d'identifier les risques importants pour l'entreprise et de s'assurer que la direction s'acquitte adéquatement de ses tâches en matière de gestion du risque. Son rôle à cet égard est un de prise de décisions de haut niveau, de surveillance et d'analyse. Afin d'y parvenir, le conseil d'administration délègue la plupart des responsabilités en matière de prévention, de détection et d'atténuation des risques aux dirigeants.

Il incombe aux dirigeants de la Société de s'assurer que les systèmes et procédures sont en place afin d'identifier et d'évaluer les risques auxquels la Société est exposée et de les gérer dans des limites tolérables. Afin d'y parvenir, la direction a fixé les objectifs suivants :

- identifier et évaluer les risques auxquels s'expose la Société et, dans la mesure du possible, réduire l'exposition à un niveau tolérable;
- avoir recours aux méthodes les plus efficaces et efficientes afin d'éliminer, de réduire ou de transférer l'exposition aux risques;
- prendre en compte les risques associés aux décisions opérationnelles et à la structure des transactions de manière à éviter les risques lorsque cela est possible.

Les méthodes les plus importantes auxquelles a recours la direction pour gérer les risques ont des impacts sur l'ensemble de l'entreprise. Ces efforts à l'échelle de l'entreprise comprennent, sans s'y limiter :

- la mise en place d'une culture d'entreprise qui encourage la gestion responsable et l'intégrité par l'adhésion à des politiques d'embauche strictes et l'envoi de messages clairs de la part des dirigeants;
- l'application d'un code d'éthique et d'une politique de dénonciation visant à assurer la qualité de la régie d'entreprise et l'intégrité du fonctionnement de la Société;
- la mise en place et l'alignement continu de normes et de systèmes de qualité dans l'ensemble de l'entreprise, notamment au niveau de la chaîne d'approvisionnement, de l'assurance-qualité et de l'amélioration continue;
- la mise en place dans l'ensemble de l'entreprise de mesures rigoureuses de contrôle interne dans le but de gérer les risques associés à la communication de l'information financière, la fraude, la trésorerie et les activités opérationnelles.

Les tableaux qui suivent présentent une liste de risques clés identifiés par la direction ainsi que les approches connexes de gestion de ces risques. Cette liste n'est pas exhaustive et ne doit pas être considérée comme limitative. D'autres facteurs de risques n'ayant possiblement pas encore été identifiés par la direction pourraient avoir une incidence négative sur les activités, la situation financière ou les résultats de la Société.

Risques stratégiques

Les risques stratégiques ont des impacts à l'échelle de la Société et sont généralement liés à l'orientation générale de la Société.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
<p>Programmes des Boeing 777 et 777X</p>	<p>Les programmes des Boeing 777 et 777X font partie intégrante de la croissance à long terme de Héroux-Devtek et ont nécessité des investissements d'environ 110 millions de dollars. La réussite de la réalisation de ce contrat est essentielle pour que la Société parvienne, entre autres objectifs, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – récupérer le capital investi; – atteindre ses prévisions de croissance des ventes et de la rentabilité; – démontrer la capacité de la Société à livrer concurrence comme fabricant de trains d'atterrissage de premier niveau pour les avions gros porteurs commerciaux de plus grande taille. 	<p>Les programmes des Boeing 777 et 777X font l'objet d'une surveillance constante de la haute direction et représentent un effort de toute l'entreprise. De plus :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la Société a investi dans de l'équipement et des installations de pointe afin d'assurer une réalisation adéquate; – la réalisation est soumise à des processus rigoureux de qualification internes et externes; – Héroux-Devtek travaille étroitement avec Boeing pour s'assurer de répondre aux exigences de l'avionneur ou même de les surpasser.
<p>Dépendance envers des clients importants</p>	<p>Les neuf plus importants clients de Héroux-Devtek représentent environ 63 % des ventes consolidées, dont un client représentant 22 % des ventes consolidées. La perte de l'un de ces clients aurait des répercussions importantes sur les résultats financiers actuels et anticipés.</p>	<p>Ce risque est en partie atténué du fait de la conclusion de contrats de vente à long terme avec les clients ainsi que de la recherche active d'une grande diversité de nouveaux clients dans le but de diversifier le portefeuille de ventes.</p> <p>De plus, une diversification encore plus poussée est obtenue en diversifiant les ventes par sous-secteur et produit ou service auprès d'un même client.</p>
<p>Acquisitions et intégrations</p>	<p>Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société procède, sur une base ponctuelle, à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions augmentent la taille et l'envergure de la Société, et peuvent l'exposer à de nouveaux risques d'ordre géographique, politique, opérationnel et financier.</p> <p>Les acquisitions peuvent aussi être très contraignantes pour les dirigeants et exiger beaucoup d'attention, ou engendrer des difficultés subséquentes liées à l'intégration des nouvelles activités. L'intégration des nouvelles activités pose des risques difficiles à anticiper et susceptibles d'avoir des répercussions négatives sur la croissance et la rentabilité de la Société, et pourrait inclure l'incapacité à réussir l'intégration des activités acquises.</p>	<p>La direction de Héroux-Devtek sélectionne avec soin ses cibles d'acquisition selon des critères rigoureux et ne va de l'avant que lorsqu'elle juge que l'adéquation est satisfaisante.</p> <p>De plus, les conventions d'acquisition font l'objet de négociations minutieuses avec l'objectif d'atténuer les principaux risques liés aux acquisitions par le biais de conditions mutuellement acceptables, de garanties et d'ententes de prix conditionnelles.</p> <p>La Société gère aussi les risques associés aux acquisitions et aux intégrations en procédant à des vérifications diligentes, en mettant à profit l'expérience acquise par son équipe ou en ayant recours à de l'aide extérieure, selon les besoins.</p> <p>Héroux-Devtek planifie l'intégration des acquisitions du haut vers le bas et y consacre des ressources à long terme afin d'optimiser l'intégration et d'atteindre les objectifs stratégiques.</p>

Risques financiers

Les risques financiers sont liés à la situation financière, aux résultats et aux liquidités de la Société, ou sont associés aux conditions de marché qui touchent directement la Société.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Fluctuations des devises	Se reporter à la rubrique intitulée «Opérations sur devises» dans la section <i>Aperçu général</i> pour obtenir plus de détails concernant les risques liés aux fluctuations des taux de change auxquels s'expose Héroux-Devtek et les pratiques de gestion du risque qui s'y rattachent.	
Situation de trésorerie, accès à des sources de financement et clauses restrictives connexes	<p>La Société doit avoir un accès continu aux marchés des capitaux afin de financer ses activités. La nature à long terme et la structure de coût initiale de certains programmes peuvent nécessiter des montants importants en coûts de démarrage. L'incapacité d'avoir accès à ce capital pourrait faire obstacle à la capacité de la Société à soumissionner sur d'importants contrats, ou encore avoir des répercussions négatives sur les activités courantes.</p> <p>Héroux-Devtek a accès à ce financement par l'entremise de son syndicat bancaire, d'une facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti de même que par le biais de prêts des autorités gouvernementales et de contrats de location-acquisition. Ces ententes assujettissent la Société à des clauses financières restrictives comme il est expliqué dans la section <i>Flux de trésorerie et sources de financement</i>. Elles restreignent, de plus, la capacité de la Société à vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif, de contracter des titres de dette assortis d'une garantie ou certains autres titres de dette, de s'engager dans des transactions de fusion ou de consolidation ou de s'engager dans des transactions avec des sociétés apparentées.</p> <p>Ces restrictions et clauses restrictives pourraient entraver l'accès aux capitaux ou encore empêcher la Société de s'engager dans d'autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.</p>	<p>Afin de maintenir des liquidités adéquates, Héroux-Devtek fait de sa gestion de la trésorerie une priorité quotidienne. Les soldes de trésorerie, les comptes clients, les projections de liquidités et les taux de change et d'intérêt sur le marché font l'objet d'un suivi constant.</p> <p>Dans le but d'assurer sa stabilité et sa viabilité financière à long terme, la Société cherche aussi à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – s'assurer du déroulement approprié des approbations de soumissions afin de permettre des prévisions fiables des revenus et des coûts et une évaluation adéquate des risques; – structurer les contrats de manière à obtenir des avances des clients et à utiliser la facturation progressive; – développer des ententes à long terme avec les clients et fournisseurs et lancer des appels d'offres pour les coûts importants; – faire des projections de liquidités à long terme dans le cadre du budget annuel et du processus de planification stratégique; – maintenir de bonnes relations avec l'ensemble des principaux créanciers. <p>La direction effectue aussi un suivi constant des clauses restrictives de manière à s'assurer qu'elles sont respectées et répertorie les tendances susceptibles de signaler des risques potentiels dans le futur.</p>
Fluctuations des taux d'intérêt	<p>La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt en raison du taux variable de sa facilité de crédit ainsi que de l'impact sur le coût des besoins futurs en capitaux.</p> <p>Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent aussi avoir des répercussions négatives sur la rentabilité en raison de leur impact sur les taux utilisés par Héroux-Devtek pour actualiser ses provisions et les obligations au titre des régimes de retraite, entre autres soldes. Une baisse des taux d'intérêt entraînerait un accroissement des obligations actuelles et les ajustements qui en résulteraient auraient des répercussions sur les résultats financiers.</p>	<p>Les politiques de Héroux-Devtek en matière de gestion du risque abordent spécifiquement la gestion du risque lié aux taux d'intérêt en permettant le recours à des instruments dérivés comme les swaps de taux d'intérêt. L'objectif de cette politique est d'obtenir un ratio de la dette à taux fixe se situant dans une fourchette de 40 % à 70 % de la dette à long terme globale.</p> <p>Les détails concernant les instruments dérivés en cours sont présentés à la rubrique intitulée «Instruments financiers dérivés» dans la section <i>Renseignements supplémentaires</i>.</p> <p>Les risques associés aux régimes de retraite sont gérés à l'aide de politiques en matière d'investissements mises en place par la Société et les comités de retraite.</p>

Risques opérationnels

Les risques opérationnels sont plus spécifiques aux activités opérationnelles de Héroux-Devtek, ou découlent de celles-ci, comparativement aux risques stratégiques.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Litiges	<p>Héroux-Devtek est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part, notamment, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires ou d'agences gouvernementales, notamment au chapitre des lois et règlements en matière d'importation et d'exportation. L'ampleur financière et la durée de ces litiges peuvent varier et demeurer inconnues pendant de longues périodes de temps.</p> <p>Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société, en plus d'importantes pertes potentielles, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats financiers. En outre, un litige pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes et des objectifs stratégiques.</p>	<p>La Société emploie des professionnels du domaine juridique qui conseillent la haute direction en matière de conformité continue aux lois et règlements ainsi que de gestion du risque connexe.</p> <p>La Société souscrit aussi à différentes formes d'assurance qui pourraient, en cas de certains types de responsabilité, compenser en tout ou en partie, les pertes potentielles.</p>
Conventions collectives	<p>La Société est partie à certaines conventions collectives qui encadrent les relations de travail avec certains employés. L'échec du renouvellement de ces ententes à des conditions mutuellement acceptables pourrait entraîner des arrêts de travail ou d'autres perturbations du travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers, l'exécution opérationnelle et la satisfaction de la clientèle.</p>	<p>Afin de minimiser ce risque, Héroux-Devtek s'efforce de maintenir des relations professionnelles et de coopération avec la direction syndicale et planifie la négociation des renouvellements suffisamment longtemps d'avance afin de parvenir à des résultats positifs.</p>
Disponibilité de main-d'œuvre qualifiée	<p>Le marché de la main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie aérospatiale est très compétitif et devrait le demeurer dans le futur. La réalisation des programmes importants et la satisfaction de la clientèle sont fortement tributaires de l'apport des meilleurs talents. Le succès de la Société repose sur cette main-d'œuvre, plus particulièrement les ingénieurs, les machinistes et les programmeurs, à tous les niveaux opérationnels.</p>	<p>Héroux-Devtek cible les meilleurs candidats pour les postes clés et évalue attentivement les personnes embauchées pour s'assurer de leur compatibilité et de leurs perspectives de développement à long terme. Pour retenir ses employés, la Société a adopté des pratiques exemplaires en matière de ressources humaines, en plus d'offrir une rémunération concurrentielle et, dans le cas des dirigeants clés, une rémunération incitative incluant notamment des régimes de primes, d'options sur actions, d'unités d'actions liées au rendement ainsi que d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat.</p>
Technologies de l'information	<p>Les systèmes de technologie de l'information sont essentiels à la plupart des activités de Héroux-Devtek. Ces systèmes peuvent être vulnérables à des cyberattaques ou à l'espionnage, aux virus et à toute autre forme de défaillance matérielle ou logicielle, intentionnelle, ou non.</p> <p>La non-disponibilité de ces systèmes aurait des répercussions négatives directes sur les activités d'exploitation de la Société. L'accès non autorisé à des données confidentielles de Héroux-Devtek, ou à des données de tiers en sa possession, aurait aussi une incidence négative sur la réputation de la Société et, conséquemment, ses activités commerciales et résultats.</p>	<p>Afin de réduire les risques liés aux technologies, Héroux-Devtek a implanté diverses mesures, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – un programme pour la sécurité fondé sur le référentiel NIST, comprenant des évaluations fréquentes des termes, ainsi que la réalisation fréquente de vérifications et de tests d'intrusion; – de la surveillance en tout temps par le biais d'un centre de gestion de la sécurité; – une détection des intrusions et des solutions en matière de prévention; – un comité de sécurité mondial, un processus de gouvernance strict et des politiques en matière de technologies de l'information; – une campagne de sensibilisation à la cybersécurité et des campagnes sur l'hameçonnage; – une planification en vue de la reprise après sinistre.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie	La complexité et le degré de sophistication des produits de la Société présentent le risque que des défauts pourraient être constatés après la livraison des produits aux clients. Ces défauts pourraient entraîner des réclamations au titre de la garantie ou des pertes pour les clients pour lesquelles Héroux-Devtek pourrait être tenue responsable. De plus, du fait que ces produits sont principalement utilisés dans le transport aérien, l'ampleur de ces réclamations et pertes pourrait être d'autant plus grande. La responsabilité pour ces pertes, ou l'incapacité de corriger ces erreurs, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités commerciales et les résultats de la Société.	<p>La rigueur dont fait preuve Héroux-Devtek en matière de respect des normes, systèmes et certifications de qualité à toutes les étapes de la conception, de la production, des réparations et de l'entretien atténue en partie le risque de défaillances attribuables aux produits susceptibles d'entraîner des réclamations au titre de la garantie ou des litiges.</p> <p>La Société dispose d'une équipe de soutien aux produits qui surveille la performance et la fiabilité des produits, et qui souscrit également à de l'assurance responsabilité de produits susceptible d'atténuer d'éventuelles pertes.</p>
Rendement des fournisseurs	La croissance, l'intégration et l'automatisation continue des activités de la Société font en sorte qu'elle est de plus en plus tributaire et exposée au rendement de sa chaîne d'approvisionnement. Des baisses de qualité, de fiabilité et de disponibilité de la chaîne d'approvisionnement pourraient engendrer des répercussions négatives sur les activités commerciales et les résultats de la Société.	<p>Héroux-Devtek gère les risques liés aux fournisseurs en réalisant des audits fréquents auprès de ses fournisseurs et en maintenant des normes élevées, notamment en exigeant les accréditations AS9100 et Nadcap.</p> <p>La Société surveille le rendement des fournisseurs et atténue les pertes potentielles en s'assurant que les problèmes de qualité, le cas échéant, sont détectés au moyen de la gestion de la qualité à l'interne.</p>

Risques externes

Les risques externes sont généralement hors du contrôle de la direction et résultent principalement de facteurs externes.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Concurrence et innovation	<p>Héroux-Devtek évolue dans une industrie qui connaît une consolidation continue, ce qui a réduit le nombre total de concurrents de plus grande envergure, tout en stimulant sans cesse l'innovation en matière de technologies et de produits.</p> <p>Les compétiteurs de plus grande envergure peuvent disposer d'atouts les rendant plus concurrentiels pour les contrats importants, tout comme les compétiteurs qui proposent au marché des innovations technologiques. Dans les deux cas, la Société pourrait perdre des clients ou des occasions, ce qui nuirait à sa croissance et sa rentabilité futures.</p>	<p>Héroux-Devtek gère le risque lié à la concurrence en accordant une grande importance à la satisfaction de la clientèle, au respect des échéanciers de livraison, à sa compétitivité lors des soumissions et au maintien d'un niveau élevé de qualité.</p> <p>La Société gère également le risque associé à l'innovation en suivant de près les développements technologiques et en réalisant de la recherche et développement à l'interne afin de demeurer à l'avant-garde de la technologie dans l'industrie.</p>
Disponibilité et prix des matières premières	Les principales matières premières achetées par la Société sont l'acier, l'aluminium et le titane. L'offre et les prix de ces matériaux peuvent fluctuer en raison de facteurs hors du contrôle de la Société. La difficulté à obtenir des matières en quantité suffisante et en temps opportun, au même titre que l'augmentation de leurs prix, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités et les résultats financiers de Héroux-Devtek.	La Société atténue ces risques en incluant diverses clauses dans certains contrats de vente à long terme, lesquelles dispositions prévoient le partage, avec ses clients, des risques liés à la disponibilité et au prix des matières premières. Héroux-Devtek négocie aussi des ententes d'approvisionnement à long terme avec ses fournisseurs de certaines matières premières et surveille sa chaîne d'approvisionnement pour s'assurer que les livraisons se fassent en temps opportun.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Conjoncture économique	Bien que les secteurs de l'aérospatiale et de la défense se soient avérés relativement résilients sur le long terme face aux perturbations économiques, ils ne sont pas immunisés contre les ralentissements à court terme lorsque les conditions de marché se répercutent sur leurs clients. Ces conditions de marché peuvent être causées par un certain nombre de facteurs, y compris, mais sans s'y limiter, l'instabilité politique, les activités terroristes ou les catastrophes naturelles. Ces conditions défavorables peuvent avoir des répercussions négatives sur Héroux-Devtek notamment en réduisant ses ventes, ce qui pourrait entraîner pour la Société des coûts importants associés à des mises à pied temporaires et des licenciements.	Bien que la direction n'ait aucun contrôle direct sur les conditions économiques, Héroux-Devtek gère ce risque de manière indirecte en maintenant un portefeuille de clients et de programmes bien diversifié tant d'un point de vue géographique que de celui des segments de marché. Cette diversification pourrait réduire l'impact global d'un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces segments sur l'ensemble de la Société. Ce risque est réduit encore davantage du fait des efforts soutenus déployés par Héroux-Devtek pour gérer les coûts, le capital et la rentabilité de manière à maintenir une situation financière saine lui permettant d'être plus résiliente en cas de ralentissements inattendus.
Dépenses en matière de défense	Les dépenses en matière de défense sont approuvées par les gouvernements sur une base annuelle et sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités. Des mesures d'austérité ou une réduction des dépenses en matière de défense de la part d'un gouvernement, en particulier celui des États-Unis, pourraient entraîner une baisse importante de la demande pour les produits de la Société liés au secteur de la défense.	Le portefeuille diversifié de la Société qui comprend un nombre croissant de produits destinés au secteur commercial, des programmes de défense à l'extérieur des États-Unis et un bon équilibre entre les activités de fabrication et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire permet de réduire l'impact éventuel d'une réduction des dépenses en matière de défense de certains gouvernements.
Questions d'ordre environnemental	Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements en matière d'environnement relatifs aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Ces lois et règlements, ainsi que les possibles charges connexes, sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société.	Héroux-Devtek gère ce risque en mettant en place des systèmes et politiques de gestion permettant de gérer et surveiller l'impact environnemental que pourraient avoir ses activités, s'il y a lieu. Dans l'éventualité où un incident environnemental entraînerait une perte plus importante, la Société souscrit également à des polices d'assurance susceptibles d'atténuer en partie ces pertes.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Héroux-Devtek a recours à des instruments financiers dérivés comme outils de gestion du risque afin d'atténuer certains risques de change, les risques liés aux taux d'intérêt ou d'autres risques de prix auxquels elle est exposée. La direction utilise ces instruments dérivés conformément aux lignes directrices prévues par la politique de gestion du risque de la Société. Se reporter à la rubrique intitulée «Gestion du risque» dans la section *Aperçu général* pour obtenir plus de détails concernant les pratiques de Héroux-Devtek en matière de gestion du risque.

Au 31 mars 2019, ces instruments financiers dérivés s'établissaient comme suit :

Contrats de change à terme

Se reporter à la rubrique intitulée «Opérations sur devises» dans la section *Aperçu général* pour obtenir des renseignements concernant l'exposition de la Société aux risques de change, de même que les instruments financiers dérivés utilisés pour en atténuer l'impact. Voir également la note 32 afférente aux états financiers consolidés.

Swaps de devises et de taux d'intérêt

L'acquisition de CESA expose la Société à de nouveaux risques de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard de l'investissement en euros. Une diminution de la valeur de l'euro par rapport au dollar canadien ferait baisser la valeur de cet investissement dans un établissement à l'étranger, et une augmentation des taux d'intérêt de la dette sous-jacente ferait augmenter les frais financiers nets connexes.

Au 31 mars 2019, la Société avait conclu les swaps de devises et de taux d'intérêt suivants afin d'atténuer les risques de change et de taux d'intérêt :

Montant notionnel	Équivalent en euros	Taux d'intérêt	Mise en place	Échéance
29 370 \$ US	25 000 €	1,86 %	Octobre 2017	Mai 2022
50 000 \$ CA	34 110 €	3,40 %	Octobre 2017	Septembre 2025
17 523 \$ US	15 000 €	Euribor 1 mois + 1,74 %	Septembre 2018	Mai 2022
17 100 \$ US	15 000 €	Euribor 1 mois + 1,76 %	Novembre 2018	Mars 2020

Swap sur actions

Le résultat net de la Société est exposé aux fluctuations du cours des actions de la Société en raison des UAD et des UAR (voir la note 22 afférente aux états financiers consolidés). Afin d'atténuer cette exposition, la Société a conclu un swap sur actions avec une institution financière.

Aux termes de cette entente, après règlement, la Société obtient un paiement pour toute plus-value du cours des actions, tandis qu'elle effectue un paiement à l'institution financière pour toute moins-value du cours des actions. L'incidence nette du swap sur actions neutralise en partie les fluctuations du cours des actions de la Société qui influent sur la charge découlant des UAD et UAR incluse dans les frais de vente et d'administration de la Société.

Au 31 mars 2019, le swap sur actions visait 245 000 actions ordinaires de la Société (150 000 au 31 mars 2018) à un prix de 12,68 \$ (11,45 \$ au 31 mars 2018). Cette entente est un instrument dérivé qui ne fait pas partie d'une relation de couverture désignée et viendra à échéance en juin 2020.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants aux résultats financiers de la Société ou à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes :

Dépréciation des actifs non financiers

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui pourraient améliorer le rendement de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie, aux flux de trésorerie futurs attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 17 afférente aux états financiers consolidés.

Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes et différences temporaires déductibles pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 25 afférente aux états financiers consolidés.

Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3 afférente aux états financiers consolidés. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats. Aux fins du test de dépréciation, la Société exerce son jugement pour recenser les entrées et sorties de trésorerie. La valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente, habituellement établie à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés. Les autres hypothèses utilisées pour établir la valeur recouvrable comprennent le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs attendus qui comprennent les coûts d'achèvement des activités de développement.

Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

Prêts des autorités gouvernementales

La Société a des prêts auprès d'autorités gouvernementales assortis de modalités de remboursement variables. Les remboursements annuels effectués sur ces prêts varient habituellement en fonction des ventes de certains programmes ou secteurs de la Société. Aux fins de la comptabilisation de la valeur actualisée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ou de la comptabilisation initiale de l'aide gouvernementale, la direction doit estimer la croissance future des ventes de ces programmes ou secteurs sur la durée prévue du prêt. Ces prévisions servent à déterminer le taux d'intérêt effectif et le calendrier des remboursements prévus. Dans l'établissement de ces montants, la direction s'appuie sur les taux d'intérêt du marché et sur des hypothèses à l'égard notamment des nouvelles commandes actuelles et futures, des carnets de commandes de l'industrie, des cadences de production des fabricants d'équipement d'origine («OEM»), des perspectives économiques, de la stabilité des taux de change et de la capacité de la Société à réaliser les principaux mandats qui lui sont confiés.

Relations clients

Les relations clients acquises dans le cadre d'acquisitions d'entreprises sont considérées être des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée. Leur valeur a été estimée au moment de l'acquisition au moyen de méthodes d'évaluation reposant sur diverses hypothèses sous-jacentes, qui touchent notamment :

- les commandes futures attendues;
- l'exécution opérationnelle et la gestion des coûts;
- la stabilité de la conjoncture économique, y compris les taux de change;
- les cadences de production;
- les dépenses des gouvernements.

Les relations clients sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité, sans dépasser 15 ans.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* («Règlement 52-109»), la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents intermédiaires et annuels d'information continue.

Au 31 mars 2019, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans le Règlement 52-109, a également été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au 31 mars 2019, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans le Règlement 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus et fonctionnent de manière efficace pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux IFRS. Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

Tel qu'il est permis par le Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, l'évaluation par la direction de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière et ses conclusions excluent les contrôles, politiques et procédures de Beaver et de CESA qui ont été acquises respectivement le 2 juillet 2018 et le 1^{er} octobre 2018. Les comptes de ces deux entreprises sont compris dans les états financiers annuels consolidés d'Héroux-Devtek au 31 mars 2019 et constituent environ 34,6 % du total de l'actif au 31 mars 2019 et 18,3 % du total des produits des activités ordinaires pour l'exercice clos à cette date. La direction prévoit que les entreprises acquises, Beaver et CESA, seront comprises dans l'évaluation par la direction de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, ainsi que dans son attestation à cet égard, à compter respectivement du deuxième trimestre et du troisième trimestre de l'exercice 2020.

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié une version complète et définitive de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace la norme actuelle sur les instruments financiers (IAS 39). L'IFRS 9 présente une approche au classement des actifs financiers unique et fondée sur des principes, qui tient compte de la nature des flux de trésorerie et du modèle économique dans lequel l'actif est détenu. L'IFRS 9 donne également des lignes directrices sur le risque de crédit propre à une entité associé à ses passifs financiers et a modifié le modèle de la comptabilité de couverture afin d'aligner le traitement comptable avec la substance économique de la gestion des risques. La norme prescrit un modèle de dépréciation unique fondé sur les pertes attendues plutôt qu'un modèle axé sur les pertes subies.

La Société a adopté l'IFRS 9 le 1^{er} avril 2018 et l'adoption n'a pas eu d'incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Comptabilisation initiale

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net («JVRN»), au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global («JVAERG»). Le classement est fonction de deux critères, soit le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs, et la question de savoir si les flux de trésorerie contractuels des instruments correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le «critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels»). Les actifs financiers de la Société qui sont détenus dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir les actifs financiers afin de recouvrer des flux de trésorerie contractuels qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels sont classés et évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers se composent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et de certains autres actifs à court terme et à long terme.

Lorsque des actifs financiers sont comptabilisés initialement, ils sont évalués à la juste valeur, plus les coûts de transaction directement attribuables dans le cas d'un actif financier autre qu'à la JVRN. Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de la transaction, soit la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre les actifs.

JVRN

Les actifs financiers à la JVRN comprennent certains instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Les actifs financiers à la JVRN sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. La Société détermine si les instruments financiers dérivés incorporés doivent être séparés de leur contrat hôte au moment où elle devient partie au contrat.

Coût amorti

Les actifs financiers au coût amorti sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils comprennent principalement les comptes clients et certains autres actifs à court terme et à long terme. Les actifs financiers au coût amorti sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Une provision pour créances douteuses est comptabilisée en cas de perte de valeur d'un compte client. De plus, en vertu de l'approche prospective fondée sur les pertes de crédit attendues, tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la JVRN, sont soumis à un test de dépréciation au moins à chaque date de présentation de l'information financière. Les pertes de crédit attendues correspondent à la différence entre les flux de trésorerie contractuels qui sont dus aux termes d'un contrat et tous les flux de trésorerie que la Société s'attend à recevoir. Le déficit est ensuite actualisé à un taux qui est une approximation du taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Pour ce qui est des comptes clients, la Société a appliqué l'approche simplifiée prescrite par la norme et a calculé les pertes de crédit attendues selon les pertes de crédit attendues pour la durée de vie des comptes clients, et ce montant n'était pas important aux 31 mars 2019 et 2018.

Si, dans une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et que cette diminution peut être liée objectivement à un événement survenu après la comptabilisation de la perte de valeur, la perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise en ajustant la provision pour créances douteuses. Toute reprise ultérieure d'une perte de valeur est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

JVAERG

Les actifs financiers à la JVAERG comprennent les swaps de devises et de taux d'intérêt qui servent à couvrir les investissements nets dans certaines filiales à l'étranger et les contrats de change à terme. Ils sont comptabilisés à la juste valeur. La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés, s'il y a lieu.

La Société évalue à chaque date de clôture si un actif financier a subi une perte de valeur.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients

En mai 2014, l'International Accounting Standards Board («IASB») et le Financial Accounting Standards Board («FASB») ont publié conjointement l'IFRS 15, une norme harmonisée portant sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Elle remplace les lignes directrices actuellement en vigueur de l'IASB sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires, y compris l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et les interprétations connexes. L'IFRS 15 prescrit l'utilisation d'un modèle unique à cinq étapes fondé sur des principes au moment de comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients.

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 15 en appliquant la méthode rétrospective intégrale et l'adoption n'a pas eu d'incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des escomptes estimés et après élimination des ventes intersociétés. Les produits de la vente de biens sont comptabilisés de manière à illustrer le transfert des biens promis à un client selon un montant reflétant la contrepartie attendue en échange du transfert de ces biens. L'application de ce concept se déroule en cinq étapes :

1. Identifier le contrat conclu avec un client;
2. Identifier les obligations de prestations prévues au contrat;
3. Déterminer le prix de transaction;
4. Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat;
5. Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli ou à mesure qu'elle remplit une obligation de prestation, généralement à la livraison des produits.

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de composantes aéronautiques nouvelles ou remises en état sont considérés comme une seule et même obligation de prestation et sont comptabilisés au moment précis où le client a obtenu le contrôle de la composante et que la Société a rempli son obligation de prestation. En général, ces conditions sont satisfaites à la livraison des biens.

MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES

La norme publiée, mais non encore en vigueur, susceptible de s'appliquer à la Société est la suivante :

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme représente une révision importante de la façon dont une société comptabilise les contrats de location, elle établit les principes que doivent appliquer les deux parties à un contrat, soit le client (le preneur) et le fournisseur (le bailleur), afin de fournir l'information pertinente à propos des contrats de location de manière à représenter fidèlement ces transactions. Pour atteindre cet objectif, un preneur doit comptabiliser les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location selon un modèle unique alors qu'auparavant, les contrats de location étaient classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple. La plupart des contrats de location seront comptabilisés au bilan consolidé de la Société. Certaines exemptions s'appliqueront aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur. La Société prévoit que l'adoption de la norme aura une incidence sur le bilan et l'état des résultats puisque tous les contrats de location simple seront capitalisés avec une obligation locative correspondante, alors que les charges locatives seront remplacées par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et une charge de désactualisation comptabilisée sur l'obligation connexe.

La Société doit appliquer cette norme selon une approche rétrospective intégrale ou une approche rétrospective modifiée (sans retraitement des données comparatives) pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2019. Plusieurs contrats de location de la Société sont déjà comptabilisés au bilan consolidé de la Société à titre de contrats de location-financement. Certains contrats de location simple devront être comptabilisés au bilan tandis que ceux pour lesquels la Société se sera prévaluée des mesures de simplification n'auront pas à l'être. La Société a choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes :

- Comptabiliser les contrats de location dont la durée résiduelle est inférieure à 12 mois à compter de la date effective comme contrats de location à court terme;
- Comptabiliser les contrats de location à court terme et les contrats de location de faible valeur selon la méthode linéaire dans les charges d'exploitation aux états des résultats consolidés, comme c'est actuellement le cas en vertu de l'IAS 17, *Contrats de location*.

À la première application de cette norme le 1^{er} avril 2019, selon l'approche rétrospective modifiée, la Société s'attend à ce que l'actif d'ouverture (actifs au titre de droits d'utilisation) et le passif d'ouverture (obligations locatives) inscrits dans ses états financiers consolidés augmentent d'environ 15,0 millions de dollars.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Le tableau qui suit présente les principales données financières trimestrielles :

Exercices	2019				2018			
	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
Ventes	157 914 \$	144 528 \$	95 665 \$	85 770 \$	113 024 \$	97 006 \$	89 677 \$	86 857 \$
Résultat opérationnel	15 190	11 904	5 289	4 857	6 697	6 629	4 644	5 408
Résultat opérationnel ajusté ¹	16 208	13 973	6 165	5 217	12 089	7 238	5 590	5 408
BAIIA ajusté ¹	25 910	22 883	13 176	12 244	19 369	13 563	12 032	11 940
Résultat net	11 958	7 390	3 294	3 552	5 858	626	3 163	4 027
Résultat net ajusté ¹	12 794	9 367	4 405	3 786	10 439	5 690	4 057	4 027
<i>En dollars par action</i>								
Bénéfice par action – de base et dilué	0,34 \$	0,20 \$	0,09 \$	0,10 \$	0,16 \$	0,02 \$	0,09 \$	0,11 \$
Bénéfice par action ajusté ¹	0,36	0,26	0,12	0,10	0,29	0,16	0,11	0,11
<i>En millions d'actions</i>								
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	36,5	36,4	36,5	36,4	36,4	36,4	36,3	36,3

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Tendances saisonnières

Les activités de Héroux-Devtek connaissent habituellement un ralentissement au premier semestre, comparativement au deuxième semestre, en raison de facteurs saisonniers comme les arrêts de production dans les usines et les vacances estivales.

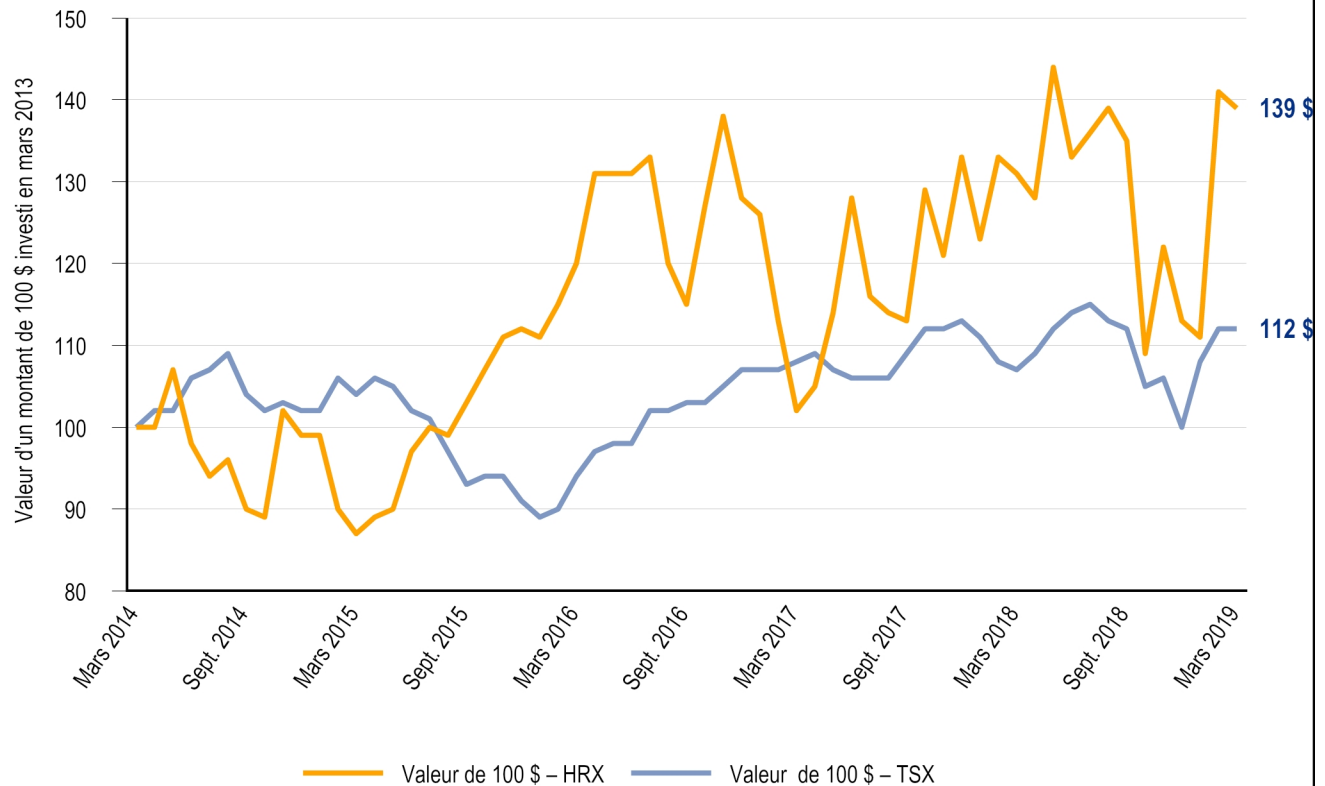
Le tableau qui suit présente les principales données financières pour les exercices clos les 31 mars :

	2019	2018	2017
Ventes	483 877 \$	386 564 \$	406 536 \$
Résultat opérationnel	37 240	23 378	35 552
Résultat opérationnel ajusté ¹	41 563	30 325	35 880
BAIIA ajusté ¹	74 213	56 904	61 448
Résultat net	26 194	13 674	31 768
Résultat net ajusté ¹	30 352	24 213	26 353
Bénéfice par action (\$) – de base et dilué	0,73	0,38	0,88
Bénéfice par action ajusté ¹ (\$)	0,84	0,67	0,73
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 128	93 209	42 456
Total de l'actif	874 740	632 162	607 286
Passifs financiers à long terme ²	268 273	137 388	138 257

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

²⁾ Représente la dette à long terme, y compris la tranche à court terme, les instruments financiers dérivés à long terme ainsi que les passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages complémentaires de retraite inclus dans les autres passifs.

HRX rendement du capital investi – 5 ans



RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET INFORMATION CONTINUE

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le comité d'audit et le conseil d'administration le 22 mai 2019. Des renseignements supplémentaires concernant la Société, notamment la notice annuelle, peuvent être consultés sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com ou sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

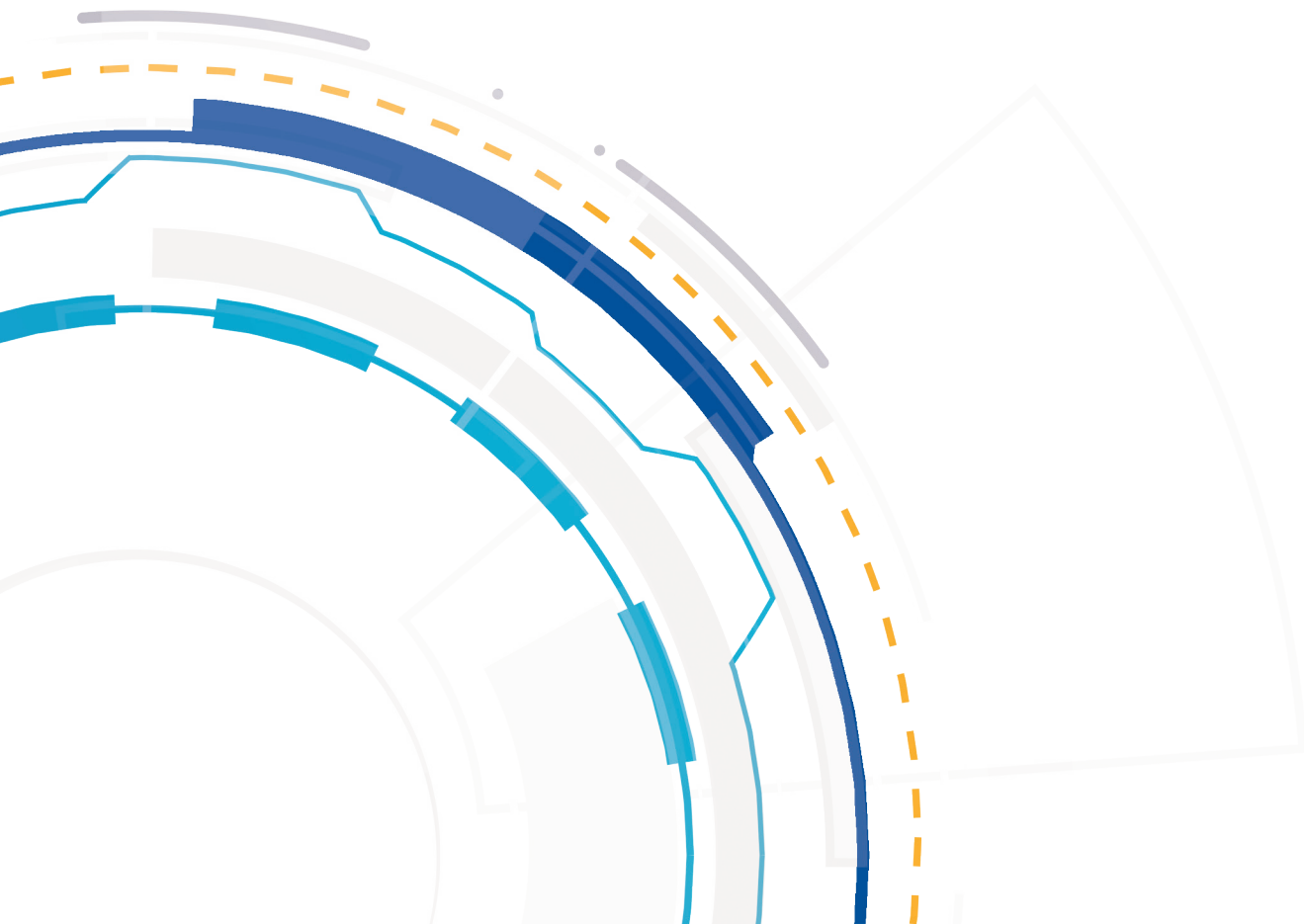


TABLE DES MATIÈRES

Rapport de la direction	59
Rapport de l'auditeur indépendant	60
États financiers consolidés	62
Notes aux états financiers consolidés	67
Note 1 Nature des activités et information sur la Société	67
Note 2 Base d'établissement	67
Note 3 Principales méthodes comptables	68
Note 4 Principales estimations et hypothèses comptables	78
Note 5 Acquisitions d'entreprises	79
Note 6 Ventes et carnet de commandes	81
Note 7 Aide gouvernementale	82
Note 8 Coût des ventes et frais de vente et d'administration	82
Note 9 Frais financiers nets	82
Note 10 Éléments non récurrents	83
Note 11 Bénéfice par action	83
Note 12 Stocks	84
Note 13 Instruments financiers dérivés	84
Note 14 Autres actifs	85
Note 15 Immobilisations corporelles	85
Note 16 Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	87
Note 17 Goodwill	88
Note 18 Comptes fournisseurs et charges à payer	88
Note 19 Provisions	89
Note 20 Dette à long terme	89
Note 21 Autres passifs	91
Note 22 Capital émis	92
Note 23 Cumul des autres éléments du résultat global	94
Note 24 Impôt sur le résultat	94
Note 25 Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	96
Note 26 Engagements	99
Note 27 Éventualités	10
Note 28 Variation nette des éléments hors trésorerie	10
Note 29 Information géographique	10
Note 30 Rémunération des principaux dirigeants	10
Note 31 Instruments financiers	10
Note 32 Gestion des risques financiers	10
Note 33 Gestion du risque lié au capital	10
	5

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints de Héroux-Devtek Inc. (la «Société») sont la responsabilité de la direction et ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration. Les états financiers consolidés ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»). Le rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion renferment certains éléments fondés sur les meilleures estimations et jugements à l'égard de l'incidence prévue des événements et opérations actuels. La direction a établi ces éléments de manière raisonnable, afin d'assurer que les états financiers consolidés et le rapport de gestion donnent une image fidèle, à tous les égards importants. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans les présents états financiers consolidés sont libellés en milliers de dollars canadiens.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière («CIIF») et des contrôles et des procédures de communication de l'information («CPCI») pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS, et que l'information importante liée à la Société leur a été communiquée et a été présentée de façon appropriée dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont aussi évalué l'efficacité des CIIF et des CPCI à la fin de l'exercice 2019. Au 31 mars 2019, la direction est d'avis que les CIIF et les CPCI fournissent une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS et que l'information importante liée à la Société a été présentée adéquatement dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion. En outre, selon cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont établi qu'il n'existait aucune faiblesse importante des CIIF et des CPCI. Toutefois, en raison des limites qui leur sont inhérentes, des anomalies pourraient ne pas être prévenues ou détectées par les CIIF.

L'évaluation par la direction de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière et ses conclusions exclut les contrôles, politiques et procédures de Beaver et CESA qui ont été acquises respectivement neuf mois et six mois avant la fin d'exercice de la Société. Les résultats de ces entreprises depuis leur date d'acquisition respective sont compris dans les états financiers consolidés de Héroux-Devtek au 31 mars 2019 et constituent environ 34,6 % du total de l'actif au 31 mars 2019 et 18,3 % du total des produits pour l'exercice clos le 31 mars 2019. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés pour une description de ces acquisitions.

Conformément au Règlement 52-109, le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont fourni aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières une attestation à l'égard des documents d'information annuels de Héroux-Devtek Inc., y compris les états financiers consolidés et le rapport de gestion.

Le conseil d'administration est chargé de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité d'audit. Le comité d'audit est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs indépendants possédant des compétences financières.

Le comité d'audit rencontre périodiquement la direction, ainsi que les auditeurs externes, afin d'examiner les états financiers consolidés, le rapport des auditeurs externes et le rapport de gestion, de discuter de questions d'audit et de questions de présentation de l'information financière, de discuter des CIIF et des CPCI, et de s'assurer que chaque partie s'acquitte adéquatement de ses responsabilités. En outre, le comité d'audit est chargé d'examiner la pertinence des méthodes comptables ainsi que des estimations et jugements importants qui sous-tendent les états financiers consolidés dressés par la direction, d'examiner les honoraires versés aux auditeurs externes et de faire des recommandations au conseil d'administration à cet égard. Le comité d'audit fait part de ses constatations au conseil d'administration pour qu'il en soit tenu compte lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été audités, au nom des actionnaires, par les auditeurs Ernst & Young, s.r.l./S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les auditeurs externes ont librement et pleinement accès au comité d'audit afin de discuter de leur audit et de questions connexes.



Gilles Labbé, FCPA, FCA
Président et chef de la direction



Stéphane Arsenault, CPA, CA
Chef de la direction financière

Le 22 mai 2019

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

AUX ACTIONNAIRES DE HÉROUX-DEVTEK INC.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales (le «groupe»), qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2019 et 2018, et les états des résultats consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les états des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe aux 31 mars 2019 et 2018, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés» du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, outre les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Wajih Chemali.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.¹

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Montréal (Québec)
Le 22 mai 2019

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A121006

BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Aux	Notes	31 mars 2019	31 mars 2018
Actif	20		
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		35 128 \$	93 209 \$
Comptes clients		115 431	73 469
Impôts à recevoir		2 393	1 412
Stocks	12	184 035	134 327
Instruments financiers dérivés	13	783	1 776
Autres actifs à court terme	14	26 697	6 456
		364 467	310 649
Immobilisations corporelles, montant net	7, 15	227 954	179 503
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	7, 16	69 377	35 856
Instruments financiers dérivés	13	5 816	3 421
Actifs d'impôt différé	24	14 575	7 388
Goodwill	17	185 637	91 137
Autres actifs à long terme	14	6 914	4 208
Total de l'actif		874 740 \$	632 162 \$
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Comptes fournisseurs et charges à payer	18	117 990 \$	67 591 \$
Provisions	19	27 820	16 869
Avances de clients et facturations progressives		21 919	15 522
Impôts à payer		1 911	3 023
Instruments financiers dérivés	13	2 134	389
Tranche à court terme de la dette à long terme	20	15 066	5 356
		186 840	108 750
Dette à long terme	20	245 240	125 685
Provisions	19	16 789	5 921
Instruments financiers dérivés	13	1 317	2 389
Passifs d'impôt différé	24	7 479	3 767
Autres passifs	21	12 977	6 616
		470 642	253 128
Capitaux propres			
Capital émis	22	79 676	78 105
Surplus d'apport		4 707	4 227
Cumul des autres éléments du résultat global	23	10 502	14 217
Résultats non distribués		307 101	282 485
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		401 986	379 034
Participations ne donnant pas le contrôle		2 112	—
		404 098	379 034
Total du passif et des capitaux propres		874 740 \$	632 162 \$

Engagements et éventualités (notes 26 et 27)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



Louis Morin
Administrateur



Gilles Labbé
Administrateur

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2019	2018
Ventes	5, 6, 29	483 877 \$	386 564 \$
Coût des ventes	7, 8, 12	400 681	325 288
Marge brute		83 196	61 276
Frais de vente et d'administration	7, 8	41 633	30 951
Éléments non récurrents	10	4 323	6 947
Résultat opérationnel		37 240	23 378
Frais financiers nets	9, 10	6 811	2 537
Résultat avant impôt sur le résultat		30 429	20 841
Charge d'impôt sur le résultat	10, 24	4 235	7 167
Résultat net		26 194 \$	13 674 \$
Attribuable aux :			
Actionnaires de la société mère		26 447	13 674
Participations ne donnant pas le contrôle		(253)	—
		26 194 \$	13 674 \$
Bénéfice par action – de base et dilué	11	0,73 \$	0,38 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2019	2018
Autres éléments du résultat global :			
Éléments pouvant être reclassés en résultat net			
Gains (pertes) découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	23	(850) \$	5 860 \$
Couvertures de flux de trésorerie :	23		
Gains nets (pertes nettes) sur évaluation des instruments financiers dérivés		(3 362)	4 450
Pertes nettes (gains nets) sur instruments financiers dérivés reclassés en résultat net		906	(3 704)
Impôt différé		660	(201)
		(1 796)	545
Gains (pertes) sur les couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger	23	(1 221)	1 701
Impôt différé		152	(187)
		(1 069)	1 514
Éléments qui ne sont jamais reclassés en résultat net			
Régimes de retraite à prestations définies :			
Gains (pertes) sur la réévaluation	25	(2 487)	261
Impôt différé		656	(68)
		(1 831)	193
Autres éléments du résultat global		(5 546) \$	8 112 \$
Résultat global			
Résultat net		26 194 \$	13 674 \$
Autres éléments du résultat global		(5 546)	8 112
Résultat global		20 648 \$	21 786 \$
Attribuable aux :			
Actionnaires de la société mère		20 901	21 786
Participations ne donnant pas le contrôle		(253)	—
		20 648 \$	21 786 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2018	23	78 105 \$	4 227 \$	14 217 \$	282 485 \$	379 034 \$	— \$	379 034 \$
Actions ordinaires :	22							
Émises dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat		470	—	—	—	470	—	470
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		1 101	(402)	—	—	699	—	699
Acquisition d'entreprises	5	—	—	—	—	—	2 365	2 365
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	—	882	—	—	882	—	882
Résultat net		—	—	—	26 447	26 447	(253)	26 194
Autres éléments du résultat global		—	—	(3 715)	(1 831)	(5 546)	—	(5 546)
Solde au 31 mars 2019		79 676 \$	4 707 \$	10 502 \$	307 101 \$	401 986 \$	2 112 \$	404 098 \$

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2017	23	77 217 \$	3 735 \$	6 298 \$	268 618 \$	355 868 \$
Actions ordinaires :	22					
Émises dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat		590	—	—	—	590
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		298	(116)	—	—	182
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	—	608	—	—	608
Résultat net		—	—	—	13 674	13 674
Autres éléments du résultat global		—	—	7 919	193	8 112
Solde au 31 mars 2018		78 105 \$	4 227 \$	14 217 \$	282 485 \$	379 034 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2019	2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés à ce qui suit :			
Activités d'exploitation			
Résultat net		26 194 \$	13 674 \$
Éléments hors trésorerie :			
Charge d'amortissement	15, 16	32 650	26 579
Impôt différé	24	(2 019)	67
Perte (gain) à la vente d'immobilisations corporelles et de logiciels		(8)	52
Réduction de valeur d'immobilisations corporelles	10, 15	—	886
Frais financiers nets hors trésorerie	9	2 697	758
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	882	608
Flux de trésorerie d'exploitation		60 396	42 624
Variation nette des éléments hors trésorerie	28	9 573	13 498
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		69 969	56 122
Activités d'investissement			
Paiement en espèces pour des acquisitions d'entreprises	5	(198 149)	—
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net	15	(12 858)	(9 930)
Diminution nette d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	16	2 353	4 761
Produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles		35	173
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(208 619)	(4 996)
Activités de financement			
Augmentation de la dette à long terme	5	117 883	3 821
Remboursement de la dette à long terme		(36 198)	(4 634)
Émission d'actions ordinaires	20	1 169	772
Augmentation des frais de financement différés	22	(2 534)	(524)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		80 320	(565)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		249	192
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		(58 081)	50 753
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		93 209	42 456
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		35 128 \$	93 209 \$
Intérêts et impôts pris en compte dans les activités d'exploitation :			
Intérêts payés		4 914 \$	2 359 \$
Intérêts reçus		800 \$	580 \$
Impôts payés		5 965 \$	5 282 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

NOTE 1. NATURE DES ACTIVITÉS ET INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Héroux-Devtek Inc. est constituée en société en vertu des lois du Québec. Son siège social est situé au Complexe St-Charles, 1111, rue St-Charles Ouest, bureau 600, tour Ouest, Longueuil (Québec) Canada. Héroux-Devtek Inc. et ses filiales («Héroux-Devtek» ou la «Société») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composantes critiques d'avions.

La Société exerce ses activités dans un secteur d'exploitation, soit le secteur de l'aérospatiale.

Les actions ordinaires de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole «HRX».

NOTE 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des instruments financiers dérivés, qui sont évalués à la juste valeur, des provisions, qui sont évaluées selon la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour éteindre l'obligation, et des obligations au titre des prestations de retraite, qui sont évaluées à la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies moins la juste valeur des actifs des régimes.

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS») publiées par l'International Accounting Standards Board («IASB») et ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 22 mai 2019.

Reclassement des chiffres correspondants de l'exercice précédent

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation au 31 mars 2019. Ces reclassements ont trait au regroupement des avances de clients et des facturations progressives dans le même poste au bilan consolidé.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales, toutes en propriété exclusive sauf pour Tekalia Inc., dans laquelle la Société détient une participation donnant le contrôle de 60 %. Les principales filiales en propriété exclusive de la Société comprises dans les présents états financiers consolidés sont les suivantes :

Nom	Emplacement géographique
Devtek Aerospace Inc.	Canada
HDI Landing Gear USA Inc.	États-Unis
APPH Limited	Royaume-Uni
Beaver Aerospace & Defense Inc.	États-Unis
Compañía Española de Sistemas Aeronauticos S.A.	Espagne

Les filiales sont consolidées à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date de prise de contrôle par la Société, et continuent d'être consolidées jusqu'à la date de cessation de ce contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société détient le pouvoir sur l'entité émettrice; qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice; et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir pour influencer sur le montant de ces rendements. La Société réévalue si elle contrôle ou non l'entité émettrice lorsque les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs des trois éléments du contrôle mentionnés ci-dessus ont changé. Les modifications du pourcentage de participation de la Société dans les filiales, qui ne donnent pas lieu à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Le coût d'une acquisition est établi comme étant le total de la contrepartie payée, évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise. Pour chaque regroupement d'entreprises, la Société évalue la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à la juste valeur ou selon la quote-part de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.

Les états financiers des filiales sont préparés pour la même période de présentation de l'information financière que celle de Héroux-Devtek Inc., selon des méthodes comptables uniformes.

Toutes les transactions intersociétés et tous les soldes de comptes intersociétés sont complètement éliminés.

NOTE 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

A. Devises

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens. Chaque entité de la Société comptabilise les transactions dans sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers consolidés de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie.

La monnaie fonctionnelle de Héroux-Devtek et de ses activités au Canada est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des établissements américains est le dollar américain, celle des établissements au Royaume-Uni, la livre sterling, et celle des établissements en Espagne, l'euro. La monnaie fonctionnelle d'une entité est déterminée en fonction de l'environnement économique principal dans lequel cette dernière exerce ses activités.

Conversion des transactions et des soldes de comptes

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date de clôture. Toutes les différences sont incluses dans les états des résultats consolidés.

Les éléments non monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change à la date des transactions.

Conversion des états financiers des établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change à la date de clôture, et les états des résultats sont convertis au taux de change moyen pour l'exercice. Les différences découlant de la conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et demeurent dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à la vente des investissements nets connexes, pour être ensuite comptabilisées dans les états des résultats consolidés.

B. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

C. Stocks

Les stocks comprennent les matières premières, la main-d'œuvre directe et les coûts indirects de fabrication connexes.

Les stocks comprennent les matières premières, les produits en cours de fabrication et les produits finis, lesquels sont évalués au moindre du coût (méthode du coût unitaire, à l'exception de certaines matières premières évaluées selon la méthode du coût moyen pondéré) et de la valeur nette de réalisation.

La méthode du coût unitaire est la méthode de coût selon laquelle les coûts de production réels sont imputés à chaque unité produite et comptabilisés dans les états des résultats consolidés à mesure que les unités sont livrées. Les estimations de la valeur nette de réalisation sont fondées sur les données les plus fiables disponibles quant au montant des stocks que la Société prévoit réaliser. Ces estimations tiennent compte des fluctuations de prix ou de coût liées directement à des événements survenant après la date de clôture dans la mesure où de tels événements confirment des conditions existantes à la date de clôture.

D. Immobilisations corporelles

Actifs acquis

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant (voir le point H). Ces coûts peuvent comprendre le coût de remplacement d'une partie importante d'une immobilisation corporelle et, dans cette situation, la valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée. Les coûts comprennent également des coûts d'emprunt directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif admissible (voir le point F).

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif comme suit :

- Bâtiments et améliorations locatives – 5 à 50 ans
- Machinerie et équipement – 3 à 25 ans
- Outillage utilisé pour des contrats précis – selon les quantités préétablies dans le contrat, sans toutefois dépasser la moindre des deux valeurs suivantes : dix ans ou la durée d'utilité. Les quantités prévues au contrat sont évaluées au début du stade de production, en tenant compte notamment des commandes fermes et des options. La direction de la Société mène des examens trimestriels et annuels des quantités déterminées par contrat.
- Pièces d'outillage standard et générales – 3 à 5 ans
- Matériel roulant – 3 à 10 ans
- Matériel informatique et de bureau – 3 à 5 ans

Un élément des immobilisations corporelles est décomptabilisé à la cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le gain ou la perte lié à la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif) est inclus dans l'état des résultats consolidé de l'exercice au cours duquel l'actif est décomptabilisé. La valeur résiduelle, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement de l'actif sont révisées et ajustées annuellement en fin d'exercice, ou lorsque certaines circonstances le justifient.

La valeur actuelle du coût prévu du démantèlement de l'actif après son utilisation est comprise dans le coût de l'actif respectif si les critères de comptabilisation d'une provision sont respectés. Se reporter au point L de la présente note et à la note 4, *Principales estimations et hypothèses comptables*, pour de plus amples informations sur la provision au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Actifs loués

Pour déterminer si un accord est un contrat de location ou contient un tel contrat, il faut se fonder sur la substance de l'accord à la date d'entrée en vigueur et établir si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs déterminés ou si l'accord confère le droit d'utiliser l'actif.

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée à la Société sont considérés comme des contrats de location-financement. Un contrat de location-financement est capitalisé à la date de prise d'effet du contrat à la juste valeur du bien loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les charges d'intérêts et la réduction de l'obligation liée au contrat de location. Les charges d'intérêts sont comptabilisées dans les états des résultats consolidés. Les actifs loués capitalisés sont comptabilisés dans les catégories d'immobilisations corporelles correspondant à leur nature. Les actifs loués capitalisés sont amortis sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou sur la durée du contrat de location, selon la plus courte des deux, s'il n'y a pas de certitude raisonnable que la Société deviendra propriétaire des actifs avant l'expiration du contrat de location.

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété n'est pas transférée à la Société sont considérés comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du contrat connexe.

E. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée comprennent les coûts de développement capitalisés, les relations clients et les contrats ainsi que les logiciels. Ils sont évalués au coût à leur comptabilisation initiale. Le coût des actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Suivant la comptabilisation initiale, ils sont inscrits au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant.

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont amortis sur leur durée d'utilité et soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe un indice que l'actif incorporel pourrait être déprécié. La période et la méthode d'amortissement des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont passées en revue chaque fin d'exercice ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Tout changement apporté à la durée d'utilité prévue ou au modèle prévu de consommation des avantages économiques futurs associés aux actifs incorporels à durée d'utilité déterminée est comptabilisé comme un changement d'estimation comptable.

Le gain ou la perte découlant de la décomptabilisation d'un actif incorporel correspond à la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif, et est comptabilisé dans les états des résultats consolidés.

Coûts de développement

Les coûts de développement liés à un contrat de vente en particulier sont capitalisés à titre d'actifs incorporels lorsque la Société peut démontrer :

- la faisabilité de l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'actif incorporel et de le mettre en service ou de le vendre;
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'actif;
- la façon dont l'actif générera des avantages économiques futurs;
- la disponibilité des ressources pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'actif incorporel;
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les coûts de développement capitalisés (coûts de conception et de fabrication et autres coûts connexes) liés aux contrats de vente sont amortis en fonction des quantités prévues préétablies destinées à la vente. Ils sont présentés déduction faite de l'aide gouvernementale et des contributions des clients connexes.

Les quantités prévues destinées à la vente sont établies selon l'évaluation par la direction au début de la production pour chaque contrat, en tenant compte, entre autres facteurs, des commandes fermes et des options existantes. La direction de la Société mène des examens trimestriels ainsi qu'un examen annuel détaillé, au quatrième trimestre, des quantités établies par contrat, des coûts de développement capitalisés liés aux contrats et de la recouvrabilité de ces coûts.

Suivant la comptabilisation initiale des coûts de développement capitalisés à titre d'actif, l'actif est comptabilisé au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant. L'amortissement commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être utilisé. Habituellement, la phase de développement s'étend sur une période de 4 à 7 ans. Durant la période de développement, l'actif est soumis à un test de dépréciation annuel.

Relations clients et contrats

Les relations clients et les contrats sont amortis selon la méthode linéaire sur les durées d'utilité estimatives des relations clients et contrats connexes, ce qui représente une période d'au plus 15 ans.

Logiciels

Les logiciels sont amortis sur une période de 3 à 7 ans.

F. Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent, sauf lorsqu'ils sont capitalisés à même le coût d'un actif admissible.

Les coûts d'emprunt sont capitalisés lorsque la Société :

- engage des dépenses pour l'actif;
- engage des coûts d'emprunt;
- entreprend des activités indispensables à la préparation de l'actif préalablement à son utilisation ou à sa vente prévue, dans la mesure où ces activités sont menées sur une période dépassant le cycle opérationnel normal de la Société (12 mois).

Par contre, la Société cesse de capitaliser les coûts d'emprunt lorsque la quasi-totalité des activités indispensables à la préparation de l'actif admissible préalablement à son utilisation ou à sa vente prévue sont terminées.

G. Regroupement d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur des actifs cédés, des instruments de capitaux propres émis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels pris en charge sont initialement évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Les frais liés à l'acquisition associés aux regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût moins les pertes de valeur cumulées, le cas échéant. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à partir de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie («UGT») de la Société ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise sont attribués à ces unités. Une UGT est le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Lorsque le goodwill fait partie d'une UGT et que l'entité cède une partie de l'entreprise au sein de cette unité, le goodwill associé à l'entreprise cédée est inclus dans la valeur comptable de cette entreprise aux fins du calcul du gain ou de la perte lié à la cession de l'entreprise. Le goodwill cédé dans de telles circonstances est évalué en fonction des valeurs relatives de l'entreprise cédée et de la partie de l'UGT conservée.

H. Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers

Le goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation le 31 mars ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Un test de dépréciation de l'exercice précédent peut être utilisé dans le test de dépréciation annuel lorsque des critères précis sont respectés. La dépréciation est établie en évaluant la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle se rapporte le goodwill. La valeur recouvrable d'une UGT est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'une UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La Société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie pour estimer la valeur d'utilité, qui consiste en des flux de trésorerie futurs dérivés du plus récent budget et du plan stratégique, qui couvrent une période de cinq ans, approuvés par la direction et le conseil d'administration de la Société. Ces flux de trésorerie futurs tiennent compte du rendement passé de chaque UGT, de la part de marché et des tendances économiques, des tendances du marché et de l'industrie, ainsi que des stratégies de l'entreprise. Un taux de croissance perpétuel est utilisé pour les flux de trésorerie au-delà de cette période de cinq ans. Le taux de croissance perpétuel est établi en fonction des marchés particuliers auxquels l'UGT participe. Le taux d'actualisation utilisé par la Société pour les flux de trésorerie est un taux avant impôts reposant sur le coût moyen pondéré du capital se rapportant à chaque UGT, qui reflète l'évaluation actuelle, par le marché, i) de la valeur temps de l'argent et ii) des risques propres à l'actif. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Les pertes de valeur liées au goodwill ne peuvent être reprises dans des périodes futures.

Pour les actifs non financiers autres que le goodwill, la Société évalue à chaque date de clôture s'il existe un indice que la valeur comptable pourrait être dépréciée. S'il existe un tel indice, la Société estime le montant recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité, et est établie pour un actif en particulier, à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs, la valeur recouvrable est établie par référence à la valeur d'utilité de l'UGT. Lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle selon un taux d'actualisation avant impôts qui reflète les évaluations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif. Pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, un modèle d'évaluation approprié est utilisé. Ces calculs sont corroborés par des multiples d'évaluation ou d'autres indicateurs disponibles de la juste valeur.

En ce qui concerne les actifs non financiers autres que le goodwill, une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise si la valeur recouvrable estimée a changé depuis la comptabilisation de la dernière perte de valeur. Cette valeur accrue ne peut dépasser la valeur comptable qui aurait été établie, déduction faite de l'amortissement cumulé, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif dans les exercices antérieurs. Cette reprise est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

I. Actifs financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié une version complète et définitive de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace la norme actuelle sur les instruments financiers (IAS 39). L'IFRS 9 présente une approche au classement des actifs financiers unique et fondée sur des principes, qui tient compte de la nature des flux de trésorerie et du modèle économique dans lequel l'actif est détenu. L'IFRS 9 donne également des lignes directrices sur le risque de crédit propre à une entité associé à ses passifs financiers et a modifié le modèle de la comptabilité de couverture afin d'aligner le traitement comptable avec la substance économique de la gestion des risques. La norme prescrit un modèle de dépréciation unique fondé sur les pertes attendues plutôt qu'un modèle axé sur les pertes subies.

La Société a adopté l'IFRS 9 le 1^{er} avril 2018 de manière rétrospective. L'adoption n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société et les données comparatives n'ont pas été retraitées.

Comptabilisation initiale

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net («JVRN»), au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global («JVAERG»). Le classement est fonction de deux critères, soit le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs, et la question de savoir si les flux de trésorerie contractuels des instruments correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le «critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels»). Les actifs financiers de la Société qui sont détenus dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir les actifs financiers afin de recouvrer des flux de trésorerie contractuels qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels sont classés et évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers se composent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et de certains autres actifs à court terme et à long terme.

Lorsque des actifs financiers sont comptabilisés initialement, ils sont évalués à la juste valeur, plus les coûts de transaction directement attribuables dans le cas d'un actif financier autre qu'à la JVRN. Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de la transaction, soit la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre les actifs.

JVRN

Les actifs financiers à la JVRN comprennent certains instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Les actifs financiers à la JVRN sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. La Société détermine si les instruments financiers dérivés incorporés doivent être séparés de leur contrat hôte au moment où elle devient partie au contrat.

Coût amorti

Les actifs financiers au coût amorti sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils comprennent principalement les comptes clients et certains autres actifs à court terme et à long terme. Les actifs financiers au coût amorti sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Une provision pour créances douteuses est comptabilisée en cas de perte de valeur d'un compte client. Également, en vertu de l'approche prospective fondée sur les pertes de crédit attendues, tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la JVRN, sont soumis à un test de dépréciation au moins à chaque date de présentation de l'information financière. Les pertes de crédit attendues correspondent à la différence entre les flux de trésorerie contractuels qui sont dus aux termes d'un contrat et tous les flux de trésorerie que la Société s'attend à recevoir. Le déficit est ensuite actualisé à un taux qui est une approximation du taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Pour ce qui est des comptes clients, la Société a appliqué l'approche simplifiée prescrite par la norme et a calculé les pertes de crédit attendues selon les pertes de crédit attendues pour la durée de vie des comptes clients, et ce montant n'était pas important aux 31 mars 2019 et 2018.

Si, dans une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et que cette diminution peut être liée objectivement à un événement survenu après la comptabilisation de la perte de valeur, la perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise en ajustant la provision pour créances douteuses. Toute reprise ultérieure d'une perte de valeur est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

JVAERG

Les actifs financiers à la JVAERG comprennent les swaps de devises et de taux d'intérêt qui servent à couvrir les investissements nets dans certaines filiales à l'étranger et les contrats de change à terme. Ils sont comptabilisés à la juste valeur. La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés, s'il y a lieu.

La Société évalue à chaque date de clôture si un actif financier a subi une perte de valeur.

J. Passifs financiers

Passifs à la juste valeur

Les passifs financiers classés comme étant à la JVRN comprennent les instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés à la JVAERG. Ils sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. Les gains et pertes sur les passifs financiers à la JVAERG sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Coût amorti

Les dettes, les comptes fournisseurs, les charges à payer, les provisions et certains autres passifs sont initialement comptabilisés à la juste valeur, moins les coûts de transaction directement attribuables, lorsqu'ils n'ont pas été désignés à la JVRN.

Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation sous-jacente au passif est acquittée, annulée ou a pris fin.

K. Instruments financiers dérivés et couvertures

Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés, comme les contrats de change à terme, les swaps de devises et de taux d'intérêt et les swaps sur actions, pour couvrir ses risques associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt et aux autres fluctuations de prix. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle un contrat dérivé est passé. Ils sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à titre d'actifs financiers lorsque la juste valeur est positive, et à titre de passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Couvertures de flux de trésorerie

Aux fins de la comptabilité de couverture, toutes les couvertures sont classées comme couvertures de flux de trésorerie sauf en ce qui concerne les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger (voir ci-dessous). La couverture de l'exposition liée à la variabilité des flux de trésorerie est attribuable à un risque associé à un passif comptabilisé ou à une transaction en devises prévue très probable.

Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et consigne officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque qui sous-tendent la couverture. Cela comprend l'identification de l'instrument de couverture, de la transaction couverte ou de l'élément couvert, de la nature du risque couvert et de la façon dont l'entité appréciera l'efficacité de la couverture. Ces couvertures devraient être hautement efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie et sont appréciées trimestriellement afin d'établir si elles ont effectivement été hautement efficaces tout au long des périodes désignées.

La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés lorsque la transaction couverte a une incidence sur le résultat, comme c'est le cas lorsque le produit financier couvert ou les frais financiers couverts sont comptabilisés ou lorsqu'une vente prévue se réalise. S'il n'est plus probable que la transaction prévue ou l'engagement ferme se réalise, les montants antérieurement comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés.

Couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société désigne une partie de la dette à long terme à titre de couverture de ses investissements nets dans des établissements à l'étranger. La partie des gains ou pertes sur l'élément de couverture qui est considérée comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés à la cession des investissements nets connexes.

L. Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) 1) résultant d'un événement passé, 2) lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et 3) lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge liée à toute provision est comptabilisée dans les états des résultats consolidés, diminuée de tout remboursement.

Si la date prévue de règlement dépasse 12 mois à partir de la date de comptabilisation, les provisions sont actualisées à l'aide d'un taux courant avant impôts qui reflète les risques propres au passif. Lorsque les provisions sont actualisées, leur actualisation attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée en tant que frais financiers. Les provisions sont examinées périodiquement et ajustées au besoin.

Contrats déficitaires

Ils représentent des marges négatives anticipées sur des contrats en cours ou dans le carnet de commandes (bons de commande fermes des clients).

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société constituent essentiellement des coûts de remise en état liés à l'un des sites de fabrication au Canada. La valeur actuelle de ces obligations est évaluée au cours de l'exercice pendant lequel les coûts sont identifiés et lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de leur valeur actuelle. La valeur actuelle des obligations correspond à la somme des flux de trésorerie futurs estimatifs actualisés liés aux coûts afférents aux obligations juridiques relatives à la remise en état future. Les coûts de mise hors service d'immobilisations sont capitalisés au titre des immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilité. La charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés à titre de frais financiers à mesure qu'elle survient. Les coûts de démantèlement futurs estimatifs sont passés en revue chaque année et ajustés au besoin. Les variations des coûts futurs estimatifs sont comptabilisées dans les états des résultats consolidés lorsqu'elles surviennent.

Garantie liée aux produits

Cette provision couvre le coût des défauts connus ou prévus des produits selon les modalités de garantie.

Litiges et autres

En raison de la nature de ses activités, dont l'achat ou la vente d'entreprises, la Société est exposée au risque de litiges techniques et commerciaux. Selon l'information dont elle disposait à la date de clôture, la Société a effectué un examen des risques financiers auxquels elle pourrait être exposée. La provision comptabilisée couvre les risques liés à ces litiges.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a mis en œuvre un plan de restructuration détaillé qui a été communiqué de façon suffisamment détaillée pour créer une obligation implicite. Une provision pour restructuration ne comprend que les coûts directement liés au plan de restructuration, et est mesurée selon la meilleure estimation du montant requis pour régler les obligations de la Société.

M. Facturations progressives

Les facturations progressives représentent les montants reçus des clients en contrepartie des coûts engagés à l'égard de contrats précis. Ces montants sont reclassés dans les ventes au moment où les unités connexes sont livrées et facturées aux clients.

N. Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés à la dette à long terme sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la période qui correspond à la durée de la dette à long terme connexe.

O. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Le coût des services rendus au cours de l'exercice et des services passés liés à ces régimes de retraite est comptabilisé dans le coût des ventes et les frais de vente et d'administration au poste «Charges du personnel» dans les états des résultats consolidés, tandis que les frais d'administration liés à ces régimes de retraite sont inclus dans les frais de vente et d'administration. Les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts nets sur le surplus ou le déficit net sont comptabilisés dans les frais financiers.

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées, qui fait appel à la meilleure estimation de la direction concernant l'évolution future des niveaux de salaire, le cas échéant, l'augmentation des autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés, les taux d'actualisation et d'autres facteurs actuariels.

Les passifs au titre des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite compris dans les autres passifs aux bilans consolidés représentent la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies, moins la juste valeur des actifs des régimes.

Les réévaluations des régimes à prestations définies comprennent les gains et les pertes actuariels, les changements dans l'effet du plafonnement de l'actif ainsi que le rendement des actifs des régimes à l'exclusion du montant compris dans l'intérêt net sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies. Les réévaluations sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global au cours de la période où elles sont réalisées.

Les coûts des services passés découlant des modifications apportées aux régimes sont comptabilisés en totalité dans les états des résultats consolidés.

P. Rémunération fondée sur des actions

Régime d'option sur actions

La Société offre un régime d'options sur actions en vertu duquel des options visant l'achat d'actions ordinaires sont émises en faveur des dirigeants et employés clés. La Société utilise un modèle binomial pour déterminer, au moment de l'attribution, la juste valeur des options sur actions, laquelle est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition à l'aide du mode d'amortissement graduel. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans le surplus d'apport.

Régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat

La Société offre un régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat qui permet aux membres clés de la direction d'acquérir, au moyen de retenues salariales, lesquelles ne peuvent excéder 10 % de leur salaire annuel de base, un certain nombre d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto («TSE»). La Société verse un montant correspondant à une partie des cotisations des employés sous forme d'actions ordinaires additionnelles acquises à la TSE au cours du marché. La cotisation de la Société ne peut excéder 5,25 % du salaire de base annuel des employés. Les actions ordinaires achetées par la Société au nom des employés sont comptabilisées dans les frais de vente et d'administration.

Régime d'unités d'action différées («UAD»)

La Société offre un régime d'UAD en vertu duquel des droits sont attribués aux administrateurs non salariés. Ce régime permet aux participants de recevoir une rémunération à la fin de leur mandat, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente un montant en numéraire égal à une fois le cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD.

Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice, de convertir jusqu'à concurrence de 100 % de ses honoraires annuels d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période d'un an. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'à l'exercice et au paiement des UAD à la fin du mandat de chacun des administrateurs.

Régime d'unités d'actions liées au rendement («UAR»)

La Société offre un régime d'UAR dans le cadre du régime de rémunération incitative à l'intention des dirigeants et des employés clés. Les UAR sont acquises sur une période de trois ans. Les UAR permettent aux participants de recevoir une rémunération à la date d'expiration ou de cessation d'emploi qui représente un montant en numéraire égal au cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAR dont les droits sont acquis, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles financières.

Les UAR sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'au paiement ou à l'annulation des UAR à la date d'expiration ou de cessation d'emploi.

Q. Comptabilisation des produits

En mai 2014, l'International Accounting Standards Board («IASB») et le Financial Accounting Standards Board («FASB») ont publié conjointement l'IFRS 15, une norme harmonisée portant sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Elle remplace les lignes directrices actuellement en vigueur de l'IASB sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires, y compris l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et les interprétations connexes. L'IFRS 15 prescrit l'utilisation d'un modèle unique à cinq étapes fondé sur des principes au moment de comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients.

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 15 en appliquant la méthode rétrospective intégrale et l'adoption n'a pas eu d'incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des escomptes estimés et après élimination des ventes intersociétés. Les produits de la vente de biens sont comptabilisés de manière à illustrer le transfert des biens promis à un client selon un montant reflétant la contrepartie attendue en échange du transfert de ces biens. L'application de ce concept se déroule en cinq étapes :

1. Identifier le contrat conclu avec un client;
2. Identifier les obligations de prestation prévues au contrat;
3. Déterminer le prix de transaction;
4. Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat;
5. Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli ou à mesure qu'elle remplit une obligation de prestation, généralement à la livraison des produits.

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de composantes aéronautiques nouvelles ou remises en état sont considérés comme une seule et même obligation de prestation et sont comptabilisés au moment précis où le client a obtenu le contrôle de la composante et que la Société a rempli son obligation de prestation. En général, ces conditions sont satisfaites à la livraison des biens.

R. Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, qui comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt, les subventions ainsi que la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales, est comptabilisée lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'elle sera reçue et que toutes les conditions connexes seront respectées. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un élément de charge, elle est comptabilisée en tant que réduction de la charge au cours de la période nécessaire pour faire correspondre systématiquement l'aide gouvernementale aux coûts qu'elle est censée subventionner. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un actif, elle est déduite du coût de l'actif connexe.

Les prêts non remboursables sous conditions des autorités gouvernementales sont comptabilisés à titre d'aide gouvernementale s'il existe une assurance raisonnable que l'entité remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt.

Les avantages découlant des prêts consentis par des autorités gouvernementales assortis d'un taux d'intérêt inférieur à celui du marché correspondent, à la date d'octroi, à la différence entre la trésorerie reçue et le montant auquel les prêts sont initialement comptabilisés dans le bilan consolidé. À la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché correspond à la valeur actuelle de tous les décaissements futurs de trésorerie, actualisés à l'aide du taux d'intérêt du marché en vigueur pour un instrument similaire ayant une notation semblable.

Après la comptabilisation initiale, le prêt est comptabilisé comme un passif financier évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les remboursements sont fondés essentiellement sur la croissance des ventes de la Société, ou sur les ventes de programmes particuliers. Les hypothèses sous-jacentes aux ventes prévues, qui sont passées en revue au moins une fois l'an, servent à établir le calendrier des remboursements prévus. Lorsque le calendrier des remboursements prévus est modifié, la Société recalcule la valeur comptable du prêt en utilisant le taux d'intérêt effectif initial, le gain ou la perte correspondant étant comptabilisé dans les frais financiers.

S. Impôts et taxes

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont évalués au montant que l'on s'attend à payer aux administrations fiscales ou à recouvrer de celles-ci en utilisant les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible se rapportant à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour les différences temporaires existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable aux fins de présentation de l'information financière. Des actifs et des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles et imposables, sauf :

- lorsque l'actif ou le passif d'impôt différé découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou d'un actif ou passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a d'incidence ni sur le résultat comptable ni sur le résultat imposable;
- en ce qui concerne les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales, lorsque la Société est en mesure de contrôler la date à laquelle les différences temporaires se résorberont et qu'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les autres différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées, dans la mesure où il est probable qu'un résultat imposable sera réalisé, contre lequel la Société pourra appliquer les différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est examinée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un résultat imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la totalité ou d'une partie de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif est réalisé ou le passif réglé, selon les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt différé associé à des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé directement dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible contre les passifs d'impôt exigible et si l'impôt différé concerne des impôts prélevés par la même administration fiscale à l'égard de la même entité imposable. Tous les actifs et passifs d'impôt différé sont classés comme étant à long terme.

Taxes de vente

Les ventes, les charges et les actifs sont comptabilisés compte non tenu du montant des taxes de vente, sauf lorsque les taxes de vente payables sur l'achat de biens ou de services ne sont pas recouvrables auprès des administrations fiscales, auquel cas les taxes de vente sont comptabilisées dans le coût d'acquisition de l'actif ou dans la charge connexe, selon le cas.

Les comptes clients et les comptes fournisseurs sont comptabilisés compte tenu du montant des taxes de vente, le cas échéant.

Le montant net des taxes de vente recouvrables auprès de l'administration fiscale, ou payables à celle-ci, est compris dans les autres actifs à court terme ou les comptes fournisseurs et charges à payer dans le bilan consolidé.

T. Bénéfice par action

Le bénéfice de base et dilué par action est calculé à partir du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Il est également déterminé à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice. Le calcul du bénéfice dilué par action tient compte de l'exercice de tous les éléments dilutifs. Cette méthode suppose que le produit provenant des options sur actions dans le cours serait utilisé pour racheter des actions ordinaires à leur cours moyen pendant l'exercice.

U. Modifications futures des méthodes comptables

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme représente une révision importante de la façon dont une société comptabilise les contrats de location, elle établit les principes que doivent appliquer les deux parties à un contrat, soit le client (le preneur) et le fournisseur (le bailleur), afin de fournir l'information pertinente à propos des contrats de location de manière à représenter fidèlement ces transactions. Pour atteindre cet objectif, un preneur doit comptabiliser les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location selon un modèle unique alors qu'auparavant, les contrats de location étaient classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple. La plupart des contrats de location seront comptabilisés au bilan consolidé de la Société. Certaines exemptions s'appliqueront aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur. La Société prévoit que l'adoption de la norme aura une incidence sur le bilan et l'état des résultats puisque tous les contrats de location simple seront capitalisés avec une obligation locative correspondante, alors que les charges locatives seront remplacées par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et une charge de désactualisation comptabilisée sur l'obligation connexe.

La Société doit appliquer cette norme selon une approche rétrospective intégrale ou une approche rétrospective modifiée (sans retraitement des données comparatives) pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2019. Plusieurs contrats de location de la Société sont déjà comptabilisés au bilan consolidé de la Société à titre de contrats de location-financement. Certains contrats de location simple devront être comptabilisés au bilan tandis que ceux pour lesquels la Société se sera prévaluée des mesures de simplification n'auront pas à l'être. La Société a choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes :

- Comptabiliser les contrats de location dont la durée résiduelle est inférieure à 12 mois à compter de la date effective comme contrats de location à court terme;
- Comptabiliser les contrats de location à court terme et les contrats de location de faible valeur selon la méthode linéaire dans les charges d'exploitation aux états des résultats consolidés, comme c'est actuellement le cas en vertu de l'IAS 17, *Contrats de location*.

À la première application de cette norme le 1^{er} avril 2019, selon l'approche rétrospective modifiée, la Société s'attend à ce que l'actif d'ouverture (actifs au titre de droits d'utilisation) et le passif d'ouverture (obligations locatives) inscrits dans ses états financiers consolidés augmentent d'environ 15,0 millions de dollars.

NOTE 4. PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants aux résultats financiers de la Société ou à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes :

A. Dépréciation des actifs non financiers

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui pourraient améliorer le rendement de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie, aux flux de trésorerie futurs attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 17.

B. Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes et différences temporaires déductibles pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

C. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 25.

D. Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats. Aux fins du test de dépréciation, la Société exerce son jugement pour recenser les entrées et sorties de trésorerie. La valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente, habituellement établie à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés. Les autres hypothèses utilisées pour établir la valeur recouvrable comprennent le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs attendus qui comprennent les coûts d'achèvement des activités de développement.

E. Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

F. Prêts des autorités gouvernementales

La Société a des prêts auprès d'autorités gouvernementales assortis de modalités de remboursement variables. Les remboursements annuels effectués sur ces prêts varient habituellement en fonction des ventes de certains programmes ou secteurs de la Société. Aux fins de la comptabilisation de la valeur actualisée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ou de la comptabilisation initiale de l'aide gouvernementale, la direction doit estimer la croissance future des ventes de ces programmes ou secteurs sur la durée prévue du prêt. Ces prévisions servent à déterminer le taux d'intérêt effectif et le calendrier des remboursements prévus. Dans l'établissement de ces montants, la direction s'appuie sur les taux d'intérêt du marché et sur des hypothèses à l'égard notamment des nouvelles commandes actuelles et futures, des carnets de commandes de l'industrie, des cadences de production des fabricants d'équipement d'origine («OEM»), des perspectives économiques, de la stabilité des taux de change et de la capacité de la Société à réaliser les principaux mandats qui lui sont confiés.

G. Relations clients

Les relations clients acquises dans le cadre d'acquisitions d'entreprises sont considérées être des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée. Leur valeur est estimée au moment de l'acquisition au moyen de méthodes d'évaluation reposant sur diverses hypothèses sous-jacentes, qui touchent notamment :

- les commandes futures attendues;
- l'exécution opérationnelle et la gestion des coûts;
- la stabilité de la conjoncture économique, y compris les taux de change;
- les cadences de production;
- les dépenses des gouvernements.

Les relations clients sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité, sans dépasser 15 ans.

NOTE 5. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Acquisition de CESA

Le 1^{er} octobre 2018, la Société a conclu l'acquisition de Compañía Española de Sistemas Aeronauticos S.A. («CESA»), filiale d'Airbus SE, pour un montant de 130 370 € (195 816 \$). CESA, dont le siège social est situé à Madrid, en Espagne, compte parmi les grands fournisseurs européens de systèmes de mécanique des fluides et de systèmes électromécaniques pour l'industrie aérospatiale. Cette acquisition permet à la Société d'élargir son offre de produits en aérospatiale dans les systèmes d'actionnement, les systèmes de trains d'atterrissage et les systèmes hydrauliques. La transaction a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises.

L'acquisition de CESA a été financée au moyen de ce qui suit :

- un emprunt à terme subordonné non garanti de 50 000 \$ d'une durée de sept ans consenti par le Fonds de solidarité FTQ;
- un prélèvement de 50 000 \$ US (65 205 \$) sur la facilité de crédit de la Société;
- le solde de trésorerie disponible de la Société.

De plus, la Société a pris en charge la dette nette en cours de CESA d'un montant d'environ 23 697 € (35 594 \$) à la clôture.

Pour la période du 1^{er} octobre 2018 au 31 mars 2019, les ventes et le résultat net consolidés de la Société comprenaient respectivement des montants de 42 086 € (63 519 \$) et 2 674 € (4 047 \$) générés par CESA. Si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2018, les ventes et le résultat net consolidés de CESA se seraient élevés respectivement à 117 277 \$ et 2 806 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Cette transaction expose la Société à de nouveaux risques de change et de taux d'intérêt. Se reporter à la note 32 pour de plus amples renseignements sur ces risques et la façon dont ils sont atténués.

Acquisition de Beaver

Le 2 juillet 2018, la Société a acquis auprès de Phillips Service Industries Inc. la totalité des actions de Beaver Aerospace & Defense Inc. et de sa filiale en propriété exclusive PowerTHRU Inc. («Beaver») au prix d'achat de 21 617 \$ US (28 466 \$). Le prix d'achat comprend un ajustement lié au fonds de roulement reçu en avril 2019 d'un montant de 295 \$ US (388 \$) ainsi qu'un solde de prix de vente de 3 500 \$ US (4 609 \$) payable au cours des deux prochaines années et portant intérêt au taux de 3 %. La transaction a été financée au moyen de la trésorerie disponible de la Société et a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises. Cette acquisition permet à la Société d'élargir son offre de produits en aérospatiale dans les vis à rotule et les systèmes d'actionnement ainsi que d'accroître sa présence en Amérique du Nord.

Pour la période du 2 juillet 2018 au 31 mars 2019, les ventes et le résultat net consolidés de la Société comprenaient respectivement des montants de 18 871 \$ US (24 839 \$) et 1 395 \$ US (1 828 \$) générés par Beaver. Si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2018, les ventes et le résultat net consolidés de Beaver se seraient élevés respectivement à 33 223 \$ et 2 243 \$.

Acquisition de Tekalia

Le 23 janvier 2019, la Société a conclu l'acquisition de 60 % des actions de Tekalia Aeronautik (2010) Inc. («Tekalia»), un fournisseur de services de traitement des surfaces pour l'industrie aérospatiale dont les ventes annuelles s'élèvent à environ 12 000 \$, au prix d'achat de 6 529 \$. La transaction a été financée au moyen de la trésorerie disponible de la Société et a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises. L'acquisition de Tekalia permet à la Société d'affermir ses capacités de traitement des surfaces à l'appui de la croissance de ses clients en Amérique du Nord.

En ce qui concerne ces acquisitions, la Société a engagé des frais liés aux acquisitions qui sont présentés à la note 10.

Prix d'achat

Les prix d'achat et les répartitions préliminaires des prix d'achat qui reflètent la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge, tout excédent étant affecté au goodwill, ont été déterminés selon la méthode de l'acquisition, comme suit :

	CESA	Beaver	Tekalia	Total
Paiement en espèces	170 930 \$	23 671 \$	3 548 \$	198 149 \$
Dette à long terme prise en charge	35 594	574	2 981	39 149
Ajustement lié au fonds de roulement à recevoir	(10 708)	(388)	—	(11 096)
Solde de prix de vente à payer	—	4 609	—	4 609
Prix d'achat total pour la participation de la Société	195 816 \$	28 466 \$	6 529 \$	230 811 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	2 365	2 365
	195 816 \$	28 466 \$	8 894 \$	233 176 \$

Répartitions des prix d'achat

	CESA	Beaver	Tekalia	Total
Comptes clients	28 293 \$	6 787 \$	2 406 \$	37 486 \$
Stocks	36 692	10 165	1 105	47 962
Impôts à recevoir	505	—	—	505
Autres actifs à court terme	596	50	182	828
	66 086	17 002	3 693	86 781
Immobilisations corporelles	44 923	3 635	8 566	57 124
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	40 407	4 050	176	44 633
Actifs d'impôt différé	—	2 774	—	2 774
Autres actifs à long terme – Crédits d'impôt à recevoir	7 843	—	—	7 843
Total des actifs identifiables	159 259 \$	27 461 \$	12 435 \$	199 155 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	16 773	2 588	4 833	24 194
Provisions	11 897	2 118	—	14 015
Avances de clients et facturations progressives	4 188	450	—	4 638
	32 858	5 156	4 833	42 847
Provisions	4 308	8 549	—	12 857
Passifs d'impôt différé	3 465	—	—	3 465
Autres passifs – Comptes fournisseurs à long terme	4 365	—	—	4 365
Total des passifs identifiables	44 996 \$	13 705 \$	4 833 \$	63 534 \$
Actifs et passifs identifiables, montant net	114 263	13 756	7 602	135 621
Goodwill	81 553	14 710	1 292	97 555
Prix d'achat total	195 816 \$	28 466 \$	8 894 \$	233 176 \$

Les répartitions des prix d'achat de CESA et de Tekalia sont préliminaires. Le prix d'achat de CESA est sous réserve des ajustements finaux liés au fonds de roulement. Dans le cas de Tekalia, en raison de la courte période écoulée entre la date d'acquisition et la date d'approbation des états financiers consolidés par le conseil d'administration de la Société, la direction est train de recueillir l'information nécessaire pour finaliser la répartition du prix d'achat. Par conséquent, les répartitions définitives des prix d'achat pourraient donner lieu à des modifications de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge.

NOTE 6. VENTES ET CARNET DE COMMANDES

Le montant des ventes comptabilisées par secteur se présente comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Commercial	236 283 \$	195 101 \$
Défense	247 594	191 463
Total des ventes	483 877 \$	386 564 \$

Le carnet de commandes de la Société représente le montant total des produits des activités ordinaires qui devraient être réalisés dans une période de 24 mois relativement à des obligations de prestations partiellement ou nullement remplies au 31 mars 2019, à mesure que la Société remplit ses obligations aux termes des contrats à la livraison. Le carnet de commandes ne tient compte que de la valeur des commandes fermes. Ces commandes pourraient faire l'objet de modifications futures susceptibles d'avoir une incidence sur le montant ou le moment de la comptabilisation des produits. Au 31 mars 2019, le carnet de commandes de la Société s'établissait à 623 925 \$.

NOTE 7. AIDE GOUVERNEMENTALE

L'aide gouvernementale déduite du coût des actifs connexes ou portée en réduction des charges se présente comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	1 125 \$	332 \$
Immobilisations corporelles	497	619
Coût des ventes et frais de vente et d'administration	3 903	1 929

L'aide gouvernementale comprend des crédits d'impôt à la recherche et au développement, d'autres crédits et des subventions.

NOTE 8. COÛT DES VENTES ET FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les principaux éléments de ces charges s'établissent comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Matières premières et pièces achetées	179 395 \$	140 361 \$
Charges du personnel	154 406	126 292
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (notes 15 et 16)	32 650	26 579
Autres	75 863	63 007
	442 314 \$	356 239 \$

Les gains ou pertes de change découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises sont inclus dans les frais de vente et d'administration de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, le gain de change s'est élevé à 718 \$ (148 \$ en 2018).

NOTE 9. FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets se présentent comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	2 361 \$	2 300 \$
Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés (note 10)	391	344
Modification des estimations de remboursement des prêts des autorités gouvernementales (note 20)	(1 036)	(1 834)
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies (note 25)	150	153
Amortissement des frais de financement différés	505	238
Autres frais (produits) financiers hors trésorerie	326	(443)
Frais financiers nets hors trésorerie	2 697	758
Charges d'intérêts	4 461	2 299
Gains nets sur certains instruments financiers dérivés (note 10)	—	(255)
Commission d'attente	453	315
Produits d'intérêts tirés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(800)	(580)
	6 811 \$	2 537 \$

NOTE 10. ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

Les éléments non récurrents se présentent comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Éléments non récurrents du résultat opérationnel		
Frais liés aux acquisitions	4 323 \$	1 957 \$
Frais de restructuration	— \$	4 990 \$
	4 323 \$	6 947 \$
Éléments non récurrents des frais (produits) financiers nets		
Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés	391 \$	89 \$
	391 \$	89 \$
Éléments non récurrents de la charge d'impôt sur le résultat		
Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	— \$	4 912 \$
	— \$	4 912 \$

Frais liés aux acquisitions

Ces frais comprennent essentiellement des honoraires professionnels et autres frais relatifs aux acquisitions de CESA, de Beaver et de Tekalia.

Frais de restructuration

En mars 2018, la Société a annoncé des ajustements d'effectifs visant une soixantaine d'employés à son usine de Longueuil à la suite du non-renouvellement du contrat conclu avec l'armée de l'air américaine. Ces ajustements d'effectifs ainsi que d'autres coûts liés à la diminution du volume ont entraîné des frais de restructuration de 4 990 \$ qui ont été comptabilisés au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2018, notamment des prestations de cessation d'emploi de 2 729 \$ et d'autres coûts liés à la réduction du volume de 2 261 \$. La partie impayée de ces frais de restructuration, qui se chiffrait à 304 \$ au 31 mars 2019 (2 545 \$ au 31 mars 2018), est incluse dans les autres passifs et les provisions à court terme au bilan consolidé de la Société. Se reporter à la note 19, sous le poste «Autres».

Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés

Ces pertes se rapportent aux instruments financiers dérivés acquis dans le but d'atténuer le risque de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard du prix d'achat et du financement de l'acquisition de CESA. Se reporter à la rubrique intitulée «Instruments dérivés» dans la section *Renseignements supplémentaires* ci-dessous pour plus de précisions.

Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis

Cette charge d'impôt non récurrente de 4 912 \$ comptabilisée au cours de l'exercice 2018 se rapporte à la réforme fiscale aux États-Unis adoptée le 22 décembre 2017.

NOTE 11. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente les éléments utilisés pour calculer le bénéfice de base et dilué par action pour les exercices :

	2019	2018
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	36 307 708	36 154 272
Effet dilutif des options sur actions de la Société	129 344	177 342
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	36 437 052	36 331 614
Options exclues du calcul du bénéfice dilué par action ¹	526 500	356 500

¹ Exclues du calcul du bénéfice dilué par action en raison de leur effet antidilutif.

NOTE 12. STOCKS

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Matières premières	97 976 \$	62 902 \$
Produits en cours	84 752	69 118
Produits finis	1 307	2 307
	184 035 \$	134 327 \$

Le montant des stocks comptabilisés à titre de coût des ventes pour l'exercice clos le 31 mars 2019 s'est élevé à 333 917 \$ (267 753 \$ en 2018).

Les provisions liées aux stocks se présentent comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Provisions constatées à titre de coût des ventes	8 118 \$	7 312 \$
Reprises de provisions d'exercices antérieurs	9 116	13 639

Pour l'exercice 2019, les reprises de provisions d'exercices antérieurs comprennent des charges de 1 705 \$ (5 568 \$ en 2018) relativement à des produits livrés ou ayant fait l'objet d'une radiation au cours de l'exercice, à l'égard desquels une provision pour perte de valeur a été comptabilisée au cours d'exercices antérieurs pour les ramener à leur valeur nette de réalisation, sans incidence sur le résultat. Elles comprennent aussi le résultat de la réévaluation, à chaque date de clôture, de la valeur nette de réalisation des stocks en fonction des contrats de vente et des coûts de fabrication connexes. La réévaluation tient compte des variations du prix de vente et du nombre d'unités à livrer en vertu des contrats conclus, de même que de la baisse des coûts de production résultant de l'amélioration des processus de fabrication.

NOTE 13. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Actifs à court terme		
Contrats de change à terme	399 \$	1 776 \$
Swaps de devises et de taux d'intérêt	384	—
	783 \$	1 776 \$
Actifs à long terme		
Contrats de change à terme	190 \$	1 172 \$
Swaps de devises et de taux d'intérêt	1 735	—
Swap sur actions	3 891	2 249
	5 816 \$	3 421 \$
Passifs à court terme		
Contrats de change à terme	2 134 \$	382 \$
Swaps de taux d'intérêt	—	7
	2 134 \$	389 \$
Passifs à long terme		
Contrats de change à terme	1 317 \$	76 \$
Swaps de devises et de taux d'intérêt	—	2 313
	1 317 \$	2 389 \$

NOTE 14. AUTRES ACTIFS

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Ajustements du fonds de roulement à recevoir (note 5)	10 695 \$	— \$
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	6 366	523
Frais payés d'avance	5 171	3 614
Taxes de vente à recevoir	3 415	1 676
Autres	1 050	643
Autres actifs à court terme	26 697 \$	6 456 \$
Crédits d'impôt à recevoir	6 914	3 165
Autres	—	1 043
Autres actifs à long terme	6 914 \$	4 208 \$

NOTE 15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2018	6 500 \$	90 089 \$	235 411 \$	14 574 \$	2 308 \$	348 882 \$
Acquisitions	124	1 981	10 845	2 127	(1 201)	13 876
Acquisitions d'entreprises	12 487	22 622	19 380	1 568	1 067	57 124
Aide gouvernementale (note 7)	—	(23)	(420)	(54)	—	(497)
Mises hors service et cessions	—	(10)	(1 157)	(94)	7	(1 254)
Incidence des variations des taux de change	(82)	1 097	4 626	100	(48)	5 693
Au 31 mars 2019	19 029 \$	115 756 \$	268 685 \$	18 221 \$	2 133 \$	423 824 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2018	— \$	29 432 \$	130 981 \$	8 966 \$	— \$	169 379 \$
Charge d'amortissement	—	4 638	17 636	2 079	—	24 353
Mises hors service et cessions	—	(6)	(1 128)	(93)	—	(1 227)
Incidence des variations des taux de change	—	285	3 022	58	—	3 365
Au 31 mars 2019	— \$	34 349 \$	150 511 \$	11 010 \$	— \$	195 870 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2019	19 029 \$	81 407 \$	118 174 \$	7 211 \$	2 133 \$	227 954 \$

	Terrains	Bâtiments et aménagement des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2017	6 502 \$	90 553 \$	233 182 \$	14 607 \$	4 915 \$	349 759 \$
Acquisitions	—	1 034	10 984	1 299	(2 626)	10 691
Aide gouvernementale (note 7)	—	(15)	(557)	(47)	—	(619)
Mises hors service et cessions	—	(1 018)	(7 078)	(1 244)	—	(9 340)
Incidence des variations des taux de change	(2)	(465)	(1 120)	(41)	19	(1 609)
Au 31 mars 2018	6 500 \$	90 089 \$	235 411 \$	14 574 \$	2 308 \$	348 882 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2017	— \$	26 769 \$	121 797 \$	8 346 \$	— \$	156 912 \$
Charge d'amortissement	—	3 770	15 234	1 811	—	20 815
Réduction de valeur (note 10)	—	—	886	—	—	886
Mises hors service et cessions	—	(1 005)	(6 979)	(1 169)	—	(9 153)
Incidence des variations des taux de change	—	(102)	43	(22)	—	(81)
Au 31 mars 2018	— \$	29 432 \$	130 981 \$	8 966 \$	— \$	169 379 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2018	6 500 \$	60 657 \$	104 430 \$	5 608 \$	2 308 \$	179 503 \$

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Acquisitions brutes	13 876 \$	10 691 \$
Aide gouvernementale (note 7)	(497)	(619)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	13 379	10 072
Variation des acquisitions non payées incluses dans les comptes fournisseurs et autres passifs à la fin de l'exercice	(521)	(142)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	12 858 \$	9 930 \$

Au 31 mars 2019, le coût de la machinerie, de l'équipement et de l'outillage comprenait des actifs acquis aux termes de contrats de location-financement d'un montant de 40 716 \$ (40 151 \$ au 31 mars 2018) dont l'amortissement cumulé s'élevait à 10 006 \$ (6 847 \$ au 31 mars 2018).

Au 31 mars 2019 et 2018, la construction en cours comprenait essentiellement le coût lié à la machinerie et à l'équipement. Au 31 mars 2019, le coût des immobilisations corporelles encore utilisées et entièrement amorties était de 91 109 \$ (87 188 \$ au 31 mars 2018).

NOTE 16. ACTIFS INCORPORELS À DURÉE D'UTILITÉ DÉTERMINÉE

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2018	31 160 \$	18 641 \$	25 404 \$	75 205 \$
Acquisitions	3 165	2 749	—	5 914
Acquisitions d'entreprises	—	1 693	42 940	44 633
Financement de clients	(7 142)	—	—	(7 142)
Aide gouvernementale (note 7)	(1 046)	(79)	—	(1 125)
Mises hors service et cessions	—	(480)	—	(480)
Incidence des variations des taux de change	219	(612)	(258)	(651)
Au 31 mars 2019	26 356 \$	21 912 \$	68 086 \$	116 354 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2018	11 493 \$	14 152 \$	13 704 \$	39 349 \$
Charge d'amortissement	948	2 226	5 124	8 298
Mises hors service et cessions	—	(480)	—	(480)
Incidence des variations des taux de change	25	(120)	(95)	(190)
Au 31 mars 2019	12 466 \$	15 778 \$	18 733 \$	46 977 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2019	13 890 \$	6 134 \$	49 353 \$	69 377 \$

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2017	37 073 \$	17 773 \$	23 918 \$	78 764 \$
Acquisitions	1 053	1 523	—	2 576
Financement de clients	(7 005)	—	—	(7 005)
Aide gouvernementale (note 7)	—	(332)	—	(332)
Mises hors service et cessions	—	(520)	—	(520)
Incidence des variations des taux de change	39	197	1 486	1 722
Au 31 mars 2018	31 160 \$	18 641 \$	25 404 \$	75 205 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2017	10 907 \$	12 902 \$	9 488 \$	33 297 \$
Charge d'amortissement	586	1 683	3 495	5 764
Mises hors service et cessions	—	(482)	—	(482)
Incidence des variations des taux de change	—	49	721	770
Au 31 mars 2018	11 493 \$	14 152 \$	13 704 \$	39 349 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2018	19 667 \$	4 489 \$	11 700 \$	35 856 \$

NOTE 17. GOODWILL

Le goodwill a évolué comme suit au cours des exercices :

	2019	2018
Solde au début de l'exercice	91 137 \$	86 049 \$
Acquisitions d'entreprises	97 555	—
Incidence des variations des taux de change	(3 055)	5 088
Solde à la fin de l'exercice	185 637 \$	91 137 \$

La valeur comptable nette du goodwill était affectée aux UGT suivantes au :

	31 mars 2019
Amérique du Nord	67 561 \$
Royaume-Uni	65 041
Espagne	53 035
Goodwill	185 637 \$

Les hypothèses clés suivantes ont été utilisées pour déterminer les valeurs recouvrables dans le cadre des tests de dépréciation effectués au 31 mars 2019 :

	Taux d'actualisation avant impôts	Taux de croissance perpétuel
Amérique du Nord	13,1 %	2,8 %
Royaume-Uni	13,6 %	2,8 %
Espagne	14,1 %	2,8 %

Sensibilité des montants recouvrables

Le tableau suivant présente, pour chaque UGT, les changements du taux d'actualisation ou du taux de croissance perpétuel utilisés dans les derniers tests qui auraient été nécessaires afin de recouvrer la valeur comptable de chaque UGT au 31 mars 2019 :

	Hausse additionnelle du taux d'actualisation	Baisse additionnelle du taux de croissance perpétuel
Amérique du Nord	3,1 %	4,8 %
Royaume-Uni	6,7 %	12,9 %
Espagne	0,8 %	2,4 %

NOTE 18. COMPTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Comptes fournisseurs ¹	76 749 \$	41 645 \$
Charges à payer ²	37 403	23 412
Autres	3 838	2 534
Comptes fournisseurs et charges à payer	117 990 \$	67 591 \$

¹ Les comptes fournisseurs sont généralement réglés dans un délai de 30 à 60 jours.

² Les charges à payer comprennent principalement des passifs liés au personnel.

NOTE 19. PROVISIONS

	Contrats déficitaires	Obligations liées à la mise hors service d'immobili- sations	Garantie liée aux produits	Autres (note 26)	Total
Au 31 mars 2018	243 \$	5 770 \$	7 456 \$	9 321 \$	22 790 \$
Constituées au cours de l'exercice	355	—	1 052	1 869	3 276
Acquisitions d'entreprises (note 5)	14 088	—	6 925	5 859	26 872
Charges d'intérêts au titre de la désactualisation	—	174	—	—	174
Utilisées	(2 300)	—	(1 567)	(2 642)	(6 509)
Reprises	(2)	—	(1 029)	(821)	(1 852)
Ajustements du taux d'actualisation	—	152	—	—	152
Incidence des variations des taux de change	54	—	(187)	(161)	(294)
Au 31 mars 2019	12 438 \$	6 096 \$	12 650 \$	13 425 \$	44 609
Moins : tranche à court terme	5 644	—	9 113	13 063	27 820
Tranche à long terme	6 794 \$	6 096 \$	3 537 \$	362 \$	16 789 \$

NOTE 20. DETTE À LONG TERME

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie	94 877 \$	54 155 \$
Prêts des autorités gouvernementales	89 701	52 540
Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti	50 000	—
Obligations en vertu de contrats de location-financement	20 411	25 269
Solde de prix de vente lié à une acquisition d'entreprise (note 5)	4 677	—
Autres ¹	3 592	—
Frais de financement différés, montant net	(2 952)	(923)
	260 306	131 041
Moins : tranche à court terme	15 066	5 356
Dettes à long terme	245 240 \$	125 685 \$

¹) Ont trait à des emprunts garantis contractés par une filiale.

Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité renouvelable»)

Les modalités pertinentes de la facilité de crédit et les montants prélevés sur celle-ci sont comme suit :

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Limite, en dollars canadiens ou l'équivalent, en dollars américains, en euros ou en livres sterling ¹	250 000 \$	200 000 \$
Montants prélevés en dollars américains		
Montant	71 000 \$ US	42 000 \$ US
Taux	LIBOR + 2,0 %	LIBOR + 1,125 %
Taux effectif	4,5 %	3,0 %

¹) Comprend une clause accordéon qui permet d'augmenter la facilité de crédit jusqu'à un montant de 350 millions de dollars tout au long de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Le 24 septembre 2018, la Société a conclu avec son syndicat bancaire une entente visant à augmenter la limite de 200 000 \$ de la facilité renouvelable pour la porter à 250 000 \$. La plupart des autres modalités sont demeurées inchangées. Des frais de financement totalisant 1 699 \$ ont été différés et sont amortis sur la durée des emprunts visés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La facilité de crédit est garantie par la quasi-totalité des actifs de la Société et de ses filiales, et viendra à échéance le 24 mai 2022.

Prêts des autorités gouvernementales

Les prêts des autorités gouvernementales représentent de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été contractés en vertu de programmes industriels des gouvernements fédéral et provinciaux au Canada ou de programmes industriels espagnols afin de promouvoir le développement de l'industrie.

Ces prêts comportent différentes conditions régissant le calendrier et le montant de remboursement. Les remboursements, lorsqu'ils ne sont pas établis selon un calendrier précis, sont fondés sur les ventes de programmes particuliers ou sur la croissance des ventes de toutes ou de certaines gammes de produits de Héroux-Devtek. Les prêts ne portent pas intérêt ou sont assortis d'un taux inférieur à celui du marché.

Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et une charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentée dans les frais financiers.

Les hypothèses sous-jacentes aux remboursements de prêts sont examinées au moins une fois par année. Au 31 mars 2019, la Société a mis à jour le calendrier estimatif de remboursement de ses prêts des autorités gouvernementales, en tenant compte d'hypothèses révisées principalement à l'égard des prévisions de ventes. Cet ajustement a donné lieu à un gain hors trésorerie de 1 036 \$ (1 834 \$ à l'exercice 2018), qui est inclus dans les frais (produits) financiers nets (voir la note 9).

Les taux d'intérêt effectifs pour ces prêts se situaient dans une fourchette de 0,0 % à 6,6 % au 31 mars 2019 (2,5 % à 7,2 % au 31 mars 2018).

Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti («emprunt à terme»)

Le 24 septembre 2018, la Société a conclu une facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti avec le Fonds de Solidarité FTQ pour un montant pouvant atteindre 75 000 \$. La facilité consiste en un emprunt à terme de 50 000 \$ lié à l'acquisition de CESA (voir la note 5) et d'un financement additionnel disponible jusqu'au 30 septembre 2020 pouvant atteindre 25 000 \$, sous réserve de certaines conditions. L'emprunt initial de 50 000 \$ a été prélevé le 25 septembre 2018, porte intérêt au taux de 5,7 % et est remboursable à l'échéance le 30 septembre 2025. À compter du 30 septembre 2021, la Société aura l'option d'effectuer des remboursements anticipés, sous réserve de certains frais. Des frais de financement totalisant 835 \$ ont été différés et sont amortis sur la durée des emprunts visés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Obligations en vertu de contrats de location-financement («contrats de location-financement»)

Les obligations en vertu de contrats de location-financement portaient intérêt à des taux fixes variant de 2,4 % à 5,0 % au 31 mars 2019 et au 31 mars 2018, venaient à échéance entre juillet 2019 et décembre 2023, avaient une période d'amortissement d'environ 7 ans, et étaient garanties par les immobilisations corporelles connexes, déduction faite des intérêts de 1 351 \$ (1 928 \$ au 31 mars 2018).

Clauses restrictives

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. La Société respectait toutes ces clauses restrictives au 31 mars 2019.

Remboursements minimaux

Les remboursements minimaux de la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices se présentent comme suit :

Exercices	Facilité renouvelable	Prêts des autorités gouvernementales	Emprunt à terme	Contrats de location-financement	Autres ²	Total
2020	4 269 \$	6 780 \$	2 850 \$	6 007 \$	3 306 \$	23 212 \$
2021	4 269	7 820	2 850	5 746	3 203	23 888
2022	4 269	9 345	2 850	5 439	694	22 597
2023	95 589	11 014	2 850	3 350	590	113 393
2024	—	10 924	2 850	1 220	208	15 202
Au-delà de 5 ans	—	64 783	54 975	—	1 622	121 380
Sous-total	108 396	110 666	69 225	21 762	9 623	319 672
Moins : Intérêts	13 519	20 965	19 225	1 351	1 354	56 414
Solde de la dette¹	94 877 \$	89 701 \$	50 000 \$	20 411 \$	8 269 \$	263 258 \$

¹⁾ Avant le montant net des frais de financement différés.

²⁾ Comprennent le solde de prix de vente lié à une acquisition d'entreprise.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la dette à long terme.

	31 mars 2019	31 mars 2018
Dette à long terme au début de l'exercice	131 041 \$	134 139 \$
Augmentation de la dette à long terme	117 883	3 821
Remboursement de la dette à long terme	(36 198)	(4 634)
Dette acquise dans le cadre d'acquisitions d'entreprises (note 5)	43 758	—
Amortissement des frais de financement différés (note 9)	505	238
Frais engagés pour modifier ou renouveler la facilité de crédit	(2 534)	(524)
Intérêts au titre de la désactualisation et ajustements des prêts des autorités gouvernementales (note 9)	1 325	466
Incidence des fluctuations de change	4 526	(2 465)
Dette à long terme à la fin de l'exercice	260 306 \$	131 041 \$

NOTE 21. AUTRES PASSIFS

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Obligations nettes au titre des prestations définies (note 25)	6 650 \$	3 958 \$
Avances de clients	2 050	—
Produits différés	1 468	2 639
Facturations progressives	863	19
Autres	1 946	—
Autres passifs	12 977 \$	6 616 \$

NOTE 22. CAPITAL ÉMIS

Autorisé	
Actions ordinaires avec droit de vote, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de second rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité

Il n'y a aucune action privilégiée en circulation.

Les variations des actions ordinaires émises et entièrement libérées se présentent comme suit pour les exercices :

	2019		2018	
	Nombre	Capital émis	Nombre	Capital émis
Solde au début de l'exercice	36 218 572	78 105 \$	36 122 050	77 217 \$
Émises au comptant à l'exercice des options sur actions	107 450	1 101	48 750	298
Émises au comptant dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat	36 188	470	47 772	590
Solde à la fin de l'exercice	36 362 210	79 676 \$	36 218 572	78 105 \$

Rémunération fondée sur des actions

A. Régime d'options sur actions

La Société attribue des options sur actions à un prix de souscription représentant le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de Bourse précédant la date d'attribution. Les droits des options attribuées dans le cadre du régime sont essentiellement acquis sur une période de quatre ans. Les options peuvent être exercées sur une période ne dépassant pas sept ans après la date d'attribution.

L'évolution du nombre d'options sur actions en cours et de la charge de rémunération connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2019		2018	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	1 105 295	12,09 \$	914 295	10,88 \$
Attribuées	207 500	16,21	243 500	14,93
Exercées	(107 450)	6,50	(48 750)	3,71
Annulées ou frappées d'extinction	(38 250)	15,24	(3 750)	11,71
Solde à la fin de l'exercice	1 167 095	13,23 \$	1 105 295	12,09 \$
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions		882 \$		608 \$

Le prix moyen pondéré à la date d'exercice des actions visées par les options sur actions pour l'exercice 2019 était de 15,86 \$ (14,44 \$ en 2018).

Les options sur actions attribuées sont comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Nombre d'options sur actions attribuées	207 500	243 500
Juste valeur moyenne pondérée par option sur actions	4,25 \$	3,84 \$
Juste valeur totale	882 \$	935 \$
Durée prévue (en années)	4,8 ans	4,9 ans
Volatilité prévue	24 %	25 %
Taux d'extinction prévu	4,2 %	4,5 %
Distribution de dividende prévue	Aucun	Aucun
Taux d'intérêt composé sans risque	2,3 %	1,6 %

Au cours de l'exercice 2019, par suite de l'approbation par les actionnaires de la Société lors de la dernière assemblée générale annuelle des actionnaires, le nombre total d'actions disponibles pour émission future dans le cadre du régime d'options sur actions a été renouvelé, compte tenu du nombre restreint d'actions ordinaires encore disponibles en vertu de ce régime. Au 31 mars 2019, 2 808 257 actions ordinaires étaient réservées aux fins d'émission d'options sur actions, dont 2 762 507 actions n'avaient pas encore été émises, contre 1 514 481 actions au 31 mars 2018.

Au 31 mars 2019, 1 167 095 options sur actions étaient émises et en cours comme suit :

Prix d'exercice	Options en cours			Options dont les droits sont acquis	
	Nombre	Durée moyenne pondérée en années	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
10,71 \$ à 11,71 \$	640 595	2,26	12,15 \$	602 845	11,47 \$
14,93 \$ à 16,22 \$	526 500	5,72	15,42	166 000	14,95
	1 167 095	3,97	13,23 \$	768 845	12,33 \$

B. Régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat

L'évolution des actions ordinaires et de la charge connexe liées au régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat se présente comme suit pour les exercices :

	2019	2018
<i>Nombre d'actions ordinaires</i>		
Émises	36 188	47 772
Attribuées aux employés participants	24 622	18 800
Charge liée aux actions ordinaires attribuées	227 \$	260 \$

Au 31 mars 2019, 340 000 actions étaient réservées aux fins d'émission dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat, dont 22 678 actions n'avaient pas encore été émises, contre 58 866 actions au 31 mars 2018.

C. Régime d'unités d'action différées («UAD») et Régime d'unités d'actions liées au rendement («UAR»)

L'évolution des UAD en cours et de la charge connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2019	2018
<i>Nombre d'UAD</i>		
Solde au début de l'exercice	136 170	135 815
Émises	36 008	32 588
Réglées	(4 512)	(32 233)
Annulées ou frappées d'extinction	(1 332)	—
Solde de clôture des UAD en cours	166 334	136 170
Charge au titre des UAD	640 \$	910 \$
Juste valeur des UAD en cours, à la fin de l'exercice	2 534 \$	1 962 \$

L'évolution des UAR en cours et de la charge connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2019	2018
<i>Nombre d'UAR</i>		
Solde au début de l'exercice	187 948	114 434
Émises	81 350	100 650
Réglées	(38 392)	(23 334)
Annulées ou frappées d'extinction	(18 456)	(3 802)
Solde de clôture des UAR en cours	212 450	187 948
Charge au titre des UAR	1 505 \$	163 \$
Juste valeur des UAR en cours dont les droits sont acquis, à la fin de l'exercice	1 850 \$	842 \$

NOTE 23. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2018	20 116 \$	24 \$	(5 923) \$	14 217 \$
Autres éléments du résultat global	(850)	(1 796)	(1 069)	(3 715)
Solde au 31 mars 2019	19 266 \$	(1 772) \$	(6 992) \$	10 502 \$

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2017	14 256 \$	(521) \$	(7 437) \$	6 298 \$
Autres éléments du résultat global	5 860	545	1 514	7 919
Solde au 31 mars 2018	20 116 \$	24 \$	(5 923) \$	14 217 \$

NOTE 24. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit pour les exercices :

	2019	2018
États des résultats consolidés		
Charge d'impôt exigible	6 254 \$	7 100 \$
Charge (recouvrement) d'impôt différé	(2 019)	67
Charge d'impôt sur le résultat présentée dans les états des résultats consolidés	4 235 \$	7 167 \$
États des variations des capitaux propres consolidés		
Charge (recouvrement) se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux résultats non distribués	(656) \$	68 \$
Charge (recouvrement) se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux autres éléments du résultat global	(557)	826
Charge d'impôt sur le résultat présentée directement dans les capitaux propres	(1 213) \$	894 \$

Le calcul de la charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Impôt sur le résultat aux taux combinés d'impôt fédéral et provincial prévus par la loi de 26,6 %	8 124 \$	5 554 \$
Écart de taux d'imposition – filiales à l'étranger	(4 788)	(4 251)
Différences permanentes	1 018	827
Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis (note 10)	—	4 912
Autres éléments	(119)	125
Charge d'impôt	4 235 \$	7 167 \$

Le 22 décembre 2017, le gouvernement des États-Unis a adopté la Tax Cuts and Jobs Act (la «réforme fiscale aux États-Unis»). La réforme fiscale aux États-Unis introduit un certain nombre de modifications à la législation fiscale ayant une incidence sur les entreprises, y compris, entre autres, une réduction permanente du taux d'imposition fédéral des sociétés, qui est passé de 35 % à 21 % le 1^{er} janvier 2018. La réduction du taux d'imposition des sociétés a entraîné la réévaluation des actifs d'impôt différé nets de la Société, ce qui a donné lieu à une charge d'impôt sur le résultat non récurrente de 4 912 \$ au cours de l'exercice 2018.

Les principaux actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé découlant des différences temporaires sont les suivants :

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Actifs d'impôt différé		
Provisions non déductibles	9 850 \$	4 126 \$
Stocks	5 345	3 872
Débiteurs	20	10
Instruments financiers dérivés	113	—
Prêts des autorités gouvernementales	10	—
Avantages d'impôt différé découlant de pertes fiscales et dépenses déductibles reportées en avant	22 185	14 012
Total des actifs d'impôt différé	37 523 \$	22 020 \$
Passifs d'impôt différé		
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt	(729)	(557)
Immobilisations corporelles	(16 903)	(14 863)
Relations clients et contrats	(12 795)	(2 891)
Prêts des autorités gouvernementales	—	(64)
Instruments financiers dérivés	—	(24)
Total des passifs d'impôt différé	(30 427) \$	(18 399) \$
Actifs d'impôt différé nets	7 096 \$	3 621 \$

Les actifs d'impôt différé nets sont compris dans les postes suivants des bilans consolidés :

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Actifs d'impôt différé	14 575 \$	7 388 \$
Passifs d'impôt différé	(7 479)	(3 767)
Actifs d'impôt différé nets	7 096 \$	3 621 \$

Des actifs d'impôt différé nets de 4 540 \$ ont été comptabilisés au 31 mars 2019 (8 790 \$ au 31 mars 2018) dans des juridictions fiscales qui ont subi des pertes au cours de l'exercice considéré ou des exercices précédents. Compte tenu du niveau de résultat imposable historique ou des projections de résultat imposable futur, la direction de la Société est d'avis qu'il est probable que la Société réalisera toutes les économies liées à ces différences temporaires déductibles et ces pertes autres qu'en capital reportées en avant.

Au 31 mars 2019, les pertes opérationnelles reportées en avant et les autres différences temporaires pour lesquelles des actifs d'impôt différé connexes n'avaient pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés totalisaient 3 329 \$ (néant au 31 mars 2018).

La Société avait les pertes autres qu'en capital disponibles pour report en avant suivantes :

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Canada	19 520 \$	19 943 \$
États-Unis	64 219	53 506
Espagne	18 874	—
	102 613 \$	73 449 \$

Au 31 mars 2019, la Société s'attendait à recouvrer ou à régler des actifs d'impôt différé de 12 526 \$ et des passifs d'impôt différé de 930 \$ dans moins de un an.

L'impôt différé n'est pas comptabilisé sur les résultats non distribués des filiales lorsque la Société est en mesure de contrôler le calendrier de versement et qu'il est probable qu'il n'y aura aucun versement dans un avenir prévisible. Au 31 mars 2019, les différences temporaires associées aux investissements dans les filiales pour lesquels un passif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé étaient de 21 614 \$ (25 151 \$ au 31 mars 2018).

NOTE 25. PRESTATIONS DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Description des régimes de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les prestations fournies par les régimes d'avantages complémentaires de retraite sont définies par des contrats individuels qui prévoient principalement des prestations d'assurance vie et d'assurance soins de santé. Puisque les montants liés à ces prestations ne sont pas importants, ils ne sont pas inclus dans les chiffres qui suivent.

Total des paiements en numéraire

Pour l'exercice 2019, le total des paiements en numéraire relatifs aux avantages du personnel, composé des cotisations versées en numéraire par la Société à ses régimes de retraite à prestations définies capitalisés et des paiements en numéraire directement versés aux bénéficiaires pour ses régimes à prestations définies non capitalisés, s'est élevé à 1 335 \$ (1 489 \$ en 2018), alors que les cotisations versées en numéraire à ses régimes à cotisations définies se sont établies à 3 492 \$ (3 200 \$ en 2018).

Régimes à prestations définies

La Société mesure la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables au 31 mars de chaque exercice, alors que les obligations découlant de ses régimes à prestations définies sont évaluées au 31 décembre de chaque exercice et projetées au 31 mars pour tous les régimes, sauf un régime pour lequel la date d'évaluation est le 31 mars.

Les régimes à prestations définies exposent la Société à des risques actuariels comme :

- Le risque lié à l'espérance de vie
 - La valeur actualisée des obligations au titre du régime à prestations définies est calculée en partie en fonction de l'espérance de vie estimée des participants au régime. Une augmentation de l'espérance de vie entraîne une hausse des obligations de la Société.
- Le risque de change
 - Une tranche importante des actifs des régimes est investie dans des actions étrangères, par conséquent, un accroissement de la valeur du dollar canadien par rapport à la monnaie dans laquelle ces actions étrangères sont libellées entraînerait une hausse des obligations de la Société.
- Le risque de taux d'intérêt
 - Une diminution des taux d'intérêt du marché entraînerait une diminution du taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actualisée des obligations au titre du régime à prestations définies, ce qui se traduirait par une hausse de ces obligations. Cette hausse serait en partie compensée par une augmentation connexe de la valeur des obligations détenues par les régimes.

- Le risque d'investissement
 - Le risque d'investissement correspond au risque que le rendement des actifs des régimes soit moins élevé que le taux d'intérêt des obligations des sociétés utilisé pour calculer le taux d'actualisation. À l'heure actuelle, la composition des régimes comprend 61 % de fonds d'actions, 31 % de titres de créance et 8 % d'autres fonds. Compte tenu de la nature à long terme des obligations au titre des régimes à prestations définies, la Société juge approprié qu'une tranche raisonnable des actifs des régimes soit investie dans des titres de capitaux propres et d'autres fonds afin de dégager un rendement à long terme des actifs des régimes.

Le rapprochement de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes et des montants comptabilisés dans les bilans consolidés se présente comme suit :

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	65 962 \$	61 216 \$
Juste valeur des actifs des régimes	60 710	58 974
Situation de capitalisation des régimes – déficit	(5 252) \$	(2 242) \$
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	(1 398)	(1 716)
Montant comptabilisé dans les autres passifs à long terme	(6 650) \$	(3 958) \$

Le total de la charge au titre des régimes à prestations définies qui a été comptabilisée dans les états des résultats consolidés est comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 192 \$	1 459 \$
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies (note 9)	150	153
Coût des services passés	—	325
Frais d'administration	198	161
Total de la charge au titre des régimes à prestations définies comptabilisée dans les états des résultats consolidés	1 540 \$	2 098 \$

Le montant total comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Réévaluations		
Pertes découlant des modifications apportées aux hypothèses démographiques	(326) \$	(2) \$
Pertes découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	(2 855)	(915)
Gains liés aux écarts actuariels	255	1 257
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	439	(79)
Autres éléments du résultat global	(2 487) \$	261 \$

Le rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes est comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes	2 547 \$	2 038 \$

La variation de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies est la suivante pour les exercices :

	2019	2018
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	62 932 \$	61 106 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 192	1 459
Charges d'intérêts	2 258	2 270
Cotisations des participants aux régimes	675	731
Pertes découlant des modifications apportées aux hypothèses démographiques	326	2
Pertes découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	2 855	915
Gains liés aux écarts actuariels	(255)	(1 257)
Prestations payées	(2 623)	(2 619)
Prestations pour services passés	—	325
Obligations au titre de prestations définies à la fin de l'exercice	67 360 \$	62 932 \$

La juste valeur des actifs des régimes se présente comme suit :

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	58 974 \$	57 496 \$
Produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	2 108	2 117
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	439	(79)
Cotisations de l'employeur	1 335	1 489
Cotisations des participants aux régimes	675	731
Prestations payées	(2 623)	(2 619)
Frais d'administration	(198)	(161)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	60 710 \$	58 974 \$

Les actifs des régimes sont les suivants :

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Titres de capitaux propres	61 %	63 %
Titres de créance	31 %	29 %
Autres	8 %	8 %
Total	100 %	100 %

Principales hypothèses

Les principales hypothèses moyennes pondérées utilisées à la date de clôture sont les suivantes pour les exercices :

	2019	2018
Obligations au titre des prestations définies aux 31 mars :		
Taux d'actualisation	3,30 %	3,60 %
Taux d'augmentation des salaires	3,50 %	3,50 %
Espérance de vie moyenne, en fonction d'un départ à la retraite à 65 ans :		
Homme, 45 ans à la date de clôture	86	86
Femme, 45 ans à la date de clôture	89	89
Homme, 65 ans à la date de clôture	87	87
Femme, 65 ans à la date de clôture	90	90

Le tableau ci-après résume l'incidence des modifications apportées à ces hypothèses actuarielles sur la charge de retraite et les obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2019 et pour l'exercice clos à cette date.

Augmentation (diminution)	Charge de retraite	Obligations au titre des prestations définies
	%	%
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5 %	(25,1)	(7,0)
Diminution de 0,5 %	24,9	7,8
Taux de rémunération		
Augmentation de 0,5 %	0,1	—
Diminution de 0,5 %	(0,1)	—
Espérance de vie moyenne		
Augmentation de 1 an	7,6	2,7
Diminution de 1 an	(7,7)	(2,7)

Flux de trésorerie futurs de la Société liés aux prestations de retraite

On estime à 1 653 \$ le total des cotisations qui devraient être versées en numéraire dans ces régimes au cours de l'exercice 2020.

La durée des obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2019 s'établissait à 14,8 ans (14,8 ans au 31 mars 2018). L'échéance prévue des prestations de retraite non actualisées en vertu du régime de retraite des employés syndiqués se présente comme suit :

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Moins de 1 an	1 783 \$	1 689 \$
De 1 an à 2 ans	1 834	1 747
De 2 à 5 ans	6 125	5 753
Plus de 5 ans	99 741	100 542
Total	109 483 \$	109 731 \$

Régimes de retraite à cotisations définies

Les coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies se présentent comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies	3 492 \$	3 200 \$

NOTE 26. ENGAGEMENTS

La Société a des engagements liés à des contrats de location simple pour des bâtiments et des installations et des bons de commande en cours relativement à de la machinerie et à de l'équipement qui n'ont pas encore été livrés aux installations de la Société. Les paiements minimaux pour les cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

	2020	2021	2022	2023	2024	Par la suite	Total 2019	Total 2018
Contrats de location simple – Bâtiments et installations ¹	2 517 \$	2 424	2 261	2 014	1 623	5 984	16 823 \$	11 737 \$
Engagements liés à l'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement	6 624 \$	126	46	—	—	—	6 796 \$	2 952 \$

¹) À l'exclusion des clauses d'indexation.

Garanties

La Société conclut des conventions qui prévoient des engagements d'indemnisation et des garanties envers les contreparties relativement à certaines opérations comme des cessions d'entreprises et la vente d'actifs.

Ces engagements d'indemnisation et ces garanties pourraient obliger la Société à indemniser des contreparties pour les coûts engagés et les pertes subies par suite de divers événements, incluant des violations de déclarations et de garanties, des atteintes à la propriété intellectuelle, des pertes ou des dommages relatifs à la propriété, des responsabilités environnementales, des changements aux règlements et aux lois (y compris les législations fiscales) ou à leur interprétation, des écarts de valeur ou des litiges dont les contreparties pourraient faire l'objet.

Au moment de la vente de la totalité ou d'une partie d'une entreprise ou d'actifs, en plus d'une indemnisation possible liée à l'inexécution d'une clause restrictive et à une violation de déclarations et de garanties, la Société pourrait avoir à verser des indemnisations au titre de réclamations résultant de son exploitation passée de l'entreprise. La nature de ces engagements d'indemnisation empêche la Société d'estimer le montant potentiel maximal qu'elle pourrait être tenue de payer en vertu des garanties, puisque ces événements ne se sont pas encore produits. Au 31 mars 2019, la durée de ces engagements d'indemnisation pouvait se prolonger jusqu'à l'exercice 2024. Au 31 mars 2019, la Société avait comptabilisé une provision de 5 012 \$ (5 012 \$ au 31 mars 2018) qu'elle a classée comme provision à court terme (note 19) étant donné que la date de règlement n'était pas encore connue.

Lettres de crédit

Au 31 mars 2019, la Société disposait de lettres de crédit en cours totalisant 26 153 \$ (3 302 \$ au 31 mars 2018).

NOTE 27. ÉVENTUALITÉS

Dans le cadre du cours normal de ses activités, la Société est partie à des litiges et à des procédures de réclamation. De l'avis de la direction, tout règlement découlant de ces litiges n'aurait pas d'incidence importante sur la situation financière ni sur les résultats opérationnels de la Société.

NOTE 28. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors trésorerie se présente comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Comptes clients	(5 624) \$	(2 335) \$
Impôts à recevoir	(385)	(184)
Stocks	(1 746)	9 539
Autres actifs à court terme et à long terme	(2 245)	(869)
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres et autres passifs	20 013	719
Provisions	(5 377)	(3 335)
Avances de clients et facturations progressives	4 655	7 097
Impôts à payer	(2 404)	1 916
Incidence des variations des taux de change ¹	2 686	950
	9 573 \$	13 498 \$

¹ Réflète l'incidence totale des fluctuations du taux de change au cours de l'exercice sur les éléments hors trésorerie présentés ci-dessus pour les filiales à l'étranger de la Société.

NOTE 29. INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

La répartition géographique des actifs de la Société se présente comme suit :

Aux	31 mars 2019					31 mars 2018			
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Espagne	Total	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Total
Immobilisations corporelles, montant net	97 210 \$	72 872 \$	13 987 \$	43 885 \$	227 954 \$	95 492 \$	71 183 \$	12 828 \$	179 503 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	14 785	6 433	9 254	38 905	69 377	21 166	1 973	12 717	35 856
Goodwill	14 344	25 296	65 041	81 671	186 352	13 838	9 691	67 608	91 137

Les ventes d'après l'emplacement géographique des clients se présentent comme suit pour les exercices :

	2019	2018
États-Unis	260 397 \$	240 377 \$
Royaume-Uni	53 589	43 713
Espagne	26 036	—
Reste de l'Europe	58 837	39 009
Canada	39 668	39 244
Autres pays	45 350	24 221
	483 877 \$	386 564 \$

NOTE 30. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (dirigeants et non-dirigeants) ainsi que les membres du comité de direction. La charge de rémunération des principaux dirigeants se présente comme suit pour les exercices :

	2019	2018
Avantages à court terme et autres avantages	3 622 \$	3 458 \$
Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	84	156
Rémunération fondée sur des actions	1 421	1 655
Total de la rémunération versée aux principaux dirigeants	5 127 \$	5 269 \$

NOTE 31. INSTRUMENTS FINANCIERS

Hiérarchie de la juste valeur

Les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur aux bilans consolidés sont répartis dans les trois niveaux d'une hiérarchie de la juste valeur. Ces trois niveaux sont définis en fonction du caractère observable des principales données de l'évaluation, comme suit :

Niveau 1 : cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement;

Niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

Le classement des instruments financiers ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur se présentaient comme suit :

Aux	31 mars 2019			31 mars 2018		
	Hiérarchie de la juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Hiérarchie de la juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	35 128 \$	35 128 \$	Niveau 1	93 209 \$	93 209 \$
Instrument financiers dérivés	Niveau 2	6 599	6 599	Niveau 2	5 197	5 197
		41 727 \$	41 727 \$		98 406 \$	98 406 \$
Passifs financiers						
Instrument financiers dérivés	Niveau 2	3 451 \$	3 451 \$	Niveau 2	2 778 \$	2 778 \$
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	Niveau 2	263 258	270 716	Niveau 2	131 964	137 493
		266 709 \$	274 167 \$		134 742 \$	140 271 \$

Instruments financiers dérivés – La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisés aux bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société, et est comparée à la juste valeur établie par des institutions financières à partir des taux de change ou des taux d'intérêt publiés sur le marché actif et ajustée par ces dernières pour tenir compte du risque de crédit. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et actualisent ces montants en fonction des modalités contractuelles des instruments financiers dérivés et des données observables des marchés externes, comme les taux des swaps de taux d'intérêt et les taux de change à la fin de la période.

Dettes à long terme – La juste valeur de la dette à long terme a été établie en calculant la valeur actualisée de la dette à long terme à l'aide du taux qui serait négocié dans le contexte économique prévalant à la date de fin d'exercice.

NOTE 32. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est partie à des instruments financiers et, de ce fait, est particulièrement exposée à des risques de marché, de crédit, de concentration de crédit et de liquidité.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs des instruments financiers découlant des variations des cours du marché, que ces dernières soient causées par des facteurs spécifiques à des instruments financiers en particulier ou à son émetteur, ou par des facteurs qui touchent l'ensemble des instruments financiers similaires négociés sur le marché. La Société est particulièrement exposée aux risques de marché suivants :

Risque de change

La Société conclut des opérations en devises au Canada et exerce des activités aux États-Unis, en Espagne et au Royaume-Uni, ce qui l'expose au risque de fluctuation des taux de change.

Dans le but d'atténuer le risque lié aux fluctuations des taux de change, la Société a recours à des instruments dérivés pour couvrir ce risque, essentiellement lié au dollar américain et découlant de ses activités au Canada, en Espagne et au Royaume-Uni.

La politique de gestion du risque de change de la Société exige la couverture de 50 % à 100 % de l'exposition aux devises connue, essentiellement au cours des deux exercices financiers suivants, des entrées de fonds prévues provenant de ventes libellées en dollars américains réalisées par ses établissements du Canada, de l'Espagne et du Royaume-Uni et se rapportant à des contrats de vente, déduction faite des sorties de fonds prévues, en dollars américains, effectuées par ses établissements du Canada, de l'Espagne et du Royaume-Uni découlant essentiellement de l'achat de matières premières et de certaines autres matières.

Au 31 mars 2019, la Société détenait des contrats de change à terme en cours, libellés en dollars américains, en euros et en livres sterling, pour un montant notionnel totalisant 228 374 \$. Ce montant comprend principalement des contrats d'un montant notionnel de 146 885 \$ US pouvant être convertis en dollars canadiens au taux de change moyen de 1,3060. Ces contrats viennent à échéance à diverses dates entre avril 2019 et mars 2023, la majorité échéant au cours du présent ou du prochain exercice.

Au 31 mars 2019, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard des autres devises, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, aurait eu une incidence sur le résultat net consolidé et les autres éléments du résultat global comme suit :

	Incidence du dollar américain	Incidence de la livre sterling	Incidence de l'euro
Diminution du résultat net	(428)	(110)	(42)
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global	508	(1 678)	(734)

La sensibilité au taux de change présentée ci-dessus représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers de la Société, incluant les contrats de change à terme à la date du bilan consolidé.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt principalement à cause de son taux d'intérêt variable sur sa facilité de crédit à long terme (voir la note 20). De plus, les fluctuations du taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les produits d'intérêts de la Société qui sont générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La politique portant sur les taux d'intérêt de la Société exige de conserver une combinaison appropriée de dettes portant intérêt à des taux fixes et variables afin de réduire l'incidence nette des variations des taux d'intérêt. Par conséquent, la direction peut utiliser des dérivés afin de conserver un ratio de la dette portant intérêt à des taux fixes se situant entre 40 % et 70 % de la dette à long terme, compte non tenu des prêts des autorités gouvernementales.

Swaps de devises et de taux d'intérêt

L'acquisition de CESA (voir la note 5) a exposé la Société à de nouveaux risques de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard de l'investissement net en euros. Une diminution de la valeur de l'euro par rapport au dollar canadien ferait baisser la valeur de cet investissement dans un établissement à l'étranger, et une augmentation des taux d'intérêt sous-jacents à la dette ferait augmenter les frais financiers nets connexes.

Afin d'atténuer ces risques, au 31 mars 2019, la Société avait conclu les swaps de devises et de taux d'intérêt suivants afin de gérer les risques de change et de taux d'intérêt :

Montant notionnel	Équivalent en euros (montant fixe)	Taux d'intérêt	Mise en vigueur	Échéance
29 370 \$ US	25 000 €	1,86 %	Octobre 2017	Mai 2022
50 000 \$ CA	34 110 €	3,40 %	Octobre 2017	Septembre 2025
17 523 \$ US	15 000 €	Euribor 1 mois + 1,74 %	Septembre 2018	Mai 2022
17 100 \$ US	15 000 €	Euribor 1 mois + 1,76 %	Novembre 2018	Mars 2020

L'incidence d'une variation des taux d'intérêt de 100 points de base («pdb») sur les résultats financiers de la Société pour l'exercice 2019 aurait été comme suit :

	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb
Incidence sur le résultat net liée à la dette à long terme à taux variable	(69)	69
Incidence sur le résultat global liée aux swaps de devises et de taux d'intérêt	209	(209)

L'analyse de sensibilité aux taux d'intérêt présentée ci-dessus est calculée en fonction du passif à taux variable à la fin de l'exercice, et suppose que toutes les autres variables sont demeurées stables.

Autre risque de prix

Le résultat net de la Société est exposé aux fluctuations du cours des actions de la Société en raison des UAD et des UAR (voir la note 22). Afin d'atténuer cette exposition, la Société a conclu un swap sur actions avec une institution financière.

Aux termes de ce swap, lors du règlement, la Société obtient un paiement pour toute plus-value du cours des actions, tandis qu'elle effectue un paiement à l'institution financière pour toute moins-value du cours des actions. L'incidence nette du swap sur actions neutralise en partie les variations du cours des actions de la Société qui influe sur la charge liée aux UAD et UAR incluse dans les frais de vente et d'administration de la Société.

Au 31 mars 2019, le swap sur actions visait 245 000 actions ordinaires de la Société à un prix de 12,68 \$. Ce swap constitue un instrument dérivé qui n'est pas désigné dans une relation de couverture et vient à échéance en juin 2020.

Risques de crédit et de concentration de crédit

Les risques de crédit et de concentration de crédit représentent les risques liés à la contrepartie lorsque les parties avec lesquelles la Société conclut des ententes ou des contrats sont incapables de respecter leurs engagements.

Le risque de crédit est principalement lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des comptes clients de la Société, et que des institutions financières soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés de la Société.

Le risque de concentration de crédit tient au fait que la Société a réalisé environ 61 % de ses ventes en 2019 auprès de seulement neuf clients (60 % auprès de six clients en 2018). Plus précisément, la Société a un client représentant 22 % de ses ventes consolidées en 2019 (deux clients représentant 26 % et 11 % en 2018).

Comptes clients

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont limités, puisque la Société fait habituellement affaire avec de grandes entreprises ou des organismes gouvernementaux, à l'exception des ventes à de petites entreprises privées, qui représentaient dans leur ensemble environ 4,2 % à l'exercice 2019 (5,3 % en 2018) des ventes consolidées de la Société.

Au 31 mars 2019, la Société n'avait pas effectué, par le passé, de radiation importante de comptes clients, et le délai moyen de recouvrement était à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

La qualité de crédit des comptes clients fait l'objet d'une analyse régulière.

Les variations de la provision pour créances douteuses s'établissaient comme suit pour l'exercice clos le 31 mars 2019 :

	2019
Solde au début de l'exercice	39 \$
Constituée au cours de l'exercice	153
Solde à la fin de l'exercice	192 \$

Les comptes clients de la Société se présentent comme suit :

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Non en souffrance	105 402 \$	66 613 \$
En souffrance – moins de 90 jours	8 866	5 777
En souffrance – plus de 90 jours	1 163	1 079
Ayant subi une dépréciation	192	39
	115 623	73 508
Provision pour créances douteuses	(192)	(39)
Solde à la fin de l'exercice	115 431 \$	73 469 \$

Les pertes de crédit estimées en fonction des taux de pertes attendues n'étaient pas importantes aux 31 mars 2019 et 2018.

Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers dérivés

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire principalement avec des institutions financières de première qualité, comme des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ou une succursale canadienne d'une banque américaine, conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

Au 31 mars 2019, l'exposition maximale au risque de crédit et au risque de concentration de crédit liés aux instruments financiers était comme suit (voir la note 31) :

	JVRN	JVAERG ¹	Coût amorti
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	35 128 \$
Comptes clients	—	—	115 431
Instruments financiers dérivés	3 891	2 708	—

¹⁾ Correspond à la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés dans une relation de couverture.

Risque de liquidité

La Société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis, aux termes de ces engagements et à un prix raisonnable. Elle gère donc son risque de liquidité en établissant des prévisions de flux de trésorerie d'exploitation et liés aux activités d'investissement et de financement prévues. La haute direction participe aussi activement à la revue et à l'approbation des contrats de vente à long terme et des dépenses en immobilisations prévues.

Au 31 mars 2019, l'analyse des échéances des passifs financiers était comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Comptes fournisseurs et charges à payer	117 990 \$	— \$	— \$	— \$	117 990 \$
Avances de clients	14 502	2 050	—	—	16 552
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme (note 20)	23 212	46 485	128 595	121 380	319 672
Instruments financiers dérivés	2 134	1 171	146	—	3 451

NOTE 33. GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et de fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps opportun en fonction des changements du contexte économique et des risques des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut, par exemple :

- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Le ratio de la dette nette/capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice précédent, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio de la dette nette/capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable et acceptable.

Le ratio de la dette nette/capitaux propres était comme suit :

Aux	31 mars 2019	31 mars 2018
Tranche à court terme de la dette à long terme	15 066 \$	5 356 \$
Dette à long terme	245 240	125 685
Frais de financement différés, montant net	2 952	923
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	35 128	93 209
Dette nette	228 130 \$	38 755 \$
Capitaux propres	404 098	379 034
Ratio de la dette nette/capitaux propres	0,56:1	0,10:1

La Société n'est pas soumise à des exigences relatives au capital émanant des organismes de réglementation.

INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Vendredi 9 août 2019, à 10h
Salon les Fortifications, 9^e étage
Le Westin Montréal
270, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal (Québec)
Canada H2Y 0A3

AGENT DE TRANSFERT ET REGISTRAIRE

Computershare du Canada
1500, rue Université, 7^e étage
Montréal (Québec) Canada H3A 3S8
514 982-7555 / 1-800-564-6253

AUDITEURS

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
900, Boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 2300
Montréal (Québec) Canada H3A 0A8

BOURSE DE VALEURS MOBILIÈRES

Les actions sont cotées à la Bourse de Toronto
Symbole au téléscripneur : HRX

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

450 679-3330 / ir@herouxdevtek.com
Ste-Marie Stratégies et Communications Inc.
514 465-6701 / danielle@ste-m.ca

IF YOU WISH TO RECEIVE AN ENGLISH VERSION OF THIS REPORT, PLEASE CONTACT INVESTOR RELATIONS.



1111, RUE SAINT-CHARLES OUEST, SUITE 600
TOUR OUEST, COMPLEXE SAINT-CHARLES
LONGUEUIL (QUÉBEC) CANADA J4K 5G4

450 679-3330

WWW.HEROUXDEVTEK.COM